

# ***Au CLAIR de la lutte***

## **Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA**

**pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire**  
(fondée sur le programme historique de la IV<sup>e</sup> Internationale)

N° 1, mars-avril 2009 — 1,5 €



*La grève générale des travailleurs antillais nous a ouvert la voie. Les enseignants-chercheurs et les étudiants sont en grève illimitée. Les hospitaliers se mobilisent massivement. La grève des postiers du 92, commencée fin janvier, s'étend à d'autres départements. Dans le privé, les grèves, débrayages et manifestations se multiplient. Le 19 mars, comme le 29/01, des millions en grève...*

## **IMPOSONS LA GRÈVE GÉNÉRALE**

- **Exigeons des directions du mouvement ouvrier qu'elles cessent leurs « concertations » avec le gouvernement et leur tactique des « journées d'action » dispersées et sans perspective !**
- **Imposons-leur le front unique et la grève générale jusqu'à satisfaction : Zéro licenciement ! Zéro fermeture d'entreprise ! Répartition des heures de travail entre tous ! Retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement ! 300 euros d'augmentation pour tous ! Régularisation des sans-papiers !**
- **Sans attendre, construisons dans nos entreprises et établissements des comités unitaires pour la préparation de la grève générale**

## **Face à la crise du capitalisme et à la remontée de la lutte de classe, il faut une orientation claire**

*Ce premier numéro du Bulletin de la Tendence CLAIRE du NPA est marqué au double sceau de la crise mondiale du capitalisme, nouvelle époque dans laquelle nous vivons, et des enjeux immédiats de la lutte de classe en France, où il s'agit d'intervenir pratiquement.*

### **Premiers effets de la crise dans la lutte des classes**

La crise est un événement historique d'une importance colossale, même s'il est difficile d'en mesurer exactement toute l'ampleur car nous n'en sommes qu'à ses débuts. Il s'agit d'abord d'un événement économique qui doit être décrit et expliqué comme tel : c'est ce que tente l'article de Gaston Lefranc. Mais, au-delà des chiffres et des mécanismes proprement économiques, l'importance sociale et politique de cet événement se laisse prévoir en partie par ses premiers effets tangibles dans la lutte de classe des différents pays, comme contribuent à le montrer les articles d'Antoni Mivani.

Le plus important de ces effets — d'autant plus considérable pour nous qu'il survient dans les colonies française — est sans doute l'exemplaire grève générale de six semaines en Guadeloupe et de quatre semaines en Martinique, à laquelle la Tendence CLAIRE a consacré ses deux premières contributions. Ces contributions pour la discussion et l'action, reprises dans les pages suivantes, ont été l'occasion de défendre publiquement des propositions pour la lutte de classe en France qui avaient été soumises au congrès de fondation du NPA, dont un bilan critique est également publié ci-après. Certes, la grève générale antillaise n'a finalement permis d'arracher qu'une satisfaction partielle des revendications et l'accord sur les 200 euros préserve largement les intérêts du

patronat pendant trois ans (les trois quarts en seront financés par l'impôt) et ne couvre qu'une partie des salariés : on ne peut guère, dans ces conditions, parler d'une véritable victoire. Mais ce résultat est dû avant tout au cadre étroitement économique fixé par le LKP — dont l'orientation est restée fondamentalement réformiste malgré sa combativité — et surtout à l'isolement des grévistes antillais, car les directions syndicales françaises ont refusé d'appeler à la solidarité concrète avec leur grève générale, qui aurait dû être le combat pour son extension en France même. Or, malgré ces limites et ces obstacles, la grève générale antillaise a imposé un recul partiel au patronat et au gouvernement et surtout elle a rendu concrète, pour des millions de travailleurs en France et dans le monde, la question de la grève générale. Cela permet de formuler de façon précise l'objectif de sa préparation politique : pour la Tendence CLAIRE, le NPA et les autres organisations se réclamant de l'anticapitalisme devraient prendre clairement l'initiative d'en préparer concrètement les conditions politiques, car les conditions objectives en sont réunies.

### **Les conditions objectives d'une grève générale en France se réunissent**

En effet, en France comme ailleurs, le patronat et le gouvernement sont largement discrédités. Avec la crise, il apparaît clairement que, loin d'être le moins mauvais des systèmes, comme les idéologues de la bourgeoisie ont voulu nous le faire croire depuis des années, le capitalisme est pourri dans sa logique et son fonctionnement mêmes. Non seulement ses profits colossaux n'ont pas d'autre source que l'exploitation monstrueuse des pro-

létaires et des peuples, mais en outre ses pertes même devraient être payées par les travailleurs ! Ce serait encore à nous de payer la faillite du capitalisme qui nous doit déjà toute sa richesse accumulée ! Le dégoût et la colère des travailleurs sont donc légitimes. Encore sourde dans de nombreuses franges de la population, elle s'est exprimée par le succès des grèves et manifestations du 29 janvier, la grève illimitée et reconductible de l'enseignement supérieur (cf. l'article de Laura Fonteyn), la mobilisation des travailleurs hospitaliers (cf. l'article de Jean Veymont), la résistance des enseignants du premier degré (cf. l'article de Joséphine Dangeant), la multiplication des grèves dans de nombreuses entreprises, notamment à la poste dans le 92 et désormais dans le 91, dans les usines frappées par des décisions de fermeture, de licenciements, de « chômage technique » et/ou de baisse des salaires... Certes, l'état d'esprit des travailleurs est inégal et oscille souvent entre colère sourde, pas encore explosive, et résignation : c'est ce que montre le cas des travailleurs de l'automobile, dont l'entrée en lutte sera décisive, mais reste pour le moment limitée et surtout dispersée (cf. l'article de Kolya Fizmatov). Cependant, la situation ouverte par la crise, qui vient s'ajouter aux désastres des politiques capitalistes menées depuis des années et notamment depuis l'élection de Sarkozy, rend inévitables une poursuite de la montée des luttes et dès lors l'exigence croissante de leur convergence.

### **Prendre des initiatives pour l'auto-organisation des luttes et le front unique ouvrier**

C'est pourquoi il est indispensable de mettre en œuvre avec audace et détermination une orienta-

tion qui combine l'auto-organisation des travailleurs comme seul moyen de construire et contrôler les luttes avec le combat politique pour le front unique des organisations du mouvement ouvrier. Même dans les secteurs où les travailleurs ne sont pas encore entrés massivement en lutte, comme dans l'automobile, une initiative unie et résolue des militants anticapitalistes et révolutionnaires (notamment ceux du NPA, de LO, des équipes syndicales combattives...) permettrait sans doute de commencer à déborder le cadre fixé par les directions syndicales, qui refusent aujourd'hui de mobiliser sérieusement les travailleurs. La lutte des ouvriers de l'automobile à Cordoba, en Argentine, a prouvé que l'initiative d'une organisation révolutionnaire, même petite, peut (cf. l'article d'Antoni Mivani) être décisive pour aider les travailleurs en colère à trouver le chemin de la lutte gagnante en surmontant les obstacles dressés par les bureaucraties syndicales.

De façon générale, les secteurs mobilisés sont d'ores et déjà suffisamment nombreux et puissants pour que la question de la convergence interprofessionnelle se pose à une large échelle. Cela sera confirmé par le succès prévisible de la « journée d'action » du 19 mars, dont les travailleurs vont se saisir massivement pour exprimer leur volonté de combattre, bien qu'elle soit sans

base revendicative claire et sans perspective.

### **Le baptême du feu du NPA doit se faire dans les luttes et dans la clarté politique**

L'urgence est donc de proposer à ces travailleurs une orientation alternative à celle des directions syndicales, par la dénonciation systématique de leurs concertations avec le gouvernement, le combat frontal contre leur tactique des « journées d'action » sans perspective et la mise en avant d'une plateforme revendicative unifiante et d'un plan d'action dont l'axe soit la préparation et l'appel dans les plus brefs délais à la grève générale. C'est le sens de la proposition de « comités de préparation de la grève générale » que les militants de la Tendance CLAIRE défendent au sein du NPA (cf. ci-après la proposition de résolution soumise à la discussion dans les comités).

Enfin, la défense de cette orientation fondamentale dans la lutte de classe pourra évidemment utiliser le cadre de la campagne électorale pour les européennes. Pour les anticapitalistes cohérents et conséquents, la présentation de candidats aux élections ne peut servir qu'à faire connaître le programme du parti et notamment ses propositions immédiates pour la lutte de classe, grâce à l'accès aux médias, aux affi-

ches et aux professions de foi électorales.

C'est pourquoi il est vain de proposer un front électoral avec des organisations de la gauche de la gauche institutionnelle qui refusent de se battre pour de telles propositions (concrètement, le PCF et le PG soutiennent au contraire la politique des principales directions syndicales, auxquelles ils restent politiquement liés, et ne veulent de toute façon pas quitter l'ombre électoraliste du PS). En revanche, il aurait été juste de combattre pour l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires, afin de populariser les nombreux points communs de leurs programmes respectifs et de proposer aux travailleurs un plan d'action audacieux et déterminé pour la grève générale. Si les intérêts de boutiques font que cela reste impossible, il faut au moins que le NPA cesse de défendre une orientation ambiguë, de rester à mi-chemin entre la prise d'initiatives cohérentes et conséquentes pour la lutte de classe et le suivisme à l'égard des directions syndicales et des partis de la gauche de la gauche institutionnelle. C'est la condition pour que le NPA réalise son baptême du feu dans la période historique ouverte par la crise et soit reconnu par les travailleurs comme un véritable outil des luttes. Et c'est le sens du combat pour la construction de la Tendance CLAIRE.

□ Ludovic Wolfgang

---

## ❖ POUR L'ORIENTATION DU NPA

### **Proposition de résolution pour une préparation offensive des conditions politiques de la grève générale (mars 2009)**

***(mise en discussion dans les comités NPA par les militants de la Tendance CLAIRE)***

**La situation sociale et politique justifie que le NPA décide une orientation offensive pour la lutte de classe dans les prochaines semaines**, en adoptant un **plan d'action** qui serait mis en œuvre par tou-te-s les militant-e-s et dont l'axe soit le **combat concret pour la grève générale**. En effet, la grève générale

n'est pas seulement un mot d'ordre de propagande, mis en avant à juste titre dans la résolution politique adoptée par le congrès et dans les tracts du NPA depuis plusieurs semaines ; mais c'est un objectif politique rendu réaliste à court terme par le développement même de la situation économique, sociale et politique : il est donc indispensa-

ble de concrétiser l'orientation du parti, outil des luttes.

Avec des taux de grévistes et un nombre de manifestants (2,5 millions) sans précédent depuis 2006, **le succès de la journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier a prouvé que les travailleurs sont disposés à combattre pour ne pas payer la**

**crise du capitalisme** et pour contrer la politique de Sarkozy. Ce succès a été d'autant plus important qu'il n'y avait pas eu d'initiatives interprofessionnelles dans toute la période précédente et que l'appel commun des directions syndicales, s'inscrivant dans la recherche de prétendues « solutions » capitalistes à la crise, était dépourvu de revendications précises et de toute perspective pour les travailleurs. De fait, **les directions syndicales ont refusé d'appeler à une quelconque suite qui aurait permis d'amplifier la mobilisation**, de créer des foyers de grève reconductible et d'aller concrètement vers une grève générale victorieuse. Elles ont préféré se caler sur le calendrier fixé par Sarkozy, en acceptant de temporiser et d'aller aux « concertations » du 18 février. Or le gouvernement avait annoncé ne rien vouloir céder aux grévistes et manifestants du 29 janvier et **les « concertations » du 18 février visaient uniquement à associer les directions syndicales à la mise en œuvre du prétendu « plan de relance » de Sarkozy**. Pour donner un os à ronger aux travailleurs qui espéraient une suite rapide au 29 janvier, les directions syndicales se sont contentées d'appeler à une nouvelle « journée d'action » sans perspective pour le 19 mars, près de deux mois après la précédente, alors que les dégâts de la crise sont de plus en plus graves et que la colère ouvrière monte !

Pourtant, débordant leurs directions syndicales par la mise en place d'AG, l'élection des délégués mandatés et des Coordinations nationales, **les enseignants-chercheurs et personnels BIATOS sont partis en grève reconductible et illimitée dès le 2 février**. Ils ont été rejoints par un nombre croissant d'étudiants, malgré la politique anti-grève de l'UNEF, et **le mouvement se radicalise maintenant, avec la multiplication des piquets de grève et 25 facultés bloquées par des étudiants, mais aussi par un nombre croissant d'enseignants-chercheurs**. La journée d'action du 11 mars montre que la mobilisation peut s'étendre au reste de l'Éducation nationale.

**Dans les hôpitaux, les travailleurs se mobilisent eux aussi massivement** contre la loi Bachelot, comme le prouve le succès de la grève et des manifestations du 5 mars. **À la Poste et dans les entreprises privées annonçant des licenciements, les grèves et actions locales se multiplient** ; en particulier, la grève des postiers du 92, qui dure depuis fin janvier malgré l'isolement dont elle est victime de la part des directions syndicales nationales, montre la volonté de combattre jusqu'au bout. Enfin et surtout, **les travailleurs et le peuple de Guadeloupe ont mené une grève générale avec piquets pendant six semaines, ils ont été rejoints par ceux de Martinique** pendant quatre semaines et la grève générale s'empare aujourd'hui à la Réunion. La puissante grève générale antillaise, que l'État colonial français n'a pas réussi à briser par sa stratégie de pourrissement, ses provocations et sa répression, a bénéficié du soutien d'une grande majorité des travailleurs de France (78% selon les sondages, et même 90% parmi les sympathisants de gauche). Par sa durée, sa détermination et ses piquets efficaces, elle a été en effet exemplaire : **il s'agit maintenant de suivre concrètement les travailleurs antillais sur la voie qu'ils ont ouverte**. Le patronat et le gouvernement le savent parfaitement : leur recul pourtant très partiel sur les revendications est compris comme le signe qu'il est possible de les faire céder. Cela amplifie encore la volonté de combattre des travailleurs qui, en France même, se sont mobilisés le 29 janvier et seront de nouveau massivement en grève et dans la rue le 19 mars.

Dans ses tracts, le NPA défend à juste titre la perspective de la grève générale. Celui du 23 février se terminait même de la façon suivante : *« Sans attendre le lointain 19 mars, journée nationale de mobilisation appelée par les syndicats, il nous faut nous aussi préparer la grève générale ici et dès maintenant et rejoindre les travailleurs des Antilles pour faire céder le gouvernement et le patronat. C'est à notre portée. »* D'autre part, lors de sa

visite de solidarité aux travailleurs et au peuple de Guadeloupe en grève générale, Olivier Besancenot a préconisé la mise en place de « *comités contre l'exploitation* », suivant le modèle du LKP<sup>1</sup>. Cependant, il faut aller jusqu'au bout de ces indications justes, mais trop fragmentaires pour constituer une véritable orientation politique concrète, pour que le NPA intervienne systématiquement comme parti dans la lutte de classe immédiate. C'est pourquoi nous proposons :

- **Que le NPA prenne l'initiative de lancer dans toutes les entreprises et tous les établissements où ses militant-e-s interviennent des comités de préparation de la grève générale**. Il s'agit de rassembler le maximum de travailleurs les plus combattifs pour discuter des conditions politiques de la grève générale, pour convoquer dès que possible des AG et pour se battre dans l'objectif de la grève reconductible et de la convergences des luttes comme moyens d'aller concrètement vers la grève générale.

- **Que le NPA propose sans attendre aux comités de préparation de la grève générale, aux travailleurs réunis en AG et aux organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier d'adopter une plate-forme revendicative immédiate unifiante :**

- *Satisfaction de toutes les revendications des travailleurs de Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et des autres colonies ! Non à la répression, arrêt des provocations et des poursuites contre Élie Domota, retrait immédiat des forces de répression de l'État français de toutes les colonies ;*

- *300 euros mensuels d'augmentation pour tous les salariés immédiatement ;*

- *Aucun licenciement, aucune fermeture d'entreprise ;*

- *Annulation de toutes les suppressions de postes dans la Fonction Publique ;*

<sup>1</sup> Cf. la fin de la vidéo (vers 3 minutes 50) sur le site Internet du NPA : <http://www.npa2009.org/content/prise-de-parole-dolivier-besancenot-%C3%A0-pont-%C3%A0-pitre>

-Retrait de toutes les contre-réformes en cours du gouvernement : Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), changement de statut de la Poste, réforme des lycées, décrets modifiant le statut des enseignants-chercheurs et les concours de recrutement des enseignants, loi LRU, projet de loi Bachelot contre l'hôpital public, fermetures et délocalisations des

services publics utiles à la population, etc. ;

-Régularisation collective de tous les sans-papiers.

•**Que le NPA combatte frontalement la politique des directions syndicales, exige qu'elles cessent leurs « concertations » avec le gouvernement et leur tactique des « journées d'action » sans perspective.** Il faut au contraire se

battre dans tous nos syndicats, dans les AG et dans les comités de préparation de la grève générale pour exiger des directions syndicales du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, Solidaires...) qu'elles reprennent cette plate-forme de revendications claires et précises et qu'elles appellent les travailleurs à se mobiliser immédiatement, en préparant et en appelant dans les plus brefs délais à la grève générale.

## Sur la première réunion du CPN (direction du NPA) les 7-8 mars

Lors de sa première réunion nationale, les 7-8 mars, le CPN (Conseil Politique National, direction du NPA) a pris des décisions sur des questions indispensables, comme le lancement de la presse du parti (journal hebdomadaire et revue mensuelle), la mise en place des commissions thématiques, l'élection de l'exécutif (contrairement à celui qui avait été provisoirement désigné à l'issue du congrès) et la grille des cotisations.

Il faut d'ailleurs regretter que celles-ci soient très faibles (entre 1 et 3% des revenus, selon les tranches) et puissent être réglées non seulement par mois, mais aussi par trimestre ou même par année : elles sont plus typiques d'un parti d'adhérents (de type social-démocrate) que d'un parti de militants qui se réunissent régulièrement et sont prêts à consentir à de véritables efforts financiers pour construire un parti anticapitaliste cohérent et conséquent. Les conséquences concrètes n'ont pas tardé à se faire sentir : lors de la réunion nationale Éducation Nationale, secteur numériquement le plus important du parti (environ 20% des adhérents), les responsables ont expliqué que, faute de moyens, le comité d'animation de la commission (10 à 15 personnes), risquait de devoir être exclusivement parisien !

D'autre part, il n'est pas normal que le CPN ait décidé

de reporter à juin la conférence nationale jeunes qui était prévue pour les 21-22 mars et devait permettre, conformément à une décision du congrès, le véritable lancement du secteur jeunes autonome ; cela revient à entraver la mise en place de ce secteur, au moment même où la grève des étudiants le rend particulièrement crucial. D'ailleurs, le fait que cette décision de report ait été prise par 45 voix pour, 19 contre, 89 abstentions et 16 NPPV prouve combien la question a été mal posée et la discussion bâclée.

### **Priorité donnée non à l'orientation dans les luttes... mais aux élections européennes !**

Mais c'est plus encore dans la détermination concrète de l'orientation politique, dans une situation marquée, depuis le congrès, par la grève générale antillaise, la grève illimitée de l'enseignement supérieur et la montée de la colère ouvrière et populaire, que la première réunion du CPN n'a pas été à la hauteur de ses tâches.

En effet, les principales discussions et décisions concrètes du CPN pour l'orientation politique du parti ont été consacrées à la préparation des élections européennes, dont l'intérêt est pourtant rendu tout à fait secondaire par le développement de la lutte de classe, car la situation objective met à l'ordre du jour le combat pour la grève générale,

qui devrait donc être le centre de la discussion et de l'activité du parti. De plus, le CPN a décidé de s'allier avec les Alternatifs (ou une partie d'entre eux) et de leur donner même une tête de liste, alors que ce petit parti réformiste n'est guère moins institutionnel que le PCF ou le PG, participant notamment à l'exécutif d'un certain nombre de municipalités avec... le PS : cela brouille manifestement la position du NPA, centrée sur l'indépendance à l'égard du PS et des institutions.

Si les décisions sur les élections ont été discutées de façon précise et concrète, la résolution politique proposée par l'exécutif sortant n'a même pas été votée formellement, mais discutée surtout en commission, expédiée en plénière et adoptée (par 148 voix pour, 12 contre et 9 abstentions) seulement comme « base » pour une version définitive qui sera élaborée par le nouveau Comité exécutif ! Autrement dit, au lieu de permettre la clarification politique par une discussion approfondie, des amendements, voire des résolutions alternatives et des votes le cas échéant contradictoires, le CPN a été en quelque sorte démis de son rôle de direction du parti, empêché de se prononcer de façon précise et circonstanciée sur l'orientation !

### **Disparition de l'objectif de la grève générale**

Ici comme ailleurs, la forme rejoint le fond : la résolution politique

proposée au CPN se caractérise par une volonté manifeste de contourner la question principale du moment, celle de la grève générale. Alors que, pendant la grève générale antillaise, les tracts nationaux du NPA expliquaient à juste titre (malgré leur manque de propositions concrètes) qu'il fallait suivre cette voie et, « *sans attendre le lointain 19 mars (...), préparer la grève générale ici et dès maintenant* » (tract du 23/02), la résolution proposée au CPN n'évoque même plus la question de la grève générale, à laquelle elle substitue une analyse en termes de bien vagues « *possibilités d'aller vers une généralisation des luttes* ».

Tout en faisant un éloge sans nuances de la direction du LKP et de ces méthodes (qui constituent certes un point d'appui pratique ici tant elles contrastent avec celles des directions syndicales de l'État colonialiste français de plus en plus intégrées, mais dont il aurait pourtant aussi fallu analyser les limites réformistes), la résolution n'en tire pas comme conclusion qu'il faudrait mettre en œuvre ces méthodes, celle du front unique ouvrier et de la grève générale avec piquets, ici et maintenant. Ainsi ne propose-t-elle pas une plate-forme revendicative claire pour la lutte de classe immédiate contre Sarkozy et le patronat. Au lieu de cela, elle se concentre presque exclusivement sur des mots d'ordre ne pouvant avoir à ce stade qu'une fonction propagandiste comme « *l'interdiction pure et simple des licenciements dans toutes les entreprises, qu'elles réalisent ou non des bénéfices* » et « *la nationalisation de tout le secteur bancaire sous le contrôle des salariés et de la population* » ; et, sur ce terrain, elle n'explique même pas que ces mots d'ordre ne peuvent être réalisés que par un gouvernement des travailleurs, supposant non seulement une grève générale, mais une situation révolutionnaire ! Leur mise en avant aujourd'hui n'a donc de sens qu'en relation avec la défense explicite d'un tel objectif (cf. ci-dessous l'article de Nina Pradier sur la proposition du POI). Mais, pour la lutte de classe immédiate, elle doit impérativement être combinée aux mots d'ordre concrets qui seuls permet-

tront de déborder les directions syndicales ici et maintenant, d'imposer dans les plus brefs délais la convergence des luttes, le front unique ouvrier et la grève générale : zéro licenciement, zéro fermeture d'entreprise, répartition des heures de travail entre tous, retrait de toutes les contre-réformes du gouvernement, régularisation de tous les sans-papiers, etc.

### **Grave insuffisance de la critique des directions syndicales**

Quant aux propositions concrètes pour un plan d'action immédiat, la résolution proposée au CPN critique certes la tactique des « *journées d'action espacées* » des directions syndicales, en soulignant à juste titre qu'« *un grand nombre de salariés et de syndicalistes en désaccord avec les directions syndicales* » partagent cette critique. Mais elle ne centre pas pour autant le combat politique contre les directions syndicales, elle n'exige pas qu'elles rompent leurs « *concertations* » avec le gouvernement, ni qu'elles préparent et appellent dans les plus brefs délais à la grève générale. Autrement dit, elle ne désigne pas aux travailleurs l'obstacle politique principal au développement de leurs luttes jusqu'à la grève générale. Et elle empêche tout particulièrement l'impulsion d'une véritable activité oppositionnelle des militants du NPA dans les syndicats, alors qu'ils y sont nombreux, à tous les niveaux.

La résolution proposée au CPN affirme seulement que « *l'idée d'un tous ensemble, avec un mot d'ordre clair de grève reconductible, est partagée* » largement, mais elle ne dit pas qui doit lancer ce mot d'ordre, ni comment imposer qu'il soit lancé. Et, en parlant de simple « *grève reconductible* », elle évite de nouveau sciemment la question cruciale de la grève générale ; car une « *grève reconductible* » dépend avant tout de la base, au niveau local, AG par AG, alors que la « *grève générale* » est une question politique nationale, qui pose immédiatement le problème

des directions du mouvement ouvrier !

### **Sans ligne politique claire du NPA, son appel à l'action ne saurait suffire**

La résolution se termine en proposant de « *travailler à unir les efforts de tous ceux (structures syndicales, associatives, politiques, équipes militantes et salariés) qui veulent agir ensemble pour impulser des actions qui créent les conditions d'une généralisation des grèves* ». C'est juste, mais il faut là encore être beaucoup plus précis et concret : pour construire une telle unité agissante, il faut mettre en place partout des structures d'auto-organisation *ad hoc*, des comités qui préparent politiquement la grève générale. En effet, la condition de celle-ci est non seulement une série d'« *actions* », mais aussi une orientation politique. Or la résolution proposée ne défend pas d'orientation politique immédiate claire : ses propositions finales sont insuffisantes, car purement activistes : elles reviennent à prétendre contourner les directions syndicales au lieu de les affronter, comme si le NPA était lui-même en position de diriger les travailleurs, comme si ce n'était pas les grandes centrales syndicales qui dirigeaient aujourd'hui la classe ouvrière organisée ! Bien évidemment, on ne peut qu'être d'accord avec la proposition « *d'impulser des luttes reconductibles partout où cela est possible* », « *de favoriser les rencontres et les actions en commun dans les entreprises en lutte, notamment celles qui sont en grève contre les licenciements* » et « *d'encourager partout les actions protestataires (du type samedi de la colère, actions contre la vie chère dans les supermarchés)* ». Mais cela ne saurait suffire : même si tous les militants du NPA s'y mettaient — ce qui supposerait une véritable direction politique nationale —, il n'en resterait pas moins que, dans la situation actuelle, les travailleurs continueraient de suivre prioritairement les directions syndicales : c'est pourquoi le combat politique contre l'orientation de celles-ci, pour aider

les travailleurs à les en faire changer, à préparer et appeler à la grève générale, est incontournable et doit être central.

Corrélativement, le combat politique contre les organisations politiques qui soutiennent les principales directions syndicales et leur sont liées (PS, PCF, PG...) doit être sans ambiguïtés : la signature d'un nouveau texte commun avec ces partis début mars (comme cela avait été le cas fin janvier) est une décision inacceptable, car elle ne se fait pas sur la base d'un accord de front unique pour aller vers la grève générale, mais sur la base d'une orientation qui couvre les directions syndicales, centrée sur des « revendications » confuses (destinées à préparer les prochaines « concertations » avec le gouvernement) et sur la tactique des journées d'action sans perspective, que le NPA dénonce à juste titre par ailleurs.

### **Absence d'orientation politique concrète même pour les luttes en cours**

Non seulement la résolution politique présentée au CPN ne propose pas une orientation générale claire, combative et concrète, mais en outre elle réussit le tour de force de ne fixer aucune orientation précise pour l'intervention dans les luttes en cours. Pour la grève de l'enseignement supérieur, elle n'avance ni mots d'ordre, ni propositions pour l'action, ni critique des directions syndicales de l'Éducation qui, à tous les niveaux, font tout aujourd'hui pour empêcher la grève avec piquets et la généralisation de la maternelle à l'université. De même, la résolution proposée au CPN ne fait pas de propositions précises pour le combat absolument crucial contre les licenciements, qui commence à se développer de façon fragmentée sur le terrain (Fulmen à Auxerre, Continental à Clairoix, Sony à Pontonx-sur-l'Adour, STPM à Mantes-la-Jolie, etc.) : elle se borne à répéter quelques généralités vides, elle ne tire pas de leçons des premières luttes, elle ne désigne pas

les obstacles, elle ne propose pas de méthodes et d'initiatives pour développer et centraliser ces luttes. De même encore, elle ne propose rien pour l'importante grève reproductible engagée par les postiers dans le 92, touchant maintenant aussi le 91 ; or cette lutte a non seulement besoin d'un effort politique et financier de tout le NPA pour assurer son renforcement et son extension, mais possède une importance politique gravement négligée par la direction, car elle est contrôlée par la base et menée contre la volonté de toutes les directions syndicales nationales de La Poste (y compris celle de SUD) : elle doit donc être érigée en exemple pour les autres secteurs.

### **Les tracts des 10 et 16 mars confirment le manque général de clarté et de fermeté dans la ligne du NPA**

L'insuffisance et les graves ambiguïtés de la résolution présentée au CPN risquent donc de désarmer militants du NPA. De fait, le premier tract national sorti après cette réunion du CPN, daté du 10/03, devant donc servir à l'intervention des militants durant la semaine cruciale qui précède la grand journée d'action interprofessionnelle du 19/03, est aussi le premier, depuis des semaines, à ne pas fixer l'objectif de la grève générale ! Autrement dit, la désignation de l'objectif s'éloigne au fur et à mesure qu'on s'en approche ! De plus, comme d'habitude, il ne critique pas les directions syndicales, bien que cette critique soit (timidement) présente dans la résolution politique du CPN. Le point le plus juste concerne la proposition de « faire converger toutes les forces, des collectifs unissant les organisations syndicales, les associations militantes, les partis politiques, toutes les équipes militantes et les salariés mobilisés », mais l'absence d'une orientation politique claire fait que cette proposition manque de contenu.

Fort heureusement, dans le tract suivant, paru le 16 mars,

l'objectif d'un « mouvement d'ensemble, une grève générale jusqu'à satisfaction », réapparaît dans le cadre d'une énumération des moyens mis en œuvre par la lutte exemplaire des travailleurs et des peuples de Guadeloupe et de Martinique, parmi lesquels sont également mentionnées « une plate-forme revendicative claire » et « l'unité sur ces objectifs des organisations de la gauche syndicale, politique, associative et culturelle ». En revanche, la proposition de collectifs unitaires disparaît !... De plus, l'idée juste selon laquelle il faut prendre exemple sur les moyens mis en œuvre en Guadeloupe et en Martinique ne débouche nullement sur des propositions concrètes pour la situation immédiate en France : le tract dit qu'il faut une plate-forme revendicative claire, mais n'en propose aucune ; il prône l'unité des organisations, mais ne dit pas comment faire pour y parvenir ; et, une fois de plus, il critique les « journées d'action sans lendemain », mais ne dénonce pas les directions syndicales, comme si cette tactique n'avait pas de responsables — ce qui revient une fois de plus à ne pas désigner aux travailleurs l'obstacle principal qu'il s'agit de briser...

*Le fait que la discussion politique ait été bâclée lors du CPN et que la résolution n'ait pas été élaborée collectivement et par des votes conduit ainsi l'exécutif du NPA à opérer des zigzags hebdomadaires, au détriment de la clarté et de la fermeté de la ligne. Or cette clarté et cette fermeté, qui se concentrent aujourd'hui sur la préparation politique de la grève générale, donc sur le débordement des directions syndicales et réformistes du mouvement ouvrier, sont les conditions nécessaires pour que NPA puisse s'imposer dès sa naissance comme un parti immédiatement utile aux travailleurs, un parti de lutte de classe.*

□ L. W.

# Que vaut la proposition d'une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements soumise par le POI aux partis politiques de gauche et d'extrême gauche ?

## Qu'est-ce que le POI ?

Le Parti Ouvrier Indépendant (POI) est un parti ouvertement réformiste, quoique indépendant des institutions, dirigé par les « lambertistes » proprement dits (centristes révisionnistes issus du trotskysme) sur la base d'une alliance organique avec des réformistes assumés, issus pour les uns du PS (tel l'inénarrable ancien candidat à la présidentielle, le petit patron xénophobe Gérard Schivardi<sup>1</sup>), pour les autres de la bureaucratie syndicale (Claude Jenet, Roger Sandri, anciens dirigeants confédéraux de FO). Le sectarisme et les méthodes bureaucratiques de ce courant sont par ailleurs bien connus.

Le POI est néanmoins une organisation du mouvement ouvrier. Ses propositions, comme d'autres, méritent donc d'être examinées avec attention par toutes les organisations du mouvement ouvrier. S'il ne s'adresse généralement pas aux autres organisations (et surtout pas à l'ex-LCR et au NPA, l'ennemi

<sup>1</sup> Peu avant la fondation du POI, dans une interview à *France-Soir* du 24 avril 2008, le petit patron Gérard Schivardi déclarait qu'il ne partageait « pas toujours les mêmes visions » que le PT : « Moi, je suis pour que tout le monde soit propriétaire de ses biens, ils sont hostiles au droit de propriété. » Et il précisait que, « avec certains de ses membres [du PT], mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant. (...) Ce sera un parti des Français pour les Français. » (Cf. <http://francesoir.fr/politique/2008/04/24/gerard-schivardi-royal-aurait-fait-la-meme-chose-que-sarkozy.html>) Certes, la plupart des militants du POI serait sans doute en désaccord avec de tels propos. Mais le fait que, dans un parti où l'exclusion est monnaie courante, ces propos n'aient pas empêché G. Schivardi d'être élu co-secrétaire national du POI quelques semaines plus tard, est à lui seul tout un programme...

juré), il vient de lancer une campagne inhabituelle, en proposant la préparation unitaire d'une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements. Comme ce mot d'ordre est de fait commun aux organisations d'extrême gauche, il semblerait normal qu'une telle proposition soit au moins discutée.

## Que répond le NPA ?

Pour le moment, la direction du NPA n'a pas répondu au POI et a envoyé aux comités une circulaire tentant de justifier une réponse de fait négative. Elle affirme d'une part que le POI aurait déjà fixé la date et le parcours de la manifestation qu'il propose, d'autre part qu'un tête à tête NPA/POI n'est pas une solution pour lutter de façon efficace contre les licenciements. Sur le premier point, le POI répond qu'il n'a rien décidé et, sur le second, il fait valoir que, si un tête à tête NPA/POI n'est en effet pas un but en soi, le fait que les deux partis défendent ensemble la proposition d'une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements ne peut qu'augmenter les chances de convaincre d'autres organisations de s'y joindre...

Le POI n'a donc pas de mal à montrer que la réponse de l'exécutif du NPA n'est pas satisfaisante, mais qu'elle apparaît comme sectaire. Car le mot d'ordre d'interdiction des licenciements est l'un de ceux mis en avant depuis des années par l'ex-LCR et son porte-parole, Olivier Besancenot, popularisé notamment durant la campagne présidentielle de 2007. Et la réponse de l'exécutif du NPA est d'autant moins compréhensible qu'il se présente comme le champion de l'unité dans les luttes, n'hésitant pas pour cela à signer des communiqués communs avec le

PS... qui est pourtant l'un des pires obstacles aux luttes<sup>2</sup>...

La proposition du POI s'inscrit certes dans une démarche d'appareil, ce parti cherchant à se construire dans l'espace étroit que lui laisse la popularité du NPA. Cependant, ce n'est pas le seul à vouloir se construire par une démarche d'appareil. Et surtout, sa proposition est inhabituelle justement parce qu'elle exprime aussi, et plus profondément, l'aspiration de nombreux militants du POI, comme des autres organisations dites d'« extrême gauche », à ce que celles-ci s'unissent au moins sur les mots d'ordre qu'elles ont en commun et se posent ainsi comme un front politique alternatif à celui des directions syndicales collaboratrices auquel elles sont censées s'opposer. C'est pourquoi il faut répondre politiquement, sur le fond, à la proposition du POI, avec le souci exclusif de clarifier les enjeux programmatiques et immédiats de la lutte de classe. De ce point de vue :

**1) Oui, toute initiative permettant une intervention commune dans la lutte des classes des principales organisations qui se réclament de l'anti-capitalisme (à commencer par le NPA, LO et le POI) serait un point d'appui pour les travailleurs.** En effet, elle irait dans le sens d'un pôle anticapitaliste qui, avec ses milliers de militants, notamment syndicaux, permettrait de créer un véritable rapport de force contre les directions syndicales collaboratrices et les partis réformistes institutionnels comme le PCF et le PG. Ce serait donc un instrument pour un véritable front unique ouvrier. En ce sens, la proposition du POI doit permettre d'ouvrir une

<sup>2</sup> Cf. la déclaration commune du PCF, du PG, du NPA, de LO, du PS, etc., en date du 3 février et notre critique dans le Bilan du congrès de fondation du NPA (ci-dessous p. 9).



discussion entre les organisations dites d'extrême gauche comme à l'intérieur de chacune. Cependant, puisqu'il s'agit de construire un front unique ouvrier, il est inadmissible que le POI, sous prétexte d'une prétendue « indépendance » entre partis et syndicats, ne s'adresse qu'aux partis politiques de gauche, non aux syndicats ! La raison en est-elle qu'il ne veut pas engager de combat contre les directions syndicales, notamment celle de FO... à laquelle participent ses militants alors qu'elle est au premier (ou au second) rang dans les concertations avec Sarkozy ? D'autre part, il est inadmissible de proposer, comme le font aussi bien le POI que le NPA, un tel front unique ouvrier à une organisation comme le PS, qui est un parti bourgeois. En particulier, proposer au PS de se prononcer pour l'interdiction des licenciements est une stupidité incommensurable, puisque ce parti a mené pendant des années une politique ouvertement au service des capitalistes, qui a notamment favorisé les licenciements, et qu'il soutient aujourd'hui le plan de relance de Sarkozy, sans même prétendre défendre les intérêts des travailleurs, comme font au moins semblant de le faire les directions syndicales.

**2) Le mot d'ordre d'« interdiction des licenciements » sème des illusions.** Mis en avant par le PCI et le MPPT (ancêtre du POI) dans les années 1980 (sous prétexte de demander au gouvernement bourgeois du PS et du PCF de respecter le « mandat » confié par ses électeurs ouvriers), repris par LO dans les années 1990 et par l'ex-LCR dans les années 2000, ce mot d'ordre fait croire, en effet, qu'une grosse manifestation ou en tout cas une forte mobilisation des travailleurs initiée par une grosse manifestation, pourrait imposer au gouvernement de Sarkozy une loi qui interdirait les licenciements ! Pourtant, une telle loi signifierait la négation même de la propriété privée des moyens de production et du salariat, qui implique la liberté fondamentale du patron d'embaucher et de débaucher selon les besoins de son profit (quelles que soient les éventuelles limita-

tions juridiques encadrant cette liberté, comme la ci-devant autorisation administrative de licenciement). Contrairement à des lois qui cristallisent des acquis sociaux imposés par la lutte de classe dans le cadre même du système (lois sur la baisse du temps de travail, Sécurité sociale, etc.), une loi interdisant de façon générale les licenciements ne peut être acceptée par aucun gouvernement capitaliste. Quand on explique que, sous telle ou telle pression particulièrement puissante de la lutte de classe révolutionnaire (1936, 1944-47, 1968...), la bourgeoisie a préféré concéder des acquis plutôt que de tout perdre, cela ne peut évidemment pas être le cas pour une mesure qui signifierait précisément qu'elle perde tout, c'est-à-dire le principe même du capitalisme ! Sans compter que la situation actuelle n'est pas encore celle des moments historiques en question, loin de là... En faisant croire qu'une certaine pression sur Sarkozy permettrait d'imposer une telle loi, le POI, le NPA et LO sèment des illusions dans la tête des travailleurs : ils présentent l'État bourgeois comme une sorte de sauveur, certes de mauvais gré, mais non moins possible, contre les capitalistes !

Mais, disent les militants sincères du NPA, du POI ou de LO, le mot d'ordre d'« interdiction des licenciements » n'est-il pas une « revendication transitoire » ? Cette formule magique ne saurait pourtant cacher le fait que, dans le *Programme de transition* fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, où l'axe de la « transition » est expliqué et illustré par des mots d'ordre centraux, il n'y a pas la *moindre trace* du mot d'ordre d'« interdiction des licenciements » : alors qu'il l'a écrit à une époque où le chômage était massif en raison d'une énorme crise économique, en 1938, Trotsky était-il moins malin que nos actuels dirigeants d'extrême gauche ? Non, mais il proposait d'appeler les travailleurs à ne compter que sur leurs propres forces, non sur l'État bourgeois, et il se battait donc pour le mot d'ordre d'« échelle mobile des heures de travail », c'est-à-dire de répartition des heures de travail entre les travailleurs disponibles, sans baisse de salaires, sous peine

de bloquer toute la production ! En revanche, l'interdiction par la loi des licenciements suppose d'être déjà passés de l'autre côté du « pont » auquel Trotsky compare la « transition » entre les revendications actuelles des masses et la révolution ! **Car le seul gouvernement pouvant interdire les licenciements serait un gouvernement des travailleurs qui, décidant une telle loi, la ferait appliquer par la contrainte révolutionnaire des prolétaires auto-organisés.** En d'autres termes, ce ne serait rien de moins que la révolution elle-même ! En revanche, faire croire qu'une mesure révolutionnaire puisse être prise par un gouvernement bourgeois sous la pression des masses... c'est la définition même du réformisme !

**3) Le POI n'en a pas moins raison d'affirmer que, avec la crise, la lutte contre les licenciements devient encore plus centrale qu'auparavant. Mais ce dont il s'agit, c'est de lutter pour empêcher concrètement les patrons de licencier, avec un seul mot d'ordre vraiment concret : zéro licenciement.** Or cela suppose de combattre pour un front unique ouvrier qui verrait se dresser l'ensemble des organisations syndicales et politiques, qui refuserait d'accompagner les licenciements en cautionnant les prétendus plans sociaux et le licenciement pur et simple des intérimaires et des travailleurs en CDD — et qui mettrait en œuvre au contraire une stratégie de grève avec piquets et occupation des entreprises, une stratégie de combat contre les concertations des directions syndicales avec le gouvernement et leurs « journées d'action » sans perspectives, une stratégie frontalement alternative pour la convergence des luttes et la grève générale. De plus, ce combat concret pour préparer la grève générale ici et maintenant ne peut pas être réduit exclusivement à la question, centrale mais non exclusive, des licenciements. En effet, la crise économique n'en est encore qu'à ses débuts et les travailleurs qui se mobilisent aujourd'hui le plus ne sont pas seulement ceux qui sont

immédiatement victimes des licenciements, mais aussi ceux qui exigent des augmentations de salaires et ceux qui veulent mettre en échec les contre-réformes du gouvernement. Une intervention concrète dans la lutte de classe, adaptée à la situation immédiate et non à des calculs d'appareil, doit *partir de*

*l'ensemble des luttes actuelles*, dans les entreprises où sont prévus des licenciements comme dans les autres secteurs, afin de se construire comme un véritable « tous ensemble », donc sur la base d'une plateforme revendicative unifiante.

C'est le sens des propositions de la Tendances CLAIRE du NPA

pour un véritable front unique ouvrier, auquel contribueraient de façon décisive des initiatives communes, fussent-elles partielles, des organisations qui se réclament de l'anticapitalisme, à commencer par le NPA, LO et le POI.

□ **Nina Pradier**

## ❖ **CONGRÈS DE FONDATION DU NPA**

### **Le pari d'un nouveau parti pour les travailleurs a été tenu**

**Après un an de processus constituant, le NPA existe bien et il sera un outil utile pour les luttes des travailleurs, avec ses 9 000 adhérents, ses principes fondateurs anti-capitalistes, ses statuts démocratiques et son orientation combative pour les prochains mois.**

### **L'espoir d'un parti pluraliste et démocratique a été déçu**

**La direction de l'ex-LCR, intervenant en fraction officieuse, a tout fait pour noyer les débats politiques importants, elle a entravé le pluralisme et brimé les minorités, en particulier les déléguées du projet de Tendances pour le communisme, la révolution et l'auto-organisation**

**Pour que le NPA devienne dès que possible révolutionnaire, mais aussi immédiatement démocratique, le combat continue !**

## ***I. Bilan politique général du congrès***

Un an après son lancement effectif par la direction de la LCR, le processus de construction du Nouveau Parti Anticapitaliste est un succès réel, quoique limité. Avec ses 500 comités et ses 9 000 adhérents annoncés, dont 68% ont participé aux Assemblées générales délibératives préparatoires au congrès de fondation, les militants de l'ex-LCR sont maintenant minoritaires, des milliers d'anciens militants ouvriers et de « primo-militants », notamment des syndicalistes et des jeunes, sont venus dans les réunions tout au long du processus et une partie significative d'entre eux se sont engagés dans un projet qui entend contribuer à la reconstruction du mouvement ouvrier.

### **1) Appréciation sommaire**

#### **des documents adoptés par le congrès**

Le congrès national a adopté quatre textes (le dernier a été mis en ligne sur son site le 18 février 2009, cf. <http://www.npa2009.org>, rubrique « Congrès du NPA »). Malgré les centaines d'amendements proposés par les comités et l'adoption d'un certain nombre d'entre eux, les documents adoptés par le congrès n'ont pas été substantiellement modifiés par rapport aux versions proposées par l'ex-CAN (Collectif d'Animation Provisoire) du processus NPA. C'est pourquoi l'analyse critique présentée dans notre Déclaration pour une Tendances du NPA défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation,

<http://tendancerevonpa.googlepages.com>) reste globalement valable. En résumé, pour les lecteurs qui n'en auraient pas eu connaissance :

A) Les « principes fondateurs » du NPA, auxquels nous avons proposé des amendements, ont pour axe la dénonciation du capitalisme et se fixent l'objectif d'une « transformation révolutionnaire de la société », qui suppose de « renverser l'État et les institutions », car ceux-ci constituent « une machine rodée à la défense des intérêts de la bourgeoisie ». Cependant, le texte refuse de définir le NPA comme un parti prolétarien combattant pour le communisme, donc d'abord pour un gouvernement des travailleurs, ne dit rien de l'État ouvrier issu de la révolution, critique le PS et le PCF de

façon trop superficielle et reste trop abstrait sur la question cruciale des armes de la lutte de classe, refusant de parler de « grève générale », de comités de grève, etc.

B) Les statuts provisoires adoptés par le congrès, auxquels nous avons proposé aussi des amendements, sont globalement démocratiques, ils insistent sur la nécessité du centralisme tout en reconnaissant les comités comme structures de base du parti et le congrès national comme souverain, ils considèrent comme centrale la construction de comité dans les entreprises et les branches, ils prévoient la circulation des informations et la formation des militants, ils reconnaissent « *la possibilité de s'organiser pour faire changer l'orientation du parti, c'est-à-dire le droit de tendance et le droit de fraction* », etc. — Cependant, ils ne définissent pas suffisamment le NPA comme un parti de militants tenus de participer *régulièrement* à ses activités (le risque étant dès lors qu'il devienne un parti de simples adhérents) et ils limitent la nécessaire autonomie de la jeunesse à celle d'un « secteur » du parti, au détriment d'une véritable organisation autonome permettant aux jeunes de s'approprier le programme du parti en faisant progressivement leur propre expérience, sans la tutelle des plus âgés.

C) La résolution sur la situation politique refuse à juste titre de séparer un « mauvais » et un « bon » capitalisme, prône pour riposter à la crise un « tous ensemble » contre la dispersion des luttes, met en avant une série de revendications immédiates légitimes, condamne le « dialogue social » défendu par les directions syndicales. Mais elle reste largement insuffisante : c'est pourquoi nous lui avons opposé une résolution alternative. En effet, la résolution adoptée est

axée sur un « programme d'urgence » qui n'est pas révolutionnaire, dans la mesure où il n'est pas articulé à la perspective du gouvernement des travailleurs, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible de satisfaire les revendications par une simple mobilisation puissante des travailleurs. Elle n'est dès lors pas suffisamment concrète pour les luttes immédiates. Pourtant, le congrès aurait dû avoir parmi ses priorités d'armer politiquement le parti le mieux possible pour une intervention homogène et conséquente de tous les militants dans la lutte de classe, au moment où la crise prépare une intensification de celle-ci, comme le prouvent d'ores et déjà la grève des enseignants-chercheurs, le début de son extension aux étudiants et surtout la grève générale héroïque en Guadeloupe et en Martinique. La conséquence de cette faiblesse est que, si les tracts du NPA mentionnent l'objectif de la grève générale, ils refusent de dénoncer l'obstacle principal, qui est la politique de collaboration des directions syndicales avec le gouvernement. Or il faudrait mettre au centre de l'activité la nécessité de *préparer concrètement*, dès maintenant, la grève générale, en intervenant sur la même ligne dans nos syndicats à tous les niveaux et en mettant en place partout des *comités de préparation de la grève générale* qui puissent impulser la discussion politique et l'auto-organisation (AG, comités de grève, grève reconductible là où c'est possible). Car la ligne juste est de se battre pour le front unique ouvrier en s'affrontant de façon systématique aux partis réformistes et aux directions syndicales qui, après le succès du 29 janvier, ont refusé d'appeler à la poursuite de la lutte dans la perspective de la grève générale, préférant collaborer avec le gouvernement (concertations du 18 février) et appelant à une nouvelle « journée d'action »

sans perspective près de deux mois après la précédente !

D) Enfin, la résolution sur les élections européennes, à laquelle nous avons opposé également une résolution alternative, dénonce la prétendue « construction européenne » capitaliste depuis ses débuts et les partis de la gauche institutionnelle qui ont contribué en première ligne à imposer les traités et directives de l'UE ; et elle se prononce pour une Europe des travailleurs, évoquant même, en passant, « le projet d'une Union socialiste des peuples d'Europe ». Mais elle reste trop ambiguë sur l'UE actuelle : elle oppose une vague « Europe sociale » à l'« Europe libérale » bien plus que le projet d'une Europe socialiste à l'UE capitaliste et, si elle se prononce pour l'abrogation de « *tous les traités et accords de l'Europe libérale* », elle ne mentionne explicitement que « *Lisbonne, Barcelone, accords Schengen* », oubliant de citer à ce moment-là les traités *fondateurs* de Rome, Maastricht et Nice (même si elle les a évoqués au tout début du texte). Or l'abrogation de ces traités doit être exigée de façon centrale, pour montrer qu'il s'agit de rompre totalement avec l'UE, puis de la renverser, de la même façon qu'il s'agit de renverser les États bourgeois nationaux. De même, le mot d'ordre d'« *Assemblée constituante européenne* » laisse croire qu'on pourrait accepter le cadre même de l'UE au lieu de détruire par la révolution. Enfin, la question de la participation aux prochaines élections européennes n'est pas posée comme une question tactique, mais laisse planer l'illusion qu'il serait possible, par les élections, de faire triompher à terme le « programme d'urgence ». Or ces ambiguïtés pèsent logiquement sur celui-ci : comme au niveau national, il se rapproche d'un projet réformiste plus que révolutionnaire, faute d'être articulé à la

perspective de la révolution et du gouvernement des travailleurs.

Si les points positifs des textes adoptés par le congrès justifient la construction résolue et active du NPA, leurs sérieuses limites et ambiguïtés rendent nécessaire la constitution effective d'une Tendance révolutionnaire dont le projet avait été forgé sur la base des propositions initiales de l'ex-CAN. D'autant plus que les raisons qui avaient motivé ce projet sont considérablement renforcées par la façon même dont la direction de l'ex-LCR, hégémonique dans l'ex-CAN, a préparé et mené le congrès.

## **2) Sur la préparation, le déroulement et les résultats du congrès**

Sa méthode a en effet considérablement entravé le déploiement des potentialités créées par l'afflux de nouveaux militants. Son objectif a été manifestement à la fois que le NPA ne soit pas un parti clairement révolutionnaire et qu'elle en garde le contrôle. C'est pourquoi elle a dépolitisé les discussions et notamment entravé le pluralisme politique, au détriment de tous les courants minoritaires et, en dernière analyse, aux dépens de tous les camarades du NPA ; car la liberté totale dans la discussion et notamment la confrontation sans entraves des idées sont les conditions mêmes non seulement de la démocratie, mais aussi de la réflexion la plus riche possible et du progrès politique collectif des militants.

A) À l'occasion des deux réunions nationales des comités, en juin et en novembre 2008, la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN a insisté pour que les délégués n'aient aucun mandat, c'est-à-dire pour que les discussions n'aboutissent pas à de premières prises de

position politiques des comités, qui auraient servi de base à de véritables élaborations provisoires et progressives au niveau national, avec les confrontations politiques démocratiques dans le cadre commun que cela imposait.

B) Pour empêcher toute confrontation politique, c'est-à-dire en fait pour s'assurer aisément l'hégémonie idéologique et politique sur le processus, la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN a interdit toute proposition de textes alternatifs aux siens, n'autorisant que les amendements. À l'exception des militants du projet de Tendance pour le communisme, la révolution et l'auto-organisation, tous les courants politiques constitués (association UNIR liée au courant minoritaire « droitier » de la LCR, « groupe d'opinions » de « gauche » de la LCR, JCR, Fraction L'Étincelle issue de LO, Gauche révolutionnaire, groupe Prométhée...) se sont pliés à cette décision anti-démocratique, se contentant de quelques amendements au lieu de présenter leurs propres idées et propositions dans leur globalité. Cela a donc empêché les militants — notamment les nouveaux arrivants, qui ne connaissaient pas ces courants — de se saisir des véritables enjeux politiques du congrès. Au lieu de poser les vraies questions politiques que soulève toute fondation d'un nouveau parti anticapitaliste, notamment la nécessité d'intervenir efficacement dans la lutte de classe immédiate, la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN a organisé la dispersion de la réflexion politique. Si le foisonnement d'amendements aux textes proposés exprime un bouillonnement évident de la pensée des militants NPA, la discussion est partie dans tous les sens au lieu de se concentrer sur les questions principales, la direction n'ayant dès lors guère de mal, étant donné son poids, à imposer globalement ses vues tout en donnant l'impression à

bon compte d'une discussion démocratique (comme si la démocratie se mesurait au nombre d'amendements !). Les discussions sont donc loin d'avoir été aussi fructueuses qu'elles auraient pu et dû l'être, tant elles ont été mal organisées, ou plutôt tant elles ont été organisées dans le sens de leur dépolitisation.

C) Or cette « méthode » a été poussée jusqu'à la caricature pendant le congrès lui-même :

a. Dans les réunions de commissions, dirigées généralement par des membres du Bureau politique de l'ex-LCR, les discussions politiques sérieuses ont été sciemment évitées sous prétexte d'examiner un par un les centaines d'amendements, défilant sur un écran, avec un privilège accordé *a priori* aux plus brefs, car le temps était drastiquement compté. Dans la commission sur la résolution générale, pourtant cruciale quand il s'agit de construire immédiatement un « parti des luttes », les organisateurs n'ont même pas pris la peine de regrouper les amendements par thèmes, mais ont décidé leur examen comité par comité ! Dans toutes les commissions, les amendements que la tribune ne voulait pas intégrer ou dont la proposition d'intégration était contestée, ne pouvaient être défendus ou récusés qu'en quatre minutes, avec un « pour » et un « contre » de deux minutes chacun — seuls les membres de la tribune s'octroyant de droit d'intervenir régulièrement. Au final, au-delà de l'ennui inévitable qui gagnait les participants à force de passer du coq à l'âne, les enjeux politiques importants étaient noyés dans les questions de détail ou de formulation. C'est ainsi que le problème crucial de la politique et de la nature exacte des directions syndicales, abordé seulement en commission, a été bien moins débattu (car il avait fait

l'objet d'une moins grande quantité d'amendements) que celui de savoir s'il fallait parler de « nature » ou d'« environnement » dans le paragraphe des principes fondateurs sur l'écologie...

b. Mais les séances plénières prévues par l'ordre du jour qui avait été envoyé aux délégués ont été elles encore plus gâchées que les commissions :

• Celle par laquelle devait s'ouvrir le congrès, vendredi matin, a été purement et simplement supprimée : commencée avec deux heures de retard, mais terminée avec une demi-heure d'avance, elle a été remplacée par un meeting, avec non seulement une intervention de Patrice Ganot, membre de la Centrale des Travailleurs Unis de Guadeloupe, président d'Attac-Guadeloupe et secrétaire du Cercasol (équivalent du NPA en Guadeloupe), mais aussi un long discours du camarade Olivier Besancenot. Or les délégués n'étaient pas venus de tout le pays pour assister à un meeting d'Olivier Besancenot, mais pour discuter précisément de l'orientation qu'il s'agit de défendre dans les meetings ! Certes, le dirigeant d'un parti est en droit de présenter, au nom de la direction sortante, un rapport politique introductif à la discussion. Mais, conformément à l'objectif de dépolitiser les discussions, il n'y a eu en fait aucun rapport politique durant tout le congrès et Olivier Besancenot n'a pas pris une seule fois la parole ni en plénière, ni en commission (tout comme il s'était tu dans son AG élective du 92 nord). Autrement dit, le porte-parole de notre parti semble n'avoir rien à dire pour la définition de ses principes et de son orientation ! On peut se demander s'il s'agit ainsi de préserver son image de « star », en s'abstenant de descendre dans l'arène de nos débats politiques. Or un « parti des luttes » doit certes avoir des dirigeants politiques qui sachent interve-

nir le mieux possible dans les meetings et les médias, mais il est indispensable qu'ils participent aux débats à égalité avec les autres militants et qu'ils ne soient pas transformés en icônes !

• Les réunions plénières sur les textes soumis au congrès n'ont été autorisées qu'à enregistrer les décisions des commissions respectives et à ne se prononcer chacune que sur une poignée d'amendements litigieux, préalablement sélectionnés par ces commissions. De plus, chacun de ces amendements ne pouvait faire l'objet que d'un ou deux « pour » et « contre » de deux minutes, sauf pour la discussion sur les élections européennes, qui, malgré son importance tout à fait secondaire pour les travailleurs, a eu droit à un traitement de faveur avec plusieurs interventions de cinq minutes... Globalement, la véritable discussion a donc été empêchée ou entravée. Et l'un des sujets qui, après les élections européennes, a eu droit au plus de temps de débat en séance plénière (presque 20 minutes) a été la question de savoir si le NPA doit se battre... pour la protection des animaux !

D) Presque tous les amendements positifs, d'un point de vue révolutionnaire, ont été rejetés, tandis que la majorité des décisions prises à l'issue d'un vote ont constitué un recul par rapport aux projets soumis par le CAN. Les deux principales exceptions, très importantes, sont d'une part l'adoption, par la commission sur les principes fondateurs, d'un amendement sur l'anti-impérialisme très bien défendu, contre un dirigeant de l'ex-PCR, par une militante sud-américaine, déléguée du comité de Saint-Ouen, qui se prononce pour le soutien à la résistance anti-impérialiste et la défaite des pays impérialistes qui agressent des peuples

opprimés<sup>1</sup>. D'autre part, l'importance centrale de la construction de comités dans les entreprises a été intégrée dans les statuts en commission. Il faut ajouter enfin que plusieurs amendements régressifs aux statuts, traduisant la pression des éléments antimarxistes ou sans tradition révolutionnaire, n'ont pas été adoptés parce que la direction de l'ex-PCR s'y est opposée de tout son poids, mais ont obtenu un nombre de voix très inquiétant pour la suite. L'un visait ainsi à faire du NPA un parti fédéral en « pondérant » sa centralisation : il a été repoussé par un vote serré, obtenant 272 voix contre 287. Un autre voulait mettre fin au droit de fraction et a obtenu 210 voix contre 306 et 52 abstentions. Un troisième visait à supprimer l'autonomie du « secteur jeunes » et a rassemblé 89 voix contre 402 et 94 abstentions... L'essentiel est cependant que ces amendements ne soient pas passés. — En revanche, les résultats de la majorité des autres votes sont regrettables :

a. Le nom du parti reste « Nouveau parti anticapitaliste », ne devant que d'une courte majorité « Parti anticapitaliste révolutionnaire » (219 voix contre 213 en plénière au premier tour, les trois autres candidats restant loin derrière, 316 contre 264 au second tour). Or il faut noter que la majorité de la direction de l'ex-PCR a mis tout son poids dans la balance en faveur de « NPA », ce qui manifeste son refus d'un parti révolutionnaire.

b. Le terme de « socialisme » a été remplacé par celui de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », quoique cette dernière expression n'ait guère été discutée dans les comités et les AG électives, puisque le projet de

<sup>1</sup> Cf. le Bulletin de débat préparatoire du congrès, n° 1, p. 5, colonne 1, amendement n° 71. — Notre propre projet de Tendance proposait d'ailleurs un amendement analogue (cf. *ibid.*, p. 6, col. 2, amendement n° 78).

« Principes fondateurs » du CAN proposait une alternative entre « socialisme » et « écosocialisme », les AG électives s'étant pour la plupart déterminées en fonction de ce choix, au net profit de « socialisme » (celui-ci a ainsi obtenu 263 voix au congrès national contre 185 à « écosocialisme »). Or l'expression de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », proposée en commission, y a obtenu un nombre important de voix et a donc été retenue en plénière, où elle a devancé d'une voix « écosocialisme ». Bien que « socialisme » soit arrivé en tête, un deuxième tour a alors été organisé et « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » l'a emporté par 292 voix contre 263 à « socialisme ». Ce mode de scrutin est donc ce qui a permis cette victoire de l'expression « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Or, s'il a certes été lui-même validé par un vote préalable du congrès, il est particulièrement contestable, dans la mesure où les AG électives avaient été appelées à se prononcer dans un vote national exclusivement sur l'alternative entre « socialisme » et « écosocialisme », si bien que, dans l'écrasante majorité des AG, il n'y a eu aucun débat sur l'expression de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». L'adoption d'une expression qui n'a pas été discutée dans les comités et les AG électives revient donc à considérer comme nul et non avenu le vote organisé dans ces AG ! La tribune, composée de dirigeants de l'ex-LCR s'est certes dite surprise du résultat du vote, mais il s'agit bien de l'orientation politique de cette organisation : l'expression de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » se trouvait dans les premiers textes de l'ex-LCR pour le NPA, avant d'être retirée, et elle a réapparu tout particulièrement en sous-titre du livre de Daniel Bensaïd et Olivier Besancenot qui a justement été publié à la veille du congrès, faisant l'objet d'une

abondante publicité dans la presse de l'ex-LCR<sup>1</sup>... Or cette expression n'est évidemment pas aussi neutre qu'elle peut le sembler : non seulement elle a été popularisée par le président vénézuélien Hugo Chavez, dont la politique nationaliste bourgeoise n'a rien de socialiste dans le sens du mouvement ouvrier, mais elle revient en outre à considérer comme résolue une question qui a précisément été évitée tout au long du processus constituant : celle d'un vrai bilan des révolutions au XX<sup>e</sup> siècle, notamment de la révolution russe et du stalinisme. Or, si l'on pouvait admettre de suspendre provisoirement cette question, afin d'ouvrir le débat à l'intérieur de notre parti pluraliste après sa fondation, il est très regrettable de l'évacuer purement et simplement, comme l'ont fait ceux qui, en parlant de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », ont voulu faire table rase de tout l'héritage du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> avant même d'en avoir discuté !

c. En revanche, l'amendement d'un comité du Gard proposant en substance de dire que le stalinisme en URSS avait été le produit d'une « contre-révolution », ce qui avait le mérite de bien distinguer la révolution russe et le stalinisme, a été rejeté par 447 voix contre 136 et 55 abstentions (10 NPPV). Et le militant qui l'a défendu, venant du PCF, a été tout surpris que la direction de l'ex-LCR, qu'il croyait trotskyste, appelle à voter contre cet amendement par la voix d'un de ses membres...

d. Un amendement présenté lui aussi par la militante sud-américaine de Saint-Ouen a été rejeté alors qu'il disait fort justement : « *Seule la mobilisation et l'auto-organisation des masses peut permettre la destruction de l'État capitaliste et*

*la mise en place d'un pouvoir des travailleurs, qui engage une transformation révolutionnaire de la société. Le renversement révolutionnaire du capitalisme suppose l'engagement dans la lutte de classes du plus grand nombre dans la durée. Il peut commencer à l'échelle d'un pays, mais il devra forcément se développer au niveau international et ne peut aboutir qu'à l'échelle globale.* » Notons cependant qu'il a obtenu 121 voix en séance plénière.

e. Le long amendement à la résolution générale proposé par la Fraction L'Étincelle issue de LO, sous le titre « Une orientation vers la classe ouvrière », a été repoussé (il a obtenu 136 voix contre 284). Or il visait à ce que le NPA se construise en priorité dans les entreprises, promeuve l'auto-organisation démocratique des luttes, combatte pour un front des organisations du mouvement ouvrier tout en préservant son indépendance politique, notamment la nécessaire dénonciation des directions syndicales, la centralité de la classe ouvrière, l'objectif de la grève générale et la perspective du pouvoir des travailleurs et du socialisme.

f. L'amendement du comité de Marseille consistant à substituer, dans la résolution générale, la critique de la politique de « certaines directions syndicales » à celle « des directions syndicales » en général, a été adopté (par 236 pour, 160 contre). Le sens de cet amendement est manifestement de couvrir la direction réformatrice de Solidaires, où des dirigeants de l'ex-LCR, donc du NPA, jouent un rôle important, voire celle de la FSU, co-dirigée jusqu'à présent par la tendance École émancipée, elle-même animée par l'ex-LCR... Or, dès le lendemain du congrès, c'est bien l'ensemble des directions syndicales, y compris celles de la FSU et de Solidaires, qui a

<sup>1</sup> D. Bensaïd et O. Besancenot, *Prendre parti. Pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2009.

appelé à la « journée d'action » du 19 mars, refusant ainsi de donner une véritable suite au succès du 29 janvier et d'étendre à la France la grève générale des travailleurs et du peuple de Guadeloupe. La déclaration de l'Union Syndicale Solidaires estime certes que « *c'est tard* », mais que, « *plus tôt, cela aurait été dans la désunion* ». Autrement dit, mieux vaut briser les potentialités d'un mouvement s'appuyant sur le succès du 29 janvier en se subordonnant au calendrier de Chère et Cie, plutôt que de rompre avec ce rythme d'enterrement bureaucratique ! Dès lors, la seule « perspective » avancée par Solidaires est la suivante : « *À nous de faire du 19 mars ce que nous voulons que ce soit.* » Et, au vu du vote de l'amendement de Marseille par le congrès du NPA, on ne s'étonne guère de trouver à peu près la même ligne sous la plume de Dominique Mezzi, responsable de la « commission ouvrière » de l'ex-LCR, dans l'ultime numéro de *Rouge*, paru le 12 février : lui aussi convient que « *c'est évidemment tard* », mais il se réjouit manifestement que « *l'unité (soit) préservée pour l'action* » et nous explique docement que, à cause de la méchante CFDT, « *il n'était (...) pas totalement acquis d'avance qu'une nouvelle date soit décidée, qui plus est en semaine, donc impliquant une grève* ». Bref, ne nous plaignons pas trop et évitons surtout tout affrontement politique avec les gentilles directions de la CGT, de FO, de la FSU ! Dès lors, à l'exception d'une nécessaire « *initiative nationale (...) contre la loi Bachelot, comme le proposent les Collectifs unitaires sur la santé* », calons-nous bien gentiment sur le calendrier démobilisateur des directions bureaucratiques en préparant six semaines à l'avance la nouvelle « journée d'action » sans perspective du 19 mars !

g. Un amendement aux statuts (mais nous n'avions pas de délégué dans cette commission pour le dénoncer) a introduit le principe inadmissible de salaires inégaux pour les permanents du parti. Cette disposition est contraire à toute la tradition des organisations trotskystes, y compris la LCR : au lieu que chacun touche la même rémunération et que celle-ci soit celle d'un travailleur qualifié, le salaire d'un permanent à temps partiel sera désormais équivalent à ce qu'il perd en quittant partiellement son emploi. C'est ainsi que deux demi-permanents ne gagneront pas la même chose pour leur activité politique, l'inégalité dans le parti venant ainsi redoubler l'inégalité dans l'entreprise ou l'établissement ! Cette disposition est scandaleuse, car l'égalité entre camarades est un principe élémentaire, le dévouement révolutionnaire ne mérite ni privilèges, ni dédommagements matériels, mais c'est en soi un grand honneur d'être choisi en raison de ses compétences pour exercer des responsabilités au service de la cause que défend le parti !

h. Enfin, le sujet qui a suscité le plus de passions a été celui des alliances en vue des élections européennes. Le congrès a adopté, sur proposition des dirigeants de l'ex-LCR et de l'ex-CAN, des conditions très manœuvrières pour un accord électoral avec « toutes les forces qui se réclament de l'anticapitalisme » (c'est-à-dire en fait avant tout le PCF et le Parti de gauche de Mélenchon). L'amendement dit « de Clermont », c'est-à-dire en fait du courant « droitier » officieux « Unir », qui préconisait un accord rapide et presque sans conditions avec ces mêmes organisations, a certes été rejeté, comme c'était prévisible (il a obtenu une centaine de voix sur moins de 650). Mais ce rejet n'a pas été justifié par le programme réformiste de ces or-

ganisations, ni par leur comportement attentiste et quémandeur de « dialogue social », qui empêche aujourd'hui tout « front unique ouvrier » pour la mobilisation contre Sarkozy (rappelons que, dans le vocabulaire de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> Internationales, un front unique ouvrier a comme base un accord *tactique* circonstancié entre organisations du mouvement ouvrier décidant de lutter ensemble, mais en toute indépendance réciproque, pour des revendications claires et une intervention commune dans la lutte de classe). Et pour cause : la direction de l'ex-LCR et du NPA n'hésite pas à signer de véritables déclarations *programmatiques* communes avec le PCF et le Parti de gauche, comme le prouve leur communiqué commun du 24 janvier. Or ce communiqué est un accord programmatique inacceptable, car il renonce à des points clés pour la classe ouvrière, inscrits dans le programme du NPA, en particulier sur les licenciements, le CDI, l'Union Européenne, comme nous l'avons analysé dans notre brochure distribuée aux délégués<sup>1</sup>. De même, la direction du NPA a été jusqu'à signer le 4 février une déclaration commune avec dix partis « de gauche », dont le PS, contenant des affirmations inacceptables : il y est dit notamment que « *la journée du 29 janvier porte clairement la demande d'un changement de cap* », comme

1 Cf. <http://tendancerevonpa.googlepages.com>. — Notons d'ailleurs que la direction de l'ex-LCR semble elle-même divisée sur ce communiqué commun du 24 janvier : il porte bien la signature de la LCR et du NPA, mais un membre du Bureau politique l'ex-LCR, Sandra Demarq, n'a pas hésité à le dénoncer durant le congrès, en commission puis en séance plénière, avec une argumentation proche de la nôtre ! Même si cette camarade défend par ailleurs des positions que nous combattons, cela prouve que ce que nous pensons converge avec ce que pensent bien des militants LCR, au-delà des calomnies contre nous dont les abreuvent certains dirigeants sectaires et autoritaires !

s'il s'agissait de demander gentiment à Sarkozy de bien vouloir mener enfin une politique favorable aux travailleurs ; il y est affirmé que « *Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne peuvent se dérober à ces exigences et ignorer les grands axes avancés dans la plateforme syndicale unitaire* », alors que cette plate-forme se situe entièrement sur le terrain du capitalisme et ne contient presque aucune des revendications élémentaires des travailleurs ; enfin, il évoque la mobilisation des travailleurs de Guadeloupe, mais n'exige pas la satisfaction de leurs revendications... — Dès lors, passant des accords programmatiques

avec le PCF et le PG, en dehors d'un cadre de front unique ouvrier, la direction de l'ex-LCR et du NPA a bien du mal à justifier qu'elle n'aille pas jusqu'à un accord électoral avec eux ! En fait, cette incohérence s'explique par un calcul purement électoraliste, incohérent avec sa propre orientation, que nous dénonçons pour notre part : elle n'exclurait sans doute pas de s'allier avec le PCF ou le PG sur la base d'accords programmatiques comparables au communiqué du 24 janvier, mais elle considère que la présentation du NPA tout seul aux élections permettra de mieux le construire. C'est pourquoi sa résolution pose des conditions

qu'elle sait inacceptables par le PCF : en demandant que l'éventuel front électoral se prononce... « pour la sortie du nucléaire » et vaille jusqu'aux régionales, la majorité du NPA sait pertinemment que le PCF refusera. Quant au PG, elle suppose qu'il dira non lui aussi, car il s'est déjà lancé dans une alliance électorale avec le PCF et il ne la rompra certainement pas pour les beaux yeux du NPA. Ce jeu est d'ailleurs dangereux car, avec un manœuvrier comme Mélenchon, tout est possible ! En tout cas, la ligne intégralement opportuniste de l'amendement de Clermont avait au moins le mérite de la cohérence !

## ***II. Bilan de l'intervention des trois déléguées signataires du projet de Tendance***

Le lancement du NPA comme parti pluraliste est une réponse à la crise du mouvement ouvrier par la reconstruction d'une représentation politique des travailleurs. La combativité, relative mais réelle, des travailleurs ces dernières années et la sympathie significative dont bénéficie l'extrême gauche et notamment Olivier Besancenot, offrent la possibilité d'avancer dans cette voie. Le NPA a ainsi commencé à rassembler des anticapitalistes, des révolutionnaires et des « primo-militants » parmi les travailleurs et les jeunes combattifs.

Mais cela ne justifie nullement la dissolution des courants politiques constitués qui participent à ce processus ! En particulier, cela ne saurait justifier l'abandon des références et du programme trotskystes, contrairement à ce que veut, de façon plus ou moins revendiquée, la majorité des dirigeants de l'ex-LCR, Olivier Besancenot en tête. De ce point de vue, la dissolution pure et simple de la LCR, qui se réclamait encore de la IV<sup>e</sup> Internationale même si elle n'en défendait plus concrètement le programme, est un

événement régressif dont le lancement en lui-même juste du NPA semble n'être que le prétexte. Cela n'en rend que plus urgente la constitution d'une véritable tendance trotskyste du NPA, la Tendance CLAIR, dont le projet se justifiait déjà par le caractère flou des orientations proposées par la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN pour le NPA.

Lors des AG électives, le refus de l'élection des délégués à la proportionnelle sur la base de plates-formes a fait que la plupart des militants signataires du projet de Tendance qui auraient pu être élus par ce mode de scrutin démocratique ne l'ont pas été. La direction de la LCR, politiquement hégémonique dans la plupart des comités, a en effet imposé dans presque toutes les AG électives un mode de scrutin majoritaire facilitant l'élimination des individus ou des minorités qui ne lui plaisaient pas. Cependant, deux des signataires du projet de Tendance ont pu être élues à la proportionnelle (par les AG électives démocratiques de Paris 5<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> et du 91) et une troisième faisait partie de la délégation élue par l'AG de

l'Yonne, où les textes du projet de Tendance ont obtenu jusqu'à 42% des voix.

D'ailleurs, le mandat de déléguée de l'une de nos camarades élues à la proportionnelle (celle de Paris 5<sup>e</sup>-13<sup>e</sup>, élue par son AG avec 8,5% des voix) a été mis en cause d'emblée par des responsables un peu trop zélés de l'ex-LCR, qui ont tenté de lui refuser son badge de déléguée ! Il a fallu l'intervention très ferme de plusieurs camarades JCR de Paris 5<sup>e</sup>-13<sup>e</sup>, ainsi que d'un militant de l'ex-LCR qui a dû sortir de son ordinateur le procès-verbal de l'AG élective, pour que notre camarade obtienne son badge... Cette tentative d'intimidation liminaire, déjouée par l'attachement à la démocratie de ces militants de base, n'était pourtant qu'un apéritif d'un grave déni de démocratie perpétré tout au long du congrès par la direction de l'ex-LCR à l'encontre de nos camarades, comme nous allons le voir.

La raison en est que nos trois déléguées (une ex-CRI, une ex-LCR et une sans organisation avant le NPA) ont été les seules à mener un combat co-



hérent et conséquent pour la défense d'une orientation révolutionnaire globale contre la ligne floue ou à tendance réformiste proposée par la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN :

1) Elles ont commencé par distribuer 700 brochures aux délégués et invités du congrès, afin qu'ils puissent prendre connaissance de l'ensemble des textes proposés par le projet de Tendance. Cela était nécessaire car la direction de la LCR et du CAN avait refusé de publier ou même d'adresser aux comités certains amendements et surtout les résolutions alternatives que lui avaient pourtant envoyé en temps et en heure les signataires du projet de Tendance. Les délégués, dont l'immense majorité avait ainsi été privée du droit de prendre connaissance de ces textes pourtant destinés à être soumis au vote en alternative à ceux du CAN, ont ainsi pu les lire durant le congrès s'ils le souhaitaient, quoique dans la limite de leur temps et de leur fatigue et sans avoir pu, bien évidemment, en discuter avec les camarades de leurs comités. Les trois déléguées signataires du projet de Tendance ont ensuite participé respectivement aux commissions « principes fondateurs », « résolutions » et « composition du Comité Politique National [direction du parti entre deux congrès] », auquel elles étaient candidates.

2) La camarade intervenant dans la commission « principes fondateurs » s'est malheureusement heurtée d'emblée au refus de la tribune (composée de membres du BP de l'ex-LCR, notamment Frédéric Borras, Yvan Lemaître, etc.) de soumettre au vote nos amendements un à un, au même titre que tous les autres. Il ne s'agissait pas d'une question de temps : des centaines d'amendements ont été examinés et nous n'avions choisi d'en présenter qu'une dizaine, tous légitimés par leur adoption dans au moins une AG électorale; nous aurions d'ailleurs renoncé au cours de la discussion à en soumettre certains, redondants avec des amendements

proposés par d'autres délégués, par exemple celui sur l'anti-impérialisme déjà évoqué, soutenu par une militante sud-américaine et d'ailleurs adopté par la commission. Mais la tribune a justifié sans ambages sa décision discriminatoire : selon elle, nos amendements avaient la cohérence d'une « plate-forme » politique alternative et devaient donc être soumis en bloc. Autrement dit, la tribune s'est permis de décider à notre place la façon dont il fallait considérer nos textes : si nous avons estimé devoir proposer des résolutions alternatives à celles du CAN, nous n'avions en revanche pas eu la même démarche à l'égard des « principes fondateurs » et des « statuts », qui contenaient à nos yeux suffisamment de points positifs pour mériter d'être simplement améliorés, non réécrits de fond en comble.

En fait, la direction de la LCR a voulu empêcher que nos amendements obtiennent un nombre significatif de voix, voire qu'ils soient adoptés comme ils l'avaient été dans un certain nombre d'AG électorales. Par cette manœuvre, elle a cherché à isoler et ostraciser notre projet de tendance en empêchant ses propositions de recueillir les voix qu'elle aurait pu gagner. C'était d'autant plus inadmissible que des délégués de comités ayant voté certains de nos amendements, mais sans être signataires du projet de Tendance, étaient en droit de les défendre au congrès ! C'est ainsi que les trois délégués de l'AG électorale d'Arles, convaincus par certains de nos amendements, sont intervenus pour qu'ils soient soumis au vote comme tous les autres. La direction leur a répondu qu'ils étaient manipulés par le CRI ! Bref, pour Frédéric Borras, Yvan Lemaître et d'autres dirigeants de l'ex-LCR, les militants du NPA qui adoptent les positions de la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN pensent par eux-mêmes, mais ceux qui sont convaincus par certaines positions de la Tendance révolutionnaire sont des imbéciles ! Quel intolérable mépris des « chefs » pour les militants de base ! Cela a d'ailleurs choqué un grand nombre de délégués de toutes sensibilités,

surpris de découvrir une telle morgue parmi les dirigeants de leur parti.

Enfin, au moment du vote global sur nos dix amendements, notre camarade a eu quelques minutes pour les présenter, ce qui ne permettait évidemment pas d'argumenter sérieusement. Cette durée a été réduite à deux minutes pour les présenter ensuite en séance plénière, en tant qu'amendements rejetés par la commission. Les dirigeants de l'ex-LCR chargés d'argumenter contre leur adoption ont seulement fait valoir qu'ils provenaient de la si méchante Tendance révolutionnaire et qu'ils étaient... « trotskystes » ! Notre bloc d'amendements a malgré tout rassemblé 16 voix (2,82% des suffrages exprimés)<sup>1</sup>, alors que nous n'avions que trois déléguées et que le vote bloqué revenait de fait à soutenir notre orientation pour les principes fondateurs dans sa globalité.

3) La commission sur les résolutions a été plus démocratique que celle sur les principes fondateurs. Sa présidente, Sandra Demarcq, a en effet accepté de soumettre nos résolutions alternatives au vote, même s'il a fallu insister. Il est vrai que, le CAN ayant refusé de les diffuser, la plupart des délégués n'en avait pas pris connaissance jusqu'au congrès et pouvait donc s'estimer outrepasser leur mandat en les votant. D'autant que leur présentation orale en trois et deux minutes respectivement ne permettait pas de bien les présenter et d'argumenter... Malgré tout, notre résolution générale alternative a obtenu 7 voix en plénière (1,61% des suffrages exprimés) et notre résolution alternative sur les européennes 13 voix (2,29% des suffrages exprimés).

<sup>1</sup> Cf. la synthèse intitulée « Les votes du congrès de fondation du NPA », récapitulant les résultats de tous les votes ayant eu lieu en séances plénières, envoyé par des membres du CPN à tous les comités.

4) Enfin, la question de la composition du CPN, qui a fait l'objet d'une commission présidée par Ingrid Hayes, a atteint un summum dans l'anti-démocratisme. Nous avons demandé expressément, en particulier dans notre brochure distribuée aux déléguées, « l'élection par le congrès des membres du Comité Politique National (la direction nationale du parti) à la proportionnelle, sur la base des sensibilités exprimées (que ce soit par des amendements particuliers ou par des textes alternatifs ou par les deux) ». Quatre des signataires de notre projet de tendance avaient envoyé leur candidature avant le congrès, dont trois par l'intermédiaire de leur comité, conformément à la règle édictée par le CAN (la quatrième camarade, déléguée du 91, avait dû en revanche l'envoyer individuellement, car le responsable LCR de son comité, à Massy, avait refusé de la transmettre au CAN...). Or, si la candidature de notre camarade masculin a été bien vite éliminée par la commission chargée de présenter une liste au congrès, nos trois camarades femmes, déléguées au congrès, se trouvaient encore sur la liste à la fin du deuxième jour du congrès. En effet, il manquait des femmes pour atteindre la parité et la commission ne pouvait donc pas décemment les rayer (même si elle avait tenu à préciser « CRI » après le nom de la camarade membre du CRI, mais aussi d'une camarade qui n'en a jamais fait partie !)... Mais, par un des ces miracles dont la nuit a parfois le secret, de nombreuses candidatures féminines, sont arrivées entre samedi soir et dimanche matin (on se demande bien d'ailleurs comment elles ont pu être validées et transmises si vite par leur comité conformément aux règles si strictes édictées par le CAN !). Toujours est-il que, lorsque les travaux de la commission ont repris le dimanche matin, der-

nier jour du congrès, l'afflux de ces candidatures féminines soudaines était tel que le nom de nos déléguées avait disparu de la liste établie par la commission...

De plus, après que cette commission eut présenté sa sélection en séance plénière, nos camarades n'ont pas été autorisées à prendre la parole pour défendre l'élection du CPN à la proportionnelle et présenter leur candidature sur la base de notre plate-forme ! Alors que le rejet de nos textes en commission nous avait donné le droit élémentaire de les défendre de nouveau en plénière, la tribune a cette fois privé le congrès de son droit de choisir lui-même ses dirigeants parmi les candidats sur la base de leurs positions. Ainsi la fin du congrès a-t-elle été marquée par une violation éhontée de la démocratie.

Pourtant, les statuts qui venaient d'être adoptés par le congrès prévoient expressément que, « s'il existe des orientations politiques contradictoires soumises au vote du congrès, le CPN est élu à la proportionnelle ». Il était donc légitime de demander leur application immédiate et c'était d'autant plus normal dans notre cas que nous avons déposé dès le mois de décembre notre projet de Tendance auprès du CAN et que les organisateurs du congrès eux-mêmes ont expressément soumis tous nos textes comme ceux d'une « plate-forme » alternative à celle du CAN (c'est même avec cet argument que nos amendements aux principes fondateurs ont été soumis en bloc au lieu de l'être l'un après l'autre !)<sup>1</sup>. De plus, la tribune

<sup>1</sup> Ingrid Hayes, présidente de la commission CPN, est allée bien vite en besogne lorsque, dès le lendemain du congrès, elle a publié, avec une fébrilité manifeste, un communiqué tentant péniblement de justifier le sort réservé à la minorité de droite en parlant de façon générale d'une « absence d'orientations politiques alternatives cristallisées » au congrès. Mais, ayant

n'a pas hésité à proposer une interruption de séance inopinée pour que les militants proches du courant « droitier » « Unir », qui avaient défendu l'idée d'une alliance de toute la « gauche de la gauche » pour les européennes, se constituent en une plate-forme *ad hoc* et qu'un vote à la proportionnelle soit organisé pour eux ! Ces militants ont certes choisi de refuser cette proposition, apparemment parce qu'ils se sont divisés à son sujet, n'ayant pas le temps d'en discuter vraiment, et parce qu'elle était de toute façon trop tardive. Mais si la « droite » du parti a ainsi été appelée par la tribune à se constituer en plate-forme (alors même qu'elle avait renoncé à se présenter comme telle avant et pendant le congrès), pourquoi notre plate-forme révolutionnaire s'est-elle vu interdire le même droit, alors qu'elle avait été clairement identifiée comme telle avant et pendant le congrès ? Or, après la reprise de la séance plénière, la tribune a continué de refuser de donner la parole à nos déléguées ! Face à déni de démocratie, deux de nos camarades ont donc essayé de s'adresser à la salle en montant tout de même à la tribune, qui a alors fait appel au service d'ordre pour les expulser l'une après l'autre de la salle (le service d'ordre a d'ailleurs sorti dans la foulée une déléguée des Yvelines venue protester auprès de lui contre cette intervention

---

consacré trois jours à de savantes tractations, elle n'avait alors peut-être pas pris connaissance des résultats des autres commissions et des séances plénières. En effet, le document de synthèse déjà cité, intitulé « Les votes du congrès de fondation du NPA », envoyé quant à lui quelques jours plus tard, le 13 février, à tous les comités, prouve que, s'il n'y a pas eu de textes définissant une tendance de droite au congrès, nos textes ont bien en revanche été soumis au vote expressément comme ceux « de la Tendance pour le communisme, la révolution et l'[auto-]organisation » et que nos résolutions étaient bien des « textes alternatifs ». La violation des statuts est donc absolument incontestable pour ce qui nous concerne !

inadmissible, et elle a dû expliquer qu'elle n'était pas membre de la Tendance avant de pouvoir, quant à elle, revenir dans la salle !). Il est vraiment sidérant que les dirigeants de notre parti qui revendique haut et fort un fonctionnement démocratique n'aient pas hésité à violer les statuts fraîchement votés et même à recourir à la violence pour faire passer cette atteinte élémentaire à la démocratie. Et c'est ainsi que le congrès de fondation du NPA, marqué déjà par de nombreuses entorses à la démocratie, notamment aux dépens de la Tendance révolutionnaire, restera définitivement entaché.

Notre Tendance aurait-elle eu un représentant au CPN si le vote à la proportionnelle avait eu lieu conformément aux statuts adoptés ? C'est certain : avec 650 délégués et 189 membres au CPN (sachant que les organisateurs n'ont pas hésité à ajouter 42 places aux 150 que prévoient les statuts), il suffisait aux candidats d'une Tendance d'obtenir 4 voix pour qu'elle ait un représentant. Or nous avons obtenu jusqu'à 16 voix sur nos textes. Ce n'est donc pas un, mais plusieurs représentants au CPN que la direction du congrès nous a volés et que nous sommes en droit de réclamer ! Car il fau-

drait que la direction de l'ex-LCR soit raisonnable et cesse de nous craindre ou de nous haïr de façon aussi inconsidérée : quand on dispose d'une hégémonie aussi évidente dans le CPN, est-ce bien glorieux de piétiner la démocratie rien que pour dénier à une petite Tendance le droit d'avoir quelques représentants dans l'instance suprême du parti entre deux congrès, le CPN qui compte, répétons-le, 189 membres ?

En réalité, il est bien évident qu'un tel déni de démocratie ne s'explique pas seulement par la mesquinerie d'une direction écrasante. Ce qui, depuis le début du processus NPA, dérange la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN, c'est le fait que des militants veulent défendre dans le NPA, pourtant censé être pluraliste et démocratique, des orientations politiques qui s'affrontent aux siennes. C'est pour cela qu'avait été organisée l'exclusion de trois de nos camarades (à Paris 5<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> en juin et à Valence en novembre), qu'avait été diffusée en juillet une circulaire du Bureau politique de la LCR à tous ses adhérents pour tenter de généraliser ces exclusions (d'ailleurs en vain, grâce aux principes démocratiques d'une majorité de militants et comités de base) et que le CAN avait refusé de publier les résolutions alternatives du projet de Tendance...

Mais les graves atteintes à la démocratie ne concernent pas seulement l'ex-Groupe CRI et la Tendance révolutionnaire. Au lieu de construire d'emblée un parti réellement pluraliste, la direction majoritaire de l'ex-LCR et de l'ex-CAN a en réalité brimé *tous* les courants politiques minoritaires participant au processus, d'abord en exigeant que toute le monde se contente d'amender ses textes, sans en proposer d'alternatifs, ensuite en distribuant les postes au CPN en fonction du degré de soumission ou de contestation des différents courants. Or il est évident que l'argument selon lequel un congrès de fondation ne devrait pas voir s'affronter des orientations politiques différentes, notamment sous

prétexte de ne pas effrayer les « primo-militants », n'a été qu'un moyen pour assurer de façon purement administrative l'hégémonie d'une seule orientation : celle de la majorité de l'ex-LCR, manifestement effrayée à l'idée que, sous l'afflux de 6 000 nouveaux militants, elle puisse perdre le contrôle du NPA ! Pourtant, il faut rappeler que le congrès de fondation de la LCR elle-même, en 1969, avait bien vu s'affronter plusieurs tendances, notamment liées à celles qui traversaient la JCR d'alors (venue de l'UEC) et le « Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale »... Et surtout, ce n'est pas en interdisant la libre expression des tendances qui existent de toute façon (elles existaient dans la LCR et elles sont encore plus nombreuses dans le NPA, justement parce qu'il a attiré d'autres groupes et sensibilités politiques) qu'on peut les empêcher de continuer à exister. Au contraire, les obstacles au développement démocratique de la confrontation politique ne peuvent conduire qu'à la confusion (dont les premières victimes sont les « primo-militants », privés des tenants et aboutissants d'affrontements qui ne s'assument pas comme tels), à des pressions souterraines et aux méthodes administratives.

De ce point de vue, il apparaît de façon tout à fait évidente que, moins un courant s'est exprimé comme tel avant et pendant le congrès, plus il a été récompensé par la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN, et plus il a combattu l'orientation de celle-ci, plus il a été sanctionné :

- La petite association L'appel et la pioche, seul exemple d'une fusion avec un secteur du « mouvement social », a proposé quelques amendements, mais comme ses militants ont voté tous les textes du CAN, elle a eu droit à deux postes au CPN.

- Le groupe Gauche révolutionnaire, qui affirme être un courant révolutionnaire du NPA tout en restant un groupe à part, a soumis un seul amendement en tout et pour tout (cf. Bulletin de préparation du congrès, tome I, p. 9, colonne 3, amendement 52 aux principes fondateurs, proposé par

---

1 De façon fort peu « transparente », la vidéo de la séance consacrée à l'élection du CPN que l'on trouve sur le site du NPA est malheureusement tronquée, puisqu'on n'y voit pas, entre autres, cet épisode peu glorieux de notre congrès. Mais cela n'effacera ni la mémoire des délégués, ni les archives de la presse qui, invitée pendant tout le congrès, s'est fait l'écho de l'expulsion des camarades de notre Tendance, à commencer par la dépêche de l'AFP du 8 février où l'on peut lire : « *Avant le vote des quelques 600 délégués sur le CPN, les débats se sont un peu échauffés. Montée à la tribune, une représentante d'une mouvance très minoritaire (CRI) a été poussée vers la sortie.* » En réalité, le service d'ordre a « sorti » non seulement la déléguée militante de l'ex-CRI, mais aussi celle qui était membre de l'ex-LCR, montée elle aussi à la tribune pour réclamer la parole et l'élection à la proportionnelle.

l'intermédiaire du comité de Rouen Rive Gauche et repris par deux ou trois AG électives); cet amendement n'a obtenu que 10 voix en commission, sans que ses défenseurs jugent utiles de demander sa discussion en plénière; mais la GR a voté les principaux textes du CAN: elle a donc eu droit à deux postes au CPN.

• La Fraction L'Étincelle issue de LO n'a soumis que deux amendements au congrès, mais elle a refusé de voter pour les textes du CAN malgré l'insistance expresse toute particulière des dirigeants de l'ex-LCR en ce sens (et même si un certain nombre de ses propres militants et responsables avaient tout de même voté pour les textes du CAN dans les AG électives). Ce refus a conduit la direction de la LCR et du CAN à ne lui attribuer que des postes d'observateurs au CPN.

• Les JCR eux-mêmes, qui ont pourtant renoncé à soutenir le principe d'une organisation autonome pour la jeunesse, mais qui défendent généralement une orientation bien plus combative que l'ex-LCR, n'ont que trois postes au CPN, alors qu'ils revendiquaient 300 militants.

• La tendance de droite de l'ex-LCR et du NPA, liée à l'association « Unir » a été sévèrement punie en voyant sa représentation réduite à une proportion qui ne correspond pas à son poids réel — sa direction historique (Christian Piquet, Francis Sitel et Alain Faradj) étant même exclue purement et simplement du CPN. À part sur la question des européennes, cette tendance avait renoncé à combattre pour son orientation politique en présentant une plate-forme alternative pour le congrès du NPA, se soumettant à la pression de la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN. Pourtant, elle pesait encore 13% des voix dans le congrès de dissolution de la LCR le 5 février et, pendant le congrès du NPA lui-même, son amendement sur la résolution européenne a obtenu une centaine de voix sur 650 (même s'il a été voté aussi par des délégués qui n'auraient peut-être pas soutenu toute l'orientation de cette tendance si elle s'était présentée

comme telle). En se retrouvant avec seulement 13 postes au CPN sur 189, soit 6,87%, il est donc clair que cette minorité de droite a subi une attaque en règle de la direction majoritaire de l'ex-LCR — d'autant plus que celle-ci a d'abord essayé de ne lui en octroyer que 5, avant d'en concéder 8 autres, tentant de se faire passer à bon compte pour magnanime.

• Notre Tendance révolutionnaire, seule à avoir mené un combat politique global durant la préparation du congrès et le congrès lui-même, a été privée, par le viol des statuts, l'interdiction de parler et même l'intervention du service d'ordre pour sortir certaines de ses déléguées à la fin du congrès, de toute participation au CPN.

Les camarades du NPA auraient donc tort de croire que le traitement spécial de la Tendance révolutionnaire serait dû à son attitude, comme essaient de le faire croire, dans les couloirs, certains dirigeants de l'ex-LCR et de l'ex-CAN<sup>1</sup>. Tous ceux qui connaissent

---

<sup>1</sup> Passons sur les calomnies, toujours véhiculées par ceux des dirigeants de l'ex-LCR qui sont de mauvaise foi, selon lesquelles nous serions « lambertistes ». Le Groupe CRI a déjà répondu à ces accusations dans sa réfutation en règle de la circulaire du BP de la LCR, que personne n'a pu réfutée jusqu'à présent

(cf. <http://groupecri.free.fr/article.php?id=523>). Rappelons simplement ici que, si les fondateurs du Groupe CRI ont certes été, dans leur prime jeunesse, des militants de base du PT, ce n'est pas le cas de la grande majorité des militants de ce groupe et moins encore de ceux de la Tendance révolutionnaire. De plus, les jeunes fondateurs du Groupe CRI avaient livré un combat politique contre la direction lambertiste du PT avant de s'en faire exclure bureaucratiquement (ce qui leur a d'ailleurs au moins appris à résister à la pression d'un appareil et à défendre leurs idées jusqu'au bout malgré les violations de la démocratie ouvrière). Enfin, les faits prouvent à l'évidence que le Groupe CRI a constamment combattu depuis 2002, presque dans chaque numéro de son journal, la politique du PT lambertiste.... —

D'ailleurs, si la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN détestaient autant qu'elle le prétend les lambertistes, elle ne les aurait pas invités au congrès de fondation du NPA! Pour la petite histoire, le chef de la délégation lambertiste qui y est effectivement venue

les militants de l'ex-CRI et de la Tendance révolutionnaire le savent: si nous défendons nos idées envers et contre tout, et si nous sommes peut-être « dogmatiques » aux yeux de certains (c'est-à-dire en fait simplement marxistes, bolcheviks et trotskystes tout à fait « classiques »!), nous respectons scrupuleusement les règles fixées en commun, tant pour les discussions que pour l'action et la construction du NPA en tant que parti pluraliste.

Les différents courants et plus généralement les membres du NPA auraient tort de se croire à l'abri des entorses à la démocratie: en organisant si mal le congrès, en empêchant l'expression des sensibilités et les confrontations politiques, en distribuant les postes au CPN en fonction du degré de soumission ou d'opposition des courants politiques à son orientation, la direction de l'ex-LCR et de l'ex-CAN joue un jeu dangereux qui nuit d'ores et déjà gravement — bien plus que ce que nous pouvions craindre au moment où le processus a été lancé — à la santé du NPA. Il est donc impératif que les courants minoritaires, les comités de base et tous les militants du NPA se saisissent de la question de la démocratie dans le parti, protestent contre les entorses qu'elle a subie avant et pendant le congrès et exigent son respect scrupuleux désormais.

Enfin, au-delà de cette question fondamentale de la démocratie, les courants, sensibilités et individus du NPA qui se réclament de la révolution, du communisme et notamment du trotskysme doivent faire le bilan de leur orientation respective — et notamment de leur choix de ne pas affronter l'orientation de l'ex-LCR —, ouvrir sans attendre la discussion entre eux, se rencontrer, tisser ou renforcer leurs liens pour aller vers une grand Tendance Révolutionnaire

---

est d'ailleurs précisément celui qui a orchestré l'exclusion du PT des fondateurs du Groupe CRI, en les calomniant de façon éhontée dans un Bulletin interne de ce parti (l'ensemble des pièces de ce dossier sont disponibles pour vérification sur simple demande adressée à [groupecri@free.fr](mailto:groupecri@free.fr)).

commune. Le congrès de fondation montre que c'est la seule solution pour affronter politiquement, dans

le cadre des règles communes, la ligne ambiguë et à tendance réformiste qu'impulse et qu'impulsera la

majorité de la direction du NPA jusqu'au prochain congrès.

## ❖ LUTTES DE CLASSE

# Grève générale en Guadeloupe et en Martinique

**Le MEDEF refuse de céder, mais Sarkozy essaie de mettre fin à la grève générale par quelques concessions, car il n'a pas réussi à la briser et il craint son extension en France**

***C'est le moment de se battre pour la grève générale en France !***

***Les travailleurs d'ici soutiennent les grèves générales antillaises, car leurs revendications convergent et leurs principaux ennemis sont les mêmes : le MEDEF et Sarkozy !***

**Comme en Guadeloupe et en Martinique, les directions du mouvement ouvrier en France doivent établir une plate-forme revendicative unifiante, préparer et appeler dans les plus brefs délais à la grève générale, seule solution pour que soient satisfaites les revendications d'ici et des colonies, tout en empêchant la répression**

***En Guadeloupe et Martinique, il appartient aux grévistes de décider des suites de la grève. Mais l'attitude du MEDEF et de Sarkozy prouve que la véritable satisfaction de leurs revendications est impossible sans radicalisation de la lutte : la responsabilité du LKP et du Mouvement du 5 février est d'appeler les travailleurs à occuper les entreprises, à prendre eux-mêmes le contrôle de la production et à constituer partout des comités de grève élisant des délégués mandatés et révocables pour un comité central de grève !***

**Alors que l'État français colonialiste est discrédité, le LKP et le Mouvement du 5 février ont la confiance des masses : ils sont légitimes pour se porter candidats au pouvoir, pour faire des gouvernements au service des travailleurs, appuyés sur la mobilisation, expropriant sans indemnités ni rachat les grandes entreprises, assurant le droit à l'autodétermination !**

Contribution de la Tendence CLAIRE du NPA (2 mars 2009)

***La grève générale de six semaines en Guadeloupe et de quatre semaines en Martinique est une leçon pour tous les travailleurs. Elle repose sur la combativité des travailleurs sous la direction du LKP et du Collectif du 5 février, fronts d'organisations syndicales, politiques et culturelles. La grève générale s'est développée et maintenue grâce à des***

***piquets de grève nombreux et bien organisés, permettant la paralysie totale de l'activité, des marches de grévistes allant convaincre les autres travailleurs et de nombreuses manifestations massives<sup>1</sup>.***

<sup>1</sup> Cf. la première contribution (20 février) sur la grève générale en Guadeloupe de la Tendence CLAIRE, <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

**Le gouvernement et le patronat, l'UMP et le PS s'efforcent par tous les moyens d'en finir avec la grève générale**

Après avoir tenté de privilégier l'arme de la répression contre les travailleurs guadeloupéens les 16 et 17 février, l'État colonial français a dû reculer temporairement face au renforcement de la grève

**générale**, à la multiplication des barrages routiers, à la riposte armée des jeunes, qui menaçait de faire exploser la situation, et à la mort d'un syndicaliste tué par balles dans des conditions encore obscures, dont le gouvernement français porte la responsabilité.

**Sarkozy est intervenu en personne le 18 au soir pour annoncer la reprise des négociations avec le LKP.** Si cela a permis de désamorcer provisoirement le risque d'une explosion généralisée, ce n'est en aucun cas une solution : aujourd'hui encore, le MEDEF refuse toujours de céder quoi que ce soit, tandis que le gouvernement, s'appuyant sur une partie du petit et du moyen patronat, essaie de mettre fin à la grève générale tout en préservant les intérêts des capitalistes. Certes, la proposition d'accord est d'augmenter les salaires de 200 euros pour ceux compris entre 1 et 1,4 fois le SMIC (soit 45 000 — la majorité — des salariés), de 6% pour les salaires compris entre 1,4 et 1,6 fois le SMIC et de 3% pour les salaires supérieurs). Mais, pendant trois ans, les patrons ne paieront qu'une part mineure de ces augmentations (50 euros par salarié) : les collectivités territoriales financeront 50 euros supplémentaires par des cadeaux fiscaux aux patrons et l'État prendra en charge les 100 euros restants par des exonérations de « charges », donc sur le dos de la Sécurité sociale. L'accord en cours en Martinique a un contenu analogue. De plus, en Guadeloupe, le projet d'accord n'est signé que par une minorité de patrons, employant environ 17 000 salariés sur 85 000, car le MEDEF et la CGPME le refusent ! Le LKP a donné son accord de principe, mais les négociations avec le préfet et les patrons se poursuivent : c'est pourquoi il appelle à la poursuite de la grève générale, en exigeant l'extension de l'accord aux autres salariés et en annonçant sa volonté d'aller d'entreprise en entreprise pour imposer aux patrons de signer. En Martinique, le Collectif du 5 février se divise entre ceux qui veulent signer tout de suite et ceux qui veulent continuer la grève ou en tout cas consulter les grévistes...

**Le MEDEF reste ferme car il sait qu'une vraie victoire des travailleurs antillais ouvrirait la voie à une radicalisation de la mobilisation dans les autres colonies et en France même.** Le gouvernement, quant à lui, essaie de briser la grève générale en divisant les grévistes et essaie de donner du grain à moudre au LKP pour qu'il appelle à la reprise du travail des salariés couverts par l'accord, puis secteur par secteur. Le gouvernement espère ainsi préparer l'« opinion publique » à accepter la répression contre les militants du LKP qui veulent aller d'entreprise en entreprise chercher la signature des patrons : le préfet a annoncé le déploiement de gendarmes mobiles pour les empêcher d'entrer dans les entreprises, ce qui annonce des affrontements violents. Cette fermeté du patronat et du gouvernement est fondée sur leur analyse lucide de la situation en France. En effet, les travailleurs se sont puissamment mobilisés le 29 janvier, la grève reconductible des enseignants-chercheurs dure depuis le 2 février et est rejointe par un nombre croissant d'étudiants qui commencent à bloquer les universités, la mobilisation des hospitaliers contre la loi Bachelot promet d'être puissante le 5 mars et la colère des travailleurs monte dans tout le pays, comme en témoignent, selon les sondages eux-mêmes, les 78% de la population de France qui soutiennent la grève antillaise — et même 90% des sympathisants de gauche. En un mot, une véritable défaite du patronat et du gouvernement en Guadeloupe et en Martinique ferait surgir très concrètement le spectre d'une grève générale qui toucherait au cœur le capitalisme français et aurait dès lors, au moment où le monde s'enfonce dans une crise de plus en plus violente, d'énormes conséquences internationales. Mais, s'ils ne trouvent aucun accord avec le LKP et le Collectif du 5 février, ils prennent le risque d'un durcissement de la grève générale, car les travailleurs ne peuvent pas accepter d'avoir fait quatre à six semaines de grève générale pour rien. Or, plus la grève dure, plus le risque de contagion à la France est grand, malgré la politique délibérée des directions

syndicales pour laisser nos frères des Antilles isolés en repoussant la prochaine journée d'action au 19 mars et en ne lui donnant aucune perspective.

**C'est cette situation extrêmement dangereuse pour la bourgeoisie française qui explique la fébrilité et les divisions mêmes du patronat et du gouvernement, mais aussi l'intervention d'une Ségolène Royal exigeant (de façon si peu habituelle !) que le patronat guadeloupéen octroie les 200 euros d'augmentation pour les salaires les plus bas (le président du MEDEF guadeloupéen a failli s'en étrangler de rage, lui demandant de « se casser »).** Le PS, en effet, dirige la « région » Guadeloupe et a donc bien conscience que la poursuite de la grève générale risquerait de mettre en cause son propre pouvoir, identifié à juste titre par les travailleurs et le peuple comme une simple variante « de gauche » de la politique coloniale mise en œuvre depuis toujours par l'État français<sup>1</sup>. De plus, le PS représente ce secteur de la bourgeoisie qui, pour éviter la grève générale en France et sauver le capitalisme, demande à Sarkozy d'appliquer son prétendu « plan de relance » en faisant un peu plus de concessions aux travailleurs et un peu moins aux banques. Son soutien aux revendications salariales des travailleurs les plus pauvres ne relève donc que d'une divergence tactique avec Sarkozy.

**La résistance du patronat et de l'État colonial à six semaines de grève générale montre que les travailleurs ne peuvent remporter une véritable victoire qu'en radicalisant la grève et en commençant à poser la question du pouvoir**

<sup>1</sup> Cf. le portrait au vitriol de Victorien Lurel, membre du secrétariat national du PS, président de la « région » Guadeloupe, valet du patronat et de l'État colonial, dressé par P. E. Rouyard dans un article publié sur le site de l'UGTG, « De quoi Lurel est-il le nom ? », [http://ugtg.org/article\\_758.html](http://ugtg.org/article_758.html)

**L'intervention du PS montre donc bien, à sa façon, que c'est bien la question du pouvoir qui commence à se poser en Guadeloupe et en Martinique.** En effet, le mépris dont a fait preuve Sarkozy depuis le début de la grève générale, son refus de satisfaire les revendications et le début de la répression policière ont achevé de discréditer l'État français. La légitimité de l'État colonial, ouvert au service des patrons et des « békés », est déjà contestée depuis longtemps par une partie importante des travailleurs et du peuple, comme le prouve depuis des années le succès de l'UGTG, syndicat indépendantiste, et des organisations autonomistes ; mais il était parvenu à entretenir jusqu'à présent l'illusion d'un lien entre sa présence et les acquis sociaux dont bénéficiaient les travailleurs des colonies — alors que ces acquis ont en réalité été imposés à la bourgeoisie et à son État par la lutte de classe en France et dans les colonies, notamment de l'après-Deuxième Guerre mondiale — les travailleurs des colonies y ayant sans doute perdu le plus de sang. **Or, en démantelant les acquis sociaux depuis des années, en laissant se développer un chômage et une misère considérables dans les colonies, en refusant aujourd'hui de satisfaire des revendications élémentaires, l'État français achève de se discréditer totalement et de déchirer le voile « républicain » qui masquait sa tutelle coloniale.**

De plus, si les dirigeants réformistes du LKP et du Collectif du 5 février ont conçu la grève générale comme une grève essentiellement économique, centrée avant tout sur les revendications immédiates, la profondeur, la durée et la dynamique de la grève tendent à déborder ce cadre trop étroit. En particulier, les grévistes sont obligés, pour limiter les privations des masses et ne pas perdre leur soutien, de décider au cas par cas la production et la distribution de certains biens et services, notamment de l'essence, du gaz, de l'électricité... **C'est donc la logique de la production et de la distribution contrôlées**

**par les travailleurs eux-mêmes qui est en train de se faire jour spontanément.** De même, **les marches grévistes et les piquets de grève organisés d'une main de fer par les dirigeants et cadres du LKP et du Collectif du 5 février incluent par eux-mêmes une logique d'auto-organisation,** même si les dirigeants font tout pour éviter le débordement du cadre qu'ils ont fixé.

**En effet, les principaux dirigeants du LKP et du Collectif du 5 février sont combattifs, mais non moins réformistes<sup>1</sup>.**

<sup>1</sup> Le soutien à une lutte et même à ses dirigeants quand ils ont victimes du mépris ou de la répression des patrons et du gouvernement ne doit nullement empêcher la critique de leur orientation. En l'occurrence, la plate-forme revendicative du LKP, qui regroupe presque tous les syndicats, des partis politiques réformistes (comme le PCG) et d'« extrême gauche » (notamment Combat ouvrier, lié à LO), mais aussi bourgeois (comme Les Verts), ainsi que des associations culturelles, contient une longue liste de revendications élémentaires très justes, notamment sur les salaires, l'embauche des contractuels, les transports, les conditions de vie, le droit à la formation, le droit syndical, la défense des identités culturelles, etc., mais aussi un grand nombre de revendications très contestables, car typiquement réformistes, qui constituent une impasse dramatique pour les travailleurs et le peuple guadeloupéens. Par exemple, le LKP justifie ainsi la revendication de hausse des salaires non par les besoins vitaux des salariés, mais par une prétendue nécessité de relancer « la demande ». Il se prononce pour la « participation des représentants des salariés dans les instances dirigeantes de l'entreprise avec voix délibératives », c'est-à-dire pour l'association des syndicats à la mise en œuvre des stratégies patronales. Il ne se prononce pas pour l'interdiction ou même pour empêcher les licenciements et les fermetures d'usines, mais pour un « plan social » en cas de licenciements, avec « reclassement et formation obligatoire ». Il ne se prononce pas contre les aides publiques aux entreprises privées, mais seulement pour leur « remboursement (...) en cas de licenciement économique ». Il ne se prononce pas contre le travail du dimanche ou même seulement contre son extension, mais pour l'« obligation d'un Accord de Branche ou d'Entreprise avant toute autorisation de travail le dimanche ». Alors que la lutte contre les

**C'est pourquoi ils cherchent une « sortie de crise » a minima.** Les travailleurs et le peuple de Guadeloupe et de Martinique accepteront-ils de mettre fin à une puissante grève générale de quatre à six semaines pour un résultat aussi maigre ? C'est à eux de le décider, mais rien n'est moins sûr, comme l'ont montré les 17-18/02 les premiers débordements par les jeunes et certains grévistes du cadre fixé par le LKP, les émeutes en Martinique le 26/02 ou les 30 000 manifestants qui, réunis le 1<sup>er</sup> mars à Pointe-à-Pitre pour entendre les dirigeants du LKP, ont exercé une pression telle que ceux-ci n'ont pas

« masters d'enseignement » se développe en France, le LKP demande un « moratoire de 4 ans en ce qui concerne la réforme du recrutement des enseignants, le temps de permettre la mise en place par l'U.A.G. [Université des Antilles-Guyane] des masters de professionnalisation et les sorties des premières promotions ». Il se prononce unilatéralement pour l'« exonération de la taxe foncière au profit des exploitants agricoles sur l'ensemble du territoire », sans distinguer entre les gros et les petits paysans. Il ne se prononce pas pour l'expropriation sans indemnités ni rachat des grandes entreprises, mais ne revendique presque rien au sujet de celles-ci et se prononce pour le « rachat par les Collectivités du patrimoine foncier de Kalenda en vue de la création d'une unité hôtelière de luxe et du reclassement des salariés licenciés d'Anchorage et Kalenda » — alors que ces entreprises se sont enrichies par le pillage et la surexploitation et ont en outre licencié massivement ! Enfin, il ne dit rien contre l'État français et ne se prononce pas pour le droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen, alors même que l'UGTG, syndicat indépendantiste, est la force hégémonique du LKP, dont le porte-parole, Élie Domota, est son secrétaire général. Mais, au-delà de compromis imposés par le cadre d'un front, l'UGTG elle-même, malgré son orientation anticolonialiste et par là progressiste, est une organisation réformiste. C'est ce que prouve son soutien à l'UNSA-Police, dont elle publie sur son propre site un communiqué qui, sous prétexte de protester contre les faveurs dont bénéficient, de la part des chefs de la police en Guadeloupe, les migrants clandestins riches, se livre à un vibrant hommage... aux « fonctionnaires de la Police aux Frontières » dont l'« action contre l'immigration clandestine est sans exclusive, parce qu'ils sont des professionnels respectueux des lois de la République » ([http://ugtg.org/article\\_759.html](http://ugtg.org/article_759.html))

pu annoncer leur signature de l'accord sans garanties du préfet. De plus, l'appel à la grève générale sur l'île de la Réunion pour le 5 mars, qui sera massivement suivie, ouvre la possibilité d'une reconduction qui pourrait suivre la voie antillaise, débordant le cadre sans perspective fixé par les dirigeants du front réunionnais. Et, en France même, les travailleurs sont de plus en plus nombreux à vouloir leur emboîter le pas...

**En Guadeloupe et en Martinique, la preuve est faite désormais que la véritable satisfaction des revendications est impossible sans radicalisation.** En effet, le refus de céder du MEDEF et du gouvernement montre mieux que de longs discours l'impasse du réformisme : même une grève générale de six semaines ne suffit pas pour imposer la satisfaction des revendications les plus élémentaires ! Il appartiendra aux travailleurs de décider la poursuite ou non de la grève si le LKP et le Collectif du 5 février appellent à la reprise du travail. Mais il est clair que la seule façon de gagner vraiment est d'aller plus loin, de radicaliser la grève générale et l'auto-organisation. C'est pourquoi il faut, en s'appuyant sur la puissance même de la grève générale, proposer aux travailleurs de continuer, mais sur la base d'un nouveau plan de lutte, avec de nouvelles méthodes et en exigeant des directions du LKP et du Collectif du 5 février qu'elles les reprennent et les mettent en œuvre :

• **Pour la mise en place d'Assemblées générales dans toutes les entreprises en grève, élire des comités de grève et les fédérer à tous les niveaux**, par des délégués mandatés et révocables (syndiqués ou non par ailleurs), jusqu'à un **Comité central de grève** réalisant la démocratie ouvrière combattante. C'est la condition pour que les grévistes puissent contrôler leur propre grève, décider eux-mêmes ce qu'ils sont prêts à accepter de la part de l'État et du patronat et notamment comment ils vont poursuivre leur mouvement, qui ne doit de toute

façon pas s'arrêter car la plupart des revendications ne seront évidemment pas satisfaites par le patronat et Sarkozy.

• **Pour que les AG et les comités décident d'occuper les entreprises et de les faire fonctionner eux-mêmes pour satisfaire les besoins de la population**, en décidant ce qui doit être produit et distribué et comment cela doit l'être. C'est la condition pour empêcher le pourrissement de la grève générale, garder le soutien de la population et développer le sens ultime, révolutionnaire, de l'auto-organisation.

• **Pour combattre de façon centrale pour le retrait de toutes les forces de répression de l'État français**, dont la présence même est une menace pour toute poursuite du mouvement. **Pour leur faire face, les travailleurs et le peuple en lutte ne peuvent compter que sur eux-mêmes et doivent donc développer les moyens de leur autodéfense** : c'est la seule solution pour imposer collectivement un rapport de forces dissuasif aux forces de répression, pour éviter le piège d'initiatives isolées et pour limiter les effets incontrôlables de la profusion des armes de contrebande, innombrables dans les Antilles.

**Il n'y a pas d'autre solution pour que la grève générale se poursuive et se revigore, en débordant le cadre du réformisme et en évitant le piège de la division tendu par le gouvernement.** C'est ce que les révolutionnaires doivent expliquer aux travailleurs, en toute indépendance à l'égard des dirigeants réformistes qui veulent mettre fin à la grève alors que les revendications ne sont pas satisfaites. C'est ce que devraient dire clairement, en particulier, les dirigeants de Combat ouvrier, groupe lié à LO et qui joue un rôle dirigeant dans la CGTG, ceux du CERCASOL et du GRS (liés au NPA) et ceux de Travayé é Péyizan et de l'Alliance ouvrière et paysanne (liés au POI et occupant des postes importants dans plu-

sieurs syndicats, dont FO et l'UGTG). En même temps, la situation montre elle-même clairement qu'une grève générale ne suffit pas, mais se heurte à la question centrale du pouvoir politique. Face à l'État colonial français et à ses valets de l'UMP et du PS, qui ont toujours servi les « Békés » et tous les gros patrons des Antilles, il n'y aura en dernière analyse pas d'autre solution que la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. À ce stade, les travailleurs antillais ne formulent pas encore consciemment cet objectif, mais ils vomissent depuis longtemps le pouvoir colonial, l'UMP et le PS et font confiance au LKP en Guadeloupe et au Collectif du 5 février en Martinique. C'est pourquoi il est légitime d'exiger des dirigeants ouvriers de ces fronts qu'ils **se déclarent candidats au pouvoir et se battent pour constituer un gouvernement provisoire alternatif à celui, discrédité, de l'État français, de ses forces de répression, de ses préfets, de ses conseils régionaux et généraux et de tous ses représentants.**

Cela provoquerait évidemment la rupture avec les partis ouvertement bourgeois qui participent à ces fronts, mais qui sont marginaux. Mais la majorité des travailleurs et du peuple appuieraient un tel gouvernement pour la satisfaction de leurs revendications sociales et démocratiques. **Ce gouvernement aurait à exproprier sans indemnités ni rachat les grandes entreprises et les grandes fortunes des Békés, à centraliser la planification de la production et de la distribution contrôlées par les travailleurs eux-mêmes.** Pour mobiliser toutes les catégories de travailleurs (ouvriers et employés du privé et du public, mais aussi petits paysans, commerçants et artisans, étudiants...) et pour assurer le droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen opprimé depuis des siècles par l'État français colonial, **un tel gouvernement aurait à convoquer une Assemblée constituante des travailleurs et du peuple opprimé**, qui décideraient ainsi librement du statut



du pays, de ses structures, de ses lois, et notamment de la redéfinition radicale, sur une base égalitaire, de ses liens avec la France. Il établirait librement les relations qu'il jugerait utiles avec les pays voisins, notamment Cuba et les autres îles des Caraïbes, le Venezuela et les pays d'Amérique centrale. Enfin, un tel gouvernement devrait s'adresser aux travailleurs et aux peuples des autres colonies et aux travailleurs de France même pour les appeler à le soutenir et engager la même lutte contre l'État français.

## **Pour soutenir la lutte des travailleurs des Antilles et pour nos propres revendications, combattons pour l'extension de la grève générale en France**

**Mais il ne s'agit évidemment pas d'attendre ou de rester spectateurs : c'est tout de suite que** nous, les travailleurs de France, devons nous montrer solidaires avec les travailleurs et les peuples de Guadeloupe et de Martinique. Ce ne doit pas être une soli-

darité abstraite, mais la meilleure aide concrète que nous puissions leur apporter immédiatement, c'est de combattre pour l'extension de la grève générale en France. Car c'est la seule solution pour créer un rapport de forces obligeant le patronat et Sarkozy à renoncer à la répression dans les colonies et à céder sur les revendications là bas comme ici. (...) [Suivent les propositions de la Tendance CLAIRE reprises et développées ci-dessus.]

□ **Tendance CLAIRE du NPA, 2 mars 2009**

---

## **La grève des universités montre la voie à tous les salariés ! Pour sa victoire, il faut combattre pour son extension aux étudiants, à toute l'Éducation et aux autres salariés**

*Les contre-réformes qui se multiplient depuis plusieurs années dans l'Éducation nationale en général, l'enseignement supérieur et la recherche publics en particulier, ont toutes pour point commun d'ériger en dogmes absolus les principes de la rentabilité et de la compétitivité. Elles ont pour conséquence de mettre en concurrence les établissements entre eux et les individus entre eux. Il s'agit de mettre fin au caractère public de l'enseignement et de la recherche, pour les soumettre aux intérêts du patronat et au joug de la*

*prétendue « utilité » économique. Parce que ces attaques, d'une ampleur sans précédent, forment un tout et provoquent une violente remise en cause à l'échelle de l'Éducation nationale et de la recherche publique tout entières, il est essentiel que la lutte engagée pour les mettre à bas se généralise et se radicalise : seule une riposte globale et résolue sera à même de faire reculer le gouvernement. Cette convergence sera certes difficile, à cause des défaites subies par les enseignants du primaire et du secondaire en lutte*

*ces dernières années, et au vu de la lassitude engendrée par les journées d'action dispersées et sans lendemain. Mais elle est cruciale et pourra constituer un levier décisif pour entraîner dans son sillage un combat d'ensemble, véritablement inter-professionnel, contre la casse de la Fonction publique par l'application de la RGPP (révision générale des politiques publiques), contre les licenciements et contre la précarité généralisée dans le public comme dans le privé.*

## **Cascade d'attaques contre l'université, la recherche et l'enseignement**

### **Individualisation et compétition exacerbée : la réforme du statut des enseignants-chercheurs**

Transformer les présidents d'université en patrons tout-puissants, faire le tri parmi les 57 000 enseignants-chercheurs pour déterminer, selon des critères arbitraires, ceux qui sont dignes de le rester et ceux à qui on enlèvera le statut de chercheurs, doubler leur temps de travail : telles sont les principales mesures incluses dans le projet de décret réformant le statut des enseignants-chercheurs (EC). Ceux-ci doivent effectuer, depuis

le décret de 1984, un service d'enseignement annuel de 192 heures équivalent TD<sup>1</sup>. Le nouveau décret prévoit de « moduler les services » des enseignants en fonction de l'évaluation dont ils devraient faire l'objet, sur décision du président d'université et du conseil d'administration. Ce décret n'est rien d'autre que l'application directe de la LRU (Loi « Liberté et responsabilités des universités », dite « loi Pécresse », votée en août 2007), en son article 19. Il entend faire passer à 384 heures le

temps d'enseignement d'une partie des EC. La logique d'économie est évidente : au moment même où ces enseignants verront leur temps de travail multiplié par deux sans aucune compensation salariale, 1 030 postes sont supprimés au budget 2009.

### **Dévaluation de la formation des futurs enseignants : la réforme des concours d'enseignement**

Le projet de réforme du concours de recrutement des professeurs des écoles (PE) et du CAPES (pour le second degré) est présenté par ses

---

<sup>1</sup> Une heure de cours dit « magistral » équivaut à 1h 30 de cours en « travaux dirigés » (TD).

maîtres d'œuvre et ses défenseurs comme une façon d'élever le niveau de recrutement des enseignants. C'est un mensonge. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'accroître la durée des études des futurs enseignants, mais d'augmenter la durée de leurs études non rémunérées. Jusqu'à présent en effet, la plupart des enseignants étaient recrutés après trois années de licence (L1, L2, L3), une année de préparation au concours puis une année de stage rémunérée avec le statut de fonctionnaire-stagiaire. La réforme supprime purement et simplement cette année de stage : après une licence et une première année de master (M1), les épreuves d'admissibilité auraient lieu en janvier de l'année suivante, auxquelles succéderaient quelques semaines de stage (non rémunéré) au cours du deuxième semestre et les épreuves d'admission en juin. La formation des futurs enseignants ne serait donc pas allongée, elle se déroulerait toujours sur cinq ans. Mais une année d'étude supplémentaire non rémunérée, dans les conditions actuelles de l'aide sociale et sans la garantie de réussir le concours à la fin, peut représenter un obstacle insurmontable. Cette réforme va donc clairement accentuer la sélection sociale en faveur des étudiants issus des milieux aisés et montre bien la logique de casse sociale qu'est en train de mettre en place le gouvernement. Et la suppression de l'année de stage ferait économiser 15 000 postes par an !

Il n'est donc nullement question d'accroître le niveau de formation des futurs enseignants, tout au contraire : non seulement ce niveau est fixé au L3 (3<sup>e</sup> année de licence) — donc absolument pas à « bac +5 » —, mais encore les épreuves d'admission seraient déconnectées des disciplines enseignées ; elles ne porteraient que sur la didactique et la « connaissance du système éducatif ». C'est tout simplement l'enseignement de disciplines qui est ici remis en cause.

Cette réforme des concours est de surcroît un tremplin certain pour accroître de manière considérable la précarité dans l'enseignement public. En effet, tous les étudiants qui seront reçus à leur master « enseignement » mais pas au concours seront employés comme sur contrats précaires, hors statut de fonctionnaires titulaires. Dès lors, une menace pèse sur l'existence même des concours de recrutement : à l'avenir, prenant appui sur cet état de fait, les gouvernements auront beau

jeu de dire que les enseignants peuvent parfaitement être recrutés avec leur seul master, puisque la situation existera déjà.

### **Accentuer la précarité des jeunes chercheurs : le « contrat doctoral unique »**

Le « contrat doctoral unique » est destiné à remplacer les allocations de recherche et les monitorats (charges de cours) effectués par les chercheurs en cours de thèse. Cela reviendrait à faire de ces doctorants des employés du président d'université et non plus des salariés de la fonction publique ayant l'État pour employeur. Il ne s'agirait pas en outre d'un contrat de trois ans — la réforme licence-master-doctorat (LMD) impose désormais que les thèses soient achevées en trois ans, sauf dérogations de plus en plus difficiles à obtenir —, mais d'un contrat d'un an reconductible deux fois : donc de façon non automatique, et après une période d'essai de six mois ! Il est clair que les doctorants pourront ainsi servir de variables d'ajustement, corvéables à merci et que le président d'université pourra licencier à tout moment.

Une fois de plus, il s'agit d'instaurer une relation de subordination des enseignants-chercheurs au président d'université, ouvrir la voie à toutes les formes d'arbitraire et de clientélisme et institutionnaliser la précarité dans l'enseignement et la recherche.

### **Individualisation et compétition généralisées : tous les personnels sont concernés**

La soi-disant « autonomie » brise dans les faits l'indépendance des enseignants et des chercheurs, en les soumettant à des pressions et des contraintes dont les exigences sont sans rapport avec leur discipline et leurs domaines de recherche, mais ont tout à voir avec les intérêts capitalistes du patronat.

Plus largement, cette réforme soumet les traitements, les primes, l'évolution des carrières au bon vouloir des présidents d'université. Elle ne peut qu'engendrer atomisation, concurrence entre individus et concurrence entre établissements. Les personnels — administratifs, techni-

ciens, ingénieurs, ouvriers de service et personnels de santé — sont tout particulièrement concernés, dans la mesure où ils sont et seront de plus en plus soumis à des contrats d'objectifs basés sur la culture de la performance et du résultat — qu'un décret de 2002 signé par Jospin avait déjà entériné, en instaurant l'évaluation des personnels. Leur carrière et leur salaire seront déterminés en fonction de leur « manière de servir », c'est-à-dire à ne pas douter de leur capacité à se conformer à la volonté de leurs supérieurs, selon des critères de rentabilité, comme le montre déjà la « prime liée aux fonctions et aux résultats ».

Ce sont leurs statuts et leurs postes qui sont par là même menacés, avec l'« externalisation » — c'est-à-dire en fait la privatisation — de services entiers, et la casse généralisée de la Fonction publique avec l'application de la RGPP et la mobilité forcée qu'elle implique. Les vingt universités d'ores et déjà passées à l'autonomie ont ainsi procédé à des « redéploiements » de postes, en fait à des suppressions et des transferts sur de nouvelles fonctions — comme la gestion écrasante des frais de fonctionnement et de paiement des salaires.

### **L'aide sociale lourdement menacée**

Le principe de l'aide sociale permettait aux étudiants de bénéficier, sur des critères sociaux, de bourses de l'État ou de logements. Cet acquis fondamental qui aidait l'ouverture aux études aux milieux les plus populaires est remis en question chaque année un peu plus. Cette année déjà, les critères d'attribution ont été modifiés et de nombreux étudiants ont perdu leur bourse ou l'ont vu diminuer. Il y a déjà bien longtemps que les montants des bourses ne suffisent pas à financer ses études. Cette nouvelle attaque montre clairement une volonté d'accroître la sélection sociale. En outre, le rapport Lambert prône la délocalisation des CROUS : les critères d'attribution des bourses et leurs montants seraient fixés par les régions et non plus nationalement. Il est donc capital de mettre en avant des revendications concernant l'aide sociale, en particulier celle de l'augmentation des bourses sur critères sociaux à hauteur des besoins et sans préférence nationale.

## La LRU à la racine des contre-réformes

La loi votée en août 2007, en catimini, au cœur des vacances d'été, avait suscité l'an passé une mobilisation de grande ampleur chez les étudiants et une partie des personnels des universités. C'est de son application directe qu'il est question désormais avec les contre-réformes incriminées.

- Elle ouvre la voie au clientélisme, au favoritisme et à l'arbitraire. Elle consacre en effet les pleins pouvoirs des présidents d'université en leur accordant un véritable droit de veto (« avis défavorable motivé ») pour toute affectation de personnel. Elle inaugure, pour tout recrutement d'enseignants-chercheurs, des « comités de sélection » *ad hoc* ; ils remplacent les commissions de spécialistes composées d'enseignants de la discipline concernées et élus par leurs pairs, au profit de membres nommés par le conseil d'administration et n'enseignant pas nécessairement la discipline.

- Elle instaure privatisation et précarisation. Elle offre de fait aux présidents d'université la possibilité de recourir à des financements privés, dans le cadre de « fondations partenariales ». Elle ouvre donc la porte à la multiplication de contrats de droit privé, institutionnalisant ainsi la casse

du statut de fonctionnaire. L'autonomie budgétaire des universités les conduit à gérer leur « masse salariale », donc les salaires et les primes de l'ensemble de leur personnel. Leurs budgets étant eux-mêmes catastrophiquement insuffisants, les établissements devront, pour survivre, avoir recours à trois solutions : financements privés, augmentation des frais d'inscription, emploi de vacataires et de contractuels sous-payés au lieu de personnel statutaire.

- Elle redéfinit les « missions » des enseignants-chercheurs, au profit de l'insertion professionnelle des étudiants. Elle entend par là transformer en managers et faire dépendre toujours davantage les enseignements dispensés à l'université des besoins des entreprises, ce qui revient à préférer les « compétences » aux savoirs.

## Les coups pleuvent sur l'Éducation nationale dans son ensemble

Au-delà de l'enseignement supérieur et de la recherche, c'est tout le secteur de l'enseignement public qui

est directement ciblé par les attaques gouvernementales visant à réaliser un maximum d'économies budgétaires et, à terme, à en finir avec le statut de fonctionnaire. En maternelle, il s'agirait de supprimer 6 000 postes alors même que les écoles ont à accueillir les enfants du nouveau « baby boom » que la France est en train de connaître. Il est aussi question de transformer les écoles maternelles en « jardins d'éveil » pour les enfants de deux-trois ans, ce qui revient à ne plus y recruter de professeurs des écoles. À cela s'ajoute la suppression de 1 500 postes de maîtres spécialisés dans les RASED (réseaux d'aide aux enfants en difficulté), la suppression de deux heures de classe par semaine dans l'enseignement primaire... Il est aussi question de mettre en concurrence les établissements d'enseignement primaire avec la publication des résultats des évaluations en CE1 et CM2. Dans l'enseignement secondaire, le nombre de suppressions de postes ne fait là aussi que croître : 8 500 en 2007, 11 200 en 2008, 13 500 en 2009. La réforme Darcos de casse du lycée public n'est que reportée. Quant aux lycées professionnels, ils sont durement touchés avec la suppression des BEP. Face à ces attaques, c'est une riposte d'ensemble qu'il faut mettre en œuvre.

## Une mobilisation inédite dans l'enseignement supérieur

### Montée en puissance de la résistance et auto-organisation

Comme dans la plupart des secteurs de la Fonction publique, la mobilisation du 29 janvier a été puissante dans l'enseignement et les enseignants-chercheurs y ont été très nombreux. Leur mobilisation n'a cessé ensuite d'aller crescendo, dans la grève et dans la rue, jusqu'aux 100 000 manifestants du mardi 10 février — 50 000 à Paris, 8 000 à Lyon, 6 000 à Toulouse, 4 000 à Marseille et à Montpellier, 3 000 à Rennes et à Strasbourg — et 55 000 le jeudi 19 alors même que deux zones sur trois étaient en vacances... À l'heure où est écrit cet article (3 mars), 70 universités sont mobilisées. Des assemblées géné-

rales de plus de 500 personnes se tiennent régulièrement (à Angers, Arras, Brest, Caen, Dijon, Le Mans, Lille, Limoges, Lyon I et II, Metz, Nantes, Paris V, VIII et XI, Reims, Rouen, Saint-Etienne, Versailles-Saint-Quentin...), des AG de 1 000 et plus à Aix-Marseille I, Bordeaux-III et IV, Montpellier III, Paris I, IV et X, Pau, Perpignan, Poitiers, Rennes II, Strasbourg, Toulouse II et III...

La grève en effet est l'arme décisive utilisée par les enseignants en lutte, rejoints par les étudiants, pour se battre de façon efficace. Alors que les directions syndicales — SNESUP-FSU en tête — n'y appelaient nullement, elles ont été débordées par l'initiative lancée par des enseignants-chercheurs du collectif « Sauvons l'université » (SLU), appelant à ce que « l'Université s'arrête », à partir du

2 février, si les décrets portant sur le statut des EC et les concours de l'enseignement n'étaient pas retirés. Ce sont eux également qui ont lancé l'initiative d'une coordination nationale, permettant la structuration de la lutte à l'échelle nationale. Cette forme exemplaire d'auto-organisation est un héritage direct des luttes étudiantes menées ces dernières années. La coordination a appelé à la « grève totale, illimitée et reconductible » tant que ces revendications ne seront pas satisfaites.

Toutefois, il faut souligner le contraste entre la radicalité de ce mot d'ordre et le flou de son application sur le terrain — grève « de temps en temps » ou lors des seules journées d'action nationale, prétendue « grève » mais poursuite des cours ; seuls quelques départements sont en

grève véritable, reconduite d'AG en AG... Car les universitaires ne sont pas des prolétaires. La lutte de classe et l'une de ses armes essentielles, la grève, leur sont étrangères. Leur profession les pousse à l'individualisme ; ils méconnaissent donc dans la très grande majorité les luttes collectives. Leur position sociale et culturelle en fait des catégories intermédiaires et parfois les relais de l'idéologie bourgeoise. La grève totale, seuls les personnels non-enseignants et les étudiants — qui ont prouvé par le passé leur puissante capacité à combattre —, peuvent la mettre en œuvre.

Défaits l'an dernier suite à leur lutte contre la LRU, les étudiants n'auraient pu cette année partir les premiers. Dans un premier temps, les étudiants se sont mobilisés à la suite des enseignants. Ils sont entrés dans le mouvement en organisant leurs propres assemblées générales et/ou se réunissant avec les enseignants et autres personnels. La première coordination nationale étudiante s'est tenue à Rennes les 14 et 15 février, réunissant les délégués mandatés par les assemblées générales de 65 universités. Elle a à juste titre centré le combat sur la LRU, expliquant que « *la LRU est le cheval de bataille commun aux étudiants enseignants et personnels. C'est derrière le mot d'ordre de l'abrogation de la LRU que le mouvement pourra s'unifier.* » C'est là en effet un aspect décisif, qui dessine clairement une ligne de démarcation avec les directions syndicales.

### **Les directions syndicales tentent de freiner et canaliser la lutte**

À cent lieues des revendications mises en avant par les enseignants et les étudiants mobilisés, l'UNEF se contente de supplier le gouvernement de « changer de politique en matière d'enseignement » en renonçant aux suppressions de postes et d'« investir pour lutter contre la précarité étudiante ». Si elle a été contrainte, sous la pression de la mobilisation, de demander le retrait du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs, elle ne demande pas celui de la réforme des concours d'enseignement, se bornant à implorer le gouvernement d'« apporter de toute urgence des garanties » à son sujet. Elle n'évoque pas la LRU, et pour cause : rappelons que l'UNEF avait négocié la loi avec Pécresse en

2007, puis avait trahi ouvertement le mouvement en allant quémander des miettes à la ministre et en brisant la grève des étudiants.

La FSU ne parle pas davantage de la LRU et adopte une position très en retrait de la mobilisation en cours. En effet, elle ne demande pas officiellement le retrait de la réforme des concours d'enseignement. La direction du SNES, son syndicat de l'enseignement secondaire, n'est en fait tout simplement pas défavorable à la réforme et voudrait seulement plus de temps pour la mettre en œuvre. Elle demande donc son report au gouvernement — en 2010 pour les nouveaux masters et en 2011 pour les nouveaux concours —, tout en réclamant l'« ouverture immédiate de discussions sérieuses sur la formation des maîtres, les cursus universitaires et l'entrée dans le métier ». Quant au SNESUP, il entretient l'ambiguïté sur les revendications. Certes, débordé par la coordination nationale, il est parfois contraint de faire figurer parmi ses mots d'ordre le retrait de la mastérisation des concours. Mais ses positions varient d'un communiqué à l'autre : à la place du retrait pur et simple du décret, il est aussi question de « maintien dans la forme actuelle des concours des PE et du CAPES en 2010 » ou de « retrait des lourdes modifications » des concours — ce qui ne signifie pas le retrait du décret mais son éventuel aménagement — et « l'ouverture d'un vaste débat public » sur le sujet. Pour exemple, dans sa *Lettre Flash* du 18 février, le SNESUP ne demande plus que la « mise hors circuit du texte de décret statutaire » et le « maintien des concours PE et CAPES dans leur format actuel en 2010, [l']ouverture d'un grand débat sur la formation des enseignants, [l']organisation de dispositions transitoires pour les étudiants en vue de la reconnaissance du master pour exercer les métiers d'enseignants et des IUFM ».

Quant aux modes d'action proposés, ils sont, comme à l'accoutumée, dispersés et dilatoires, destinés à toute force à éviter la généralisation de la grève. L'UNEF n'appelle tout simplement pas à la grève. Les syndicats de l'éducation (FERC-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN, UNSA-Éducation, SUD Éducation), dans un communiqué du 12 février, s'en remettent à la journée d'action du 19 mars, tout en appelant sans plus de précision à « poursuivre les actions engagées » —

là aussi, pour éviter de parler de grève. Au sein de la FSU, ni le SNES, ni le SNASUB n'appellent à la grève : le SNASUB se contente de lancer une pétition pour les BIATOS proclamant « rendons-nous visibles » et se borne à inviter les agents à se rendre en AG sans jamais lancer le mot d'ordre de grève. Quant au SNESUP, il est là encore contraint et forcé par la puissance de la mobilisation à affirmer qu'il faut « renforcer le mouvement de grève » : mais il ne s'agit nullement d'une « grève totale, illimitée et reproductible » comme le demande la coordination nationale ; tout au plus est-il question de « réussir » les journées d'action car, comme il le proclame, « l'attitude du SNESUP est responsable »... En ce début du mois de mars, le SNESUP se cantonne à appeler à des « grèves administratives », et seulement les 5 et 11 mars.

### **Avec l'appui des directions syndicales et des présidents d'université, le gouvernement tente de diviser et briser la mobilisation**

À l'heure actuelle, le gouvernement ne semble pas prêt à céder sur les revendications essentielles. Darcos comme Pécresse ont dit et redit qu'ils ne retireraient pas leurs décrets (statut des enseignants-chercheurs et réforme des concours). La stratégie du gouvernement consiste à dissocier les deux revendications et à ouvrir une brèche dans laquelle s'engouffrent et/ou s'engouffreront directions syndicales et présidents d'université.

La brèche existe sur le statut des EC. Pécresse a d'abord tenté de faire passer, avec l'appui de certains présidents de sections du CNU (des juristes en particulier), une nouvelle mouture du décret. Elle ne modifiait pas l'essentiel de la réforme — maintien de l'évaluation au niveau local sous l'autorité des présidents d'université, maintien de la modulation des services et donc de l'accroissement des charges d'enseignement pour les EC sanctionnés. Elle entendait seulement la saupoudrer de mesurées en pensant pertinent de préciser qu'« un temps significatif pour les activités de recherche » serait garanti à tous — sans aucune précision en termes de volume horaire — et que la modulation des services s'effectuerait sous le contrôle du CNU. Dans son commu-

niqué du 15 janvier, la ministre rappelait que les « missions » des enseignants-chercheurs ne consistaient plus seulement dans l'enseignement et la recherche : « La ministre a insisté sur le fait que les obligations d'enseignement pourront être inférieurs si l'activité de recherche est d'une très grande qualité ou si l'engagement professionnel se traduit dans d'autres missions. » Il est certain que de bons et loyaux services rendus au patronat local gratifieraient les universitaires de quelques primes et d'allègement de services d'enseignement. L'irruption de la médiatrice Claire Bazie-Malaurie — signe d'un certain désarroi au sein du gouvernement face à une mobilisation à laquelle il ne s'attendait pas — puis l'intervention de Sarkozy le 13 février allaient dans le même sens : lâcher un peu de lest sur le statut des EC sans retirer le décret. C'était aussi l'enjeu du projet soumis par le député UMP et doyen de la faculté de Boulogne-sur-Mer Daniel Fasquelle : réaménager le décret. Fasquelle a donc proposé que l'évaluation des EC ait lieu tous les six ans et non tous les quatre ans, que les promotions se fassent en partie au niveau national par le CNU (entre 25 et 50 %) et en partie au niveau local par les présidents d'université (de 50 à 75 %), en enrobant le tout des proclamations usuelles sur la liberté des universitaires (la modulation des services devant être « l'expression de la liberté et non une sanction »).

Peut-on dire que le gouvernement a reculé sur le décret réformant le statut des enseignants-chercheurs ? Certainement pas de manière décisive. La modulation des services — donc l'augmentation du temps de travail — reste d'actualité : les 192 heures annuelles ne sont qu'une « référence » et non un plafond. Le prétendu « accord de l'intéressé » posé comme préalable à la modulation masque les fortes pressions qui s'exerceront sur les enseignants, d'autant que la modulation est rattachée à un « projet collectif » : les enseignants devront donc se soumettre

au bon vouloir des équipes ainsi mises en place. Le principe de l'évaluation — donc de la mise en concurrence selon des critères de rentabilité — est maintenu, simplement déporté pour partie du niveau local au niveau national. De surcroît, jamais le CNU, avec ses faibles moyens et effectifs, ne sera à même de prendre en considération les travaux de quelque 56 000 enseignants-chercheurs. La « notation » se fera donc par la voie « bibliométrique », additionnant les publications et leur assignant une sorte de coefficient en fonction du support desdites publications, selon des critères eux-mêmes très contestés : c'est là une technique purement comptable et managériale, qui conduit à la course effrénée à la productivité. Enfin, la gestion locale des carrières et des promotions — c'est-à-dire l'arbitraire et le clientélisme — demeure telle quelle.

Quant à la réforme des concours d'enseignement, il n'est pas question pour Darcos d'y toucher, tandis que Pécresse a osé affirmer « la masterisation, tout le monde est pour » ! Tenir bon sur cette question est crucial pour le gouvernement à bien des égards. D'une part, un recul du ministre viendrait s'ajouter à celui qu'il a dû commettre face à la mobilisation déterminée des lycéens en reportant la réforme du lycée. Ensuite, l'enjeu en termes d'économies budgétaires est de taille puisque, on l'a dit, la « masterisation » permet de supprimer plus de 10 000 postes par an — avec la suppression de l'année de stage. Enfin, cette question est brûlante car elle est susceptible de fédérer tous les enseignants, du primaire au supérieur, ainsi que les lycéens et les parents d'élèves. Le gouvernement peut compter sur l'appui tacite des directions syndicales qui ne demandent pas le retrait du décret. Il a aussi le soutien implicite des présidents d'université : la CPU (conférence des présidents d'université) ne demande pas le retrait mais le report des nouveaux concours à 2011. Cette position des présidents d'université a d'ailleurs fait battre des mains le SNESUP,

réjoui de voir que la CPU avait « repris à son compte notre revendication de maintien en l'état pour la session 2010 des concours PE et CAPES ». Darcos a donc pu se montrer à la fois provocateur et intraitable lors de son intervention radiodiffusée du 12 février, affirmant qu'il n'y avait « aucune raison de repousser la réforme de la formation » : il a eu beau jeu de rappeler, narquois, « à la CPU qu'elle a signé un protocole avec moi, demandant que la réforme se fasse à la rentrée 2010. Nous n'avons pas signé tout seuls la masterisation des concours ». Fillon a certes fait mine de lâcher un peu de lest en affirmant qu'une formation complémentaire serait proposée aux enseignants tout juste recrutés. Mais le recrutement se fera toujours au rabais et la sélection sociale sera toujours plus forte.

Enfin, le gouvernement a cru bon de jeter d'autres miettes en annonçant qu'il n'y aurait pas de suppressions de postes d'enseignants-chercheurs en 2010 et 2011. Mais qu'en est-il des personnels non-enseignants ? On sait très bien que cette prétendue « concession » n'est rien d'autre qu'une façon de continuer à détruire des postes de BIATOSS, par le biais des « redéploiements ». D'ailleurs, Pécresse a eu la condescendance méprisante d'affirmer que des fonctions telles que le gardiennage, le ménage, la maintenance des bâtiments ne constituaient pas le cœur de la mission des universités : c'est toujours au nom de ce minable prétexte qu'on externalise et privatise des services entiers.

Ce qui se dessine donc, à ce stade de la mobilisation, c'est d'une part quelques aménagements apportés au décret sur le statut des enseignants-chercheurs, aptes à faire sortir de la mobilisation ceux qui n'y étaient entrés que sur cette base, et d'autre part une trahison des directions syndicales qui appelleront d'une manière ou d'une autre les grévistes à reprendre le travail, abandonnant les autres revendications.

## ***L'heure est à la consolidation et à l'extension de la grève. Le NPA doit y avoir une orientation ferme et claire***

Les militants du NPA doivent tout mettre en œuvre pour que la grève des enseignants-chercheurs et

des étudiants s'étende à l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale. Ce serait un point d'appui décisif

pour l'entrée en lutte de salariés d'autres secteurs.

## **Le « tous ensemble » passe par des revendications communes : celle d'abrogation de la LRU est indispensable**

Pour que la grève se consolide dans l'enseignement supérieur et s'étende au-delà, il faut d'abord faire la clarification sur les revendications : que les mots d'ordre englobent les revendications des étudiants et de tous les personnels. À ce titre, l'abrogation de la LRU doit être mise en avant. On l'a vu, c'est en effet cette loi qui est à l'origine des attaques décisives qui se produisent actuellement. C'est elle en outre qui touche à la fois les personnels, administratifs, techniques et enseignants, ainsi que les étudiants. Or, il n'y a pas que les directions syndicales pour refuser d'avancer ce mot d'ordre. La coordination nationale des enseignants (étendue aux personnels et aux étudiants à raison d'un étudiant et d'un BIATOS pour trois enseignants-chercheurs) a adopté une position qui s'arrête à mi-chemin. Bureaucrates du SNESUP, enseignants soucieux de se focaliser sur la réforme du statut et de la masterisation, mais aussi frileux devant les capacités d'une mobilisation étudiante et se réservant donc une porte de sortie de grève, ont tout fait pour que la LRU ne soit pas même mentionnée dans les motions finales. Mais un certain nombre de délégués avaient aussi pour mandat de soutenir le mot d'ordre « abrogation de la LRU ». La motion de la coordination nationale réunie le 2 février a donc été présentée comme un compromis, pointant du doigt la LRU mais ne demandant pas son abrogation, proposant — selon la méthode des directions syndicales, une négociation sur une autre loi... : la Coordination « demande en urgence que la communauté universitaire et le monde de la recherche soient consultés sur une nouvelle loi garantissant démocratie, collégialité, indépendance et liberté, car l'Université n'est pas une entreprise et le Savoir n'est pas une marchandise ». Toutefois, entraînée par la dynamique créée par la mobilisation des étudiants qui, quant à eux, mettent clairement en avant le mot d'ordre d'abrogation de la LRU, la Coordination finalement intégré dans l'une de ses motions, le 20 février. Mais il s'agit d'une concession de pure

forme. La coordination appelle à l'élaboration d'une autre loi.

Malheureusement, il y a un désaccord au sein du NPA sur cette question et l'impulsion donnée par la direction du NPA va elle aussi dans ce sens. Certains militants « sur le terrain » relaient cette position, en votant contre la mise en avant du mot d'ordre « abrogation de la LRU ». Dans la déclaration d'Olivier Besancenot intitulée « Valérie Pécresse doit retirer le décret sur les enseignants-chercheurs » (10 février), on constate une focalisation sur le seul décret réformant le statut des EC. Ce même communiqué comporte par ailleurs une fausse information qui pourrait contribuer à semer des illusions et à freiner la lutte : « Sous la pression des mobilisations des lycéens, le gouvernement a dû retirer son projet de réforme du lycée » ; pourtant, chacun sait très bien que Darcos ne l'a pas du tout retiré, mais simplement reporté, attendant des jours meilleurs pour l'appliquer ! La commission Université-Recherche du NPA souligne quant à elle que les réformes sont la « conséquence logique de la LRU » mais n'en demande pas davantage l'abrogation.

### **Pour la grève totale, illimitée et reconductible ! La direction du NPA doit rompre avec son attentisme et soutenir cette perspective**

La même carence politique se retrouve dans les perspectives proposées par la direction du NPA. La commission Université-Recherche se contente pour sa part d'appeler à la grève et à la manifestation lors des seules journées d'action — le 10 février en l'occurrence. Elle ne reprend pas le mot d'ordre pourtant décisif de « grève totale, illimitée et reconductible ». *Avis de recherche*, le « bulletin de débat université-recherche du NPA », accomplit le tour de force de ne pas employer une seule fois le mot « grève » dans son éditorial et de ne pas en parler du tout ! Il n'évoque que les assemblées générales et les manifestations lors des journées d'action ! Les perspectives suggérées n'en sont pas, tant elles restent vagues — « Ensemble, préparons la riposte » et dépourvues de toute proposition concrète. Dans l'encadré consacré au personnel BIATOS, la conclusion est tout aussi floue : « Nous n'avons pas le

choix : se mobiliser, tous ensemble, pour renverser la situation » (*Avis de recherche* n°3, mars 2009) ; pas un mot, encore une fois, de la grève nécessaire.

La mobilisation en cours est puissante ; elle est inédite chez les universitaires. Mais ceux-ci ne peuvent gagner seuls. Ils ne remporteront une victoire sur le gouvernement que si les personnels rejoignent massivement la lutte, et si la grève chez les étudiants se généralise. Or, des obstacles doivent encore, de ce point de vue, être franchis pour étendre vraiment la grève étudiante. Ce sont les étudiants qui ont affronté directement le gouvernement en 2007 contre la LRU ; leur lutte a été exemplaire, mais elle a été trahie par les directions syndicales, en particulier l'UNEF. Elle n'a en outre pas été rejointe par les enseignants — même si certains d'entre eux étaient mobilisés. La convergence avec les cheminots en grève au même moment a échoué après le lâchage des directions syndicales à la SNCF. Enfin, cette lutte intervenait peu de temps après l'élection de Sarkozy, qui pouvait se targuer de sa « légitimité » électorale, ce qui entravait fortement les possibilités d'extension de la mobilisation. Les étudiants subissent encore le poids de cette défaite. Ils se souviennent en outre de l'attitude timorée qu'avaient adoptée les universitaires à cette occasion. Ils sentent enfin que, même s'ils subiront les conséquences de la réforme du statut des enseignants (l'enseignement étant considéré dans la réforme comme une sorte de sanction « punissant » les professeurs mal évalués), cette revendication reste essentiellement celle des EC. De plus, les étudiants ont bien conscience de ce qu'est la LRU et que le retrait d'un simple décret ne serait qu'une victoire très partielle : tant que la LRU restera en vigueur, un recul sur une des ses applications ne sera jamais que temporaire. De surcroît, pour les étudiants — notamment issus des couches populaires —, il est capital de mettre en avant des revendications concernant l'aide sociale rongée par les gouvernements successifs.

Pour dépasser les freins à la mobilisation, il faut que la lutte revête un caractère offensif sur des revendications fédérant tous ceux qui travaillent à l'université et subissent de plein fouet les mesures gouvernementales :

- *Abrogation de la LRU ;*

- *Retrait du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs ;*

- *Retrait du décret réformant les concours de l'enseignement ;*
- *Retrait du contrat doctoral unique ;*
- *Contre la casse des organismes de recherche ;*
- *Titularisation immédiate de tous les personnels précaires ;*
- *Création d'emplois à hauteur des besoins ;*
- *Retrait des décrets instaurant l'évaluation-notation des personnels ;*
- *Abrogation de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et de la mobilité forcée ;*
- *Augmentation générale des salaires : 300 euros pour tous ;*
- *Augmentation des bourses sur critères sociaux sans préférence nationale.*

Pour gagner sur ces revendications, il n'est d'autre solution que la grève totale. Jusqu'à présent, les modalités d'action chez les enseignants ont été extrêmement variables, de la simple : de la simple mobilisation lors des journées nationales d'action à la grève totale effective. Beaucoup ont continué de faire cours, ce qui a empêché concrètement les étudiants de se mettre pleinement en grève. Aujourd'hui, ce sont les étudiants qui ont

pris la tête du mouvement. Dans tous les centres où il dure depuis quelques semaines, la question des piquets de grève devient inévitable. Déjà 14 universités les ont mis en place (Angers, Arras, Aix-Marseille III, Limoges, Le Mans, Nantes, Pau, Poitiers, Rennes II, Saint Etienne, Strasbourg, Paris III IHEAL ...) Nous, militants du NPA, devons mettre toutes nos forces pour que, partout où les conditions sont réunies, les piquets de grève soient tenus par les étudiants, les personnels et les enseignants. C'est le seul moyen d'éviter dans beaucoup d'endroits le pourrissement de la situation, dû souvent à ce que les enseignants sont davantage « actifs » qu'en grève. La tenue des piquets permet à tous les étudiants de se mobiliser de manière égalitaire ; certains enseignants dont le statut est très précaire pourront ainsi être en grève sans mettre leur poste en danger. La « grève marchante » pratiquée en Guadeloupe et Martinique, avec débrayages service par service, amphi par amphi, salle de cours par salle de cours, est un moyen de lutte efficace pour conduire aux piquets de grève là où ils ne sont pas encore mis en place.

Toutes les mesures d'auto-organisation s'imposent pour que la

mobilisation se renforce et tienne jusqu'à la victoire : assemblées générales, comités de grève... Pour que les personnels (qui se voient retirer systématiquement leur traitement en cas de grève) rejoignent la lutte, il est indispensable dans l'immédiat de constituer partout des caisses de grève, alimentée principalement par les enseignants-chercheurs qui généralement gardent leur traitement pendant la grève. Cependant, un des objectifs de la grève sera d'exiger le paiement total des jours de grève, pour tous.

Il est aussi indispensable que, des AG, monte l'exigence que les directions syndicales cessent leurs attermoissements, clarifient et unifient les revendications et appellent à la grève l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale — et pas à des journées d'action isolées et dispersées. Avec une grève générale dans l'Éducation nationale, il est possible de gagner. Et de faire en sorte que cette grève, sur le modèle exemplaire de nos camarades guadeloupéens et martiniquais, s'étende au point d'ouvrir la voie à une véritable grève générale interprofessionnelle.

□ **Laura Fonteyn**

## **Révision générale des politiques publiques et école primaire ou « réduire l'échec scolaire » en supprimant des postes de fonctionnaires**

On les appelle les *Réformes RGPP* pour Révision Générale des Politiques Publiques. Lancés en juillet 2007, les grands travaux de la réforme de l'État sont déclinés dans tous les ministères. Au sein de l'Éducation nationale, la réforme de l'école primaire est un des axes de cette déclinaison.

En 2008, l'école primaire, c'est 322 357 enseignants (dans le public), 55 667 écoles et 6 644 108 écoliers scolarisés<sup>1</sup>. Trois exemples de réforme RGPP dont l'objectif est de réduire l'échec scolaire à la sortie de l'école primaire et dont la mise en œuvre passe par la suppression de postes de fonctionnaires d'État. *Comment faire mieux avec moins...*

### **La fin des RASED**

Première mesure officielle annoncée début 2008 : la suppression du samedi matin pour les élèves du premier degré. Elle fut présentée par le ministère comme LA mesure généreuse. Ainsi, en faisant passer la semaine hebdomadaire des élèves de 27 à 24 heures, le gouvernement a indiqué répondre à une attente parentale de vivre un vrai week-end complet avec leurs enfants. Ensuite, il a montré à ces mêmes parents la volonté gouvernementale de lutter contre l'échec scolaire en réutilisant les heures supprimées -pour les élèves, pas pour les enseignants-le samedi matin pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés d'apprentissage à l'école primaire ; à raison de deux heures par semaine pour les élèves signalés comme tels.

Qualité de vie, prise en compte de la difficulté scolaire, autant d'arguments qui emportèrent l'accord du Sgen-CFDT et SE-UNSA signataires du relevé de conclusions<sup>2</sup> jusqu'à ce que furent annoncés, quelques mois plus tard, les motifs réels de cette modification : supprimer des postes ; ceux de tous les enseignants spécialisés qui constituent les RASED (Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté). En effet, les enseignants « classiques » prenant désormais en charge la difficulté scolaire, plus besoin des enseignants spécialisés du premier degré -psychologues scolaires, rééducateurs- qui intervenaient sur des petits groupes d'élèves. Et de commencer par sédentariser dans des classes « classiques » dès la rentrée prochaine, 3000 des 11 000 enseignants spécialisés. A charge de

<sup>1</sup> <http://www.education.gouv.fr/cid195/les-chiffres-cles.html>

<sup>2</sup> <http://www.sgen-cfdt.org/actu/article1678.html>

faire de même les années suivantes. À partir de là, Sgen-CFDT et le SE-UNSA signèrent aux côtés de 15 autres organisations la pétition *Sauvons les RASED...*

## La réforme des concours de recrutement des professeurs d'école

Actuellement, après la licence et une année de préparation du concours, les lauréats ont le statut de professeur stagiaire. Ils sont rémunérés durant leur cinquième année d'étude et leur formation se déroule en alternance dans les IUFM et dans des établissements scolaires. C'est ainsi que les futurs professeurs des écoles se voient confier des élèves, en pleine responsabilité, lors de stages occupant un tiers de l'année, dans trois classes différentes.

L'enseignement du premier degré est touché au même titre que celui du second degré par la réforme de la formation et du recrutement des enseignants. L'axe majeur de cette réforme est la disparition de l'année de stage en situation rémunérée. Conséquence : des enseignants prenant des classes en charge dès la rentrée suivant l'obtention du concours, sans formation. La logique globale est budgétaire : la suppression du statut de fonctionnaire stagiaire rémunéré pour le premier et second degré équivaut à un plan social de 20 000 postes<sup>1</sup>.

D'un côté des enseignants BAC + 5 pour enseigner à des enfants de 3 à 10 ans et de l'autre une interrogation ministérielle en date du 3 juillet 2008 « *Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits délégués par l'État, que nous fassions passer des concours bac + 5 à des personnes dont la fonction va être principalement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? Je me pose la question.* »<sup>2</sup>

Cherchez l'erreur... L'erreur, c'est cette exception française de la scolarisation gratuite mais non-obligatoire

des enfants dès trois — voire deux — ans. La solution ? Les jardins d'éveil préconisés dans un rapport sénatorial<sup>(5)</sup> ou comment faire payer aux collectivités locales et aux parents la prise en charge des jeunes enfants et ainsi récupérer des milliers de postes d'enseignants de maternelle.

## Les Établissements Publics d'Enseignement Primaire (EPEP)

Actuellement chaque école est dirigée administrativement par un directeur qui assure les liaisons mairie/école et Inspection de l'Éducation nationale/école. Ce directeur n'est pas le supérieur hiérarchique de ses collègues enseignants. Tous sont placés sous l'autorité administrative et pédagogique de l'Inspecteur de circonscription. L'État dote les écoles en enseignants, en fonction de l'effectif de chaque école. Les communes dotent les écoles en moyens — locaux et budget de fonctionnement — à discrétion. L'équipe pédagogique de chaque école a toute latitude pour utiliser les crédits de fonctionnement selon ses besoins, sans contrôle municipal ou hiérarchique. Un conseil d'école composé de parents élus, de représentants de la municipalité et des enseignants est constitué pour évoquer la vie de l'école et son fonctionnement, sans avoir droit de regard sur les questions pédagogiques.

Cette proposition de créer les EPEP prévoit une *organisation et une gestion mutualisées des moyens* en créant des établissements de 15 classes administrés par un conseil d'administration dirigé par un directeur désigné par l'autorité académique. Le conseil d'administration composé d'élus de parents et d'enseignants (4 sur 13) aurait compétence en matière de budget, projet d'établissement, recrutement de personnel non enseignant.

Objectif principal : transférer les compétences de l'État aux collectivités territoriales qui ouvre la porte à la privatisation du service public. Alors qu'au sein des conseils d'administration actuels des collèges, un élu ne peut être président et les personnels enseignants sont majoritaires, dans le cadre des EPEP seul un élu ou le directeur pourrait être président. Le conseil d'administration se verrait remettre le rapport annuel sur le fonctionnement de l'établissement

qui comprend notamment le résultat des élèves. Cela va de pair avec la remise en cause du statut des enseignants du premier degré fonctionnaires d'État : les enseignants devraient se soumettre pédagogiquement aux orientations du CA. Un recrutement sur profil de poste en fonction du projet d'école serait même à l'étude<sup>(6)</sup>.

À terme, ce projet a pour but la réduction de milliers de postes : la dotation en personnel de l'Éducation nationale se ferait au niveau des EPEP sur la base du calcul du nombre d'élèves de l'EPEP. On comprend qu'il sera plus aisé de fermer des classes dans un EPEP à 17 classes regroupant 300 élèves que dans une école à 3 classes et 65 élèves comme il en existe des milliers en zone rurale. Sur le papier du moins car, hors des grandes villes, il n'est pas pour autant question de construire de nouveaux groupes scolaires : les écoles rurales resteraient dans leurs locaux et fonctionneraient « administrativement » en EPEP. À charge pour le directeur de ce dernier de répartir les élèves et les enseignants sur les différents « sites ».

Relancée au mois de juillet 2008, cette proposition de loi est toujours repoussée tant les résistances sont grandes notamment au sein de l'Association des Maires de France qui pourtant n'est pas connue pour ses positions progressistes. En effet, pour beaucoup d'élus, créer un EPEP aurait pour conséquence -au mieux- de mettre sur les routes des milliers d'enfants pour rallier chaque matin l'école dans laquelle auront été « mutualisés » les moyens de la maternelle, du CE1 ou du CM2 ou - au pire - d'organiser la fermeture de l'école du village. Or tous savent qu'un village sans école est un village mort.

Les élus ne sont pas les seuls à remettre en cause ces réformes. Des enseignants se mobilisent, désobéissent, refusant d'appliquer les deux heures d'aide personnalisées, de faire passer les évaluations de CM2... Dès le mois de décembre, les enseignants ont organisé des grèves et des manifestations, dénonçant le refus des directions syndicales de préparer et d'appeler à la grève générale, alors que les conditions commençaient à être réunies à la base. Des pétitions fleurissent sur le net, des collectifs se créent, rassemblant pour la première fois des enseignants et des parents. Une coordination nationale des collectifs des salariés de l'éducation, des parents et

<sup>1</sup> [http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/02/10/formation-des-professeurs-parents-d-eleves-si-vous-saviez\\_1153316\\_3232\\_1.html](http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/02/10/formation-des-professeurs-parents-d-eleves-si-vous-saviez_1153316_3232_1.html)

<sup>2</sup> [http://www.dailymotion.com/video/x6rior\\_darcos-la-maternelle-et-les-couches\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x6rior_darcos-la-maternelle-et-les-couches_news)



étudiants a même vu le jour le 20 janvier 2009.

Et les syndicats ? Les syndicats du premier degré lancent des pétitions, se joignent aux appels à une journée d'action. L'unité syndicale du 29 janvier a été maintenue le 19 mars. Mais dans le même temps, que penser du SNUIPP qui rencontre le ministre, à sa demande, pour lui faire part de ses demandes de *report* de la réforme de la formation des enseignants, au lieu d'en exiger le retrait, et de remise

à plat des questions de l'organisation de la journée, au lieu de s'y opposer ?

Pourtant, malgré les mots d'ordre de compromission des directions syndicales (*report, remise à plat, négociations, discussions*) un enseignant sur deux est descendu dans la rue le 29 janvier. Déterminés à se battre et à faire pression sur les directions syndicales pour une mobilisation unie et reconductible. Aujourd'hui, syndicats et enseignants, de la maternelle à l'université, doivent exiger le retrait de toutes les contre-réformes

Darcos-Pécresse. Appeler à la grève générale de l'Éducation nationale jusqu'à la victoire.

Les militants du NPA doivent être les relais de ces revendications et aider partout, dans tous les comités, dans chaque établissement scolaire, à construire le mouvement de masse dont les enseignants ont besoin pour gagner la bataille contre ce gouvernement qui veut faire de l'école publique, une entreprise privée.

□ Joséphine Dangeant

## Congrès du SNES-FSU : contre la politique de collaboration et de défaite de la direction, pour un syndicalisme de lutte de classe

*Le SNES (Syndicat National des Enseignements Secondaires), affilié à la FSU (Fédération Syndicale Unitaire) est le syndicat majoritaire parmi les enseignants du second degré. Il compte près de 80 000 adhérents et remporte plus de 50% des voix aux élections professionnelles. Son orientation pèse donc fortement sur les enseignants : une bonne ligne peut être un puissant instrument de mobilisation, une ligne de collaboration de classes est un frein considérable au développement des luttes. C'est la raison pour laquelle les militants révolutionnaires de l'enseignement se doivent d'y militer, en combattant pour une orientation de classe réellement indépendante.*

*Au mois de mars, le congrès du SNES va se réunir. La direction (tendance Unité et Action, historiquement proche du PCF) présente un rapport d'activité qui fait le bilan de son orientation et de son action depuis le dernier congrès (février 2007-décembre 2008). Les syndiqués sont invités à se prononcer par un vote « pour », « contre » ou « abstention ». Le présent article est consacré à un examen des principaux points de ce rapport. La politique de la direction du SNES a-t-elle été pendant ces deux ans un point d'appui pour la mobilisation ou un obstacle ? Faut-il poursuivre avec une telle politique, essayer de l'amender*

*ou combattre pour la rupture avec elle ?*

### L'attitude du SNES face à la réforme des lycées

La réforme des lycées que Darcos veut mettre en place est un véritable dynamitage de l'enseignement secondaire public : réduction des horaires de cours, mise en place d'une structure modulaire détruisant le groupe classe, attaques contre les disciplines, développement de l'autonomie des établissements contre les programmes nationaux garantissant l'égalité des droits entre les élèves, casse à terme du baccalauréat comme examen national et anonyme, remise en cause du statut des enseignants, etc.

C'est la lutte déterminée des lycéens lançant grève, manifestations, AG en décembre 2008 qui a obligé Darcos à reporter sa réforme, face à la crainte d'une explosion sociale à l'image de ce qui s'était passé en Grèce quelques jours plus tôt. L'occultation du mouvement lycéen de décembre 2008 et de son influence sur le report de la réforme Darcos est donc très frappante. Reconnaître que ce sont les lycéens seuls qui ont imposé ce recul à Darcos, ce serait reconnaître que le SNES n'a pas eu pour orientation de combattre pour son retrait.

Et en effet, les rédacteurs du rapport prétendent que le SNES

« n'est pas étranger » à ce recul, mais ne mentionnent pas comment il s'y serait pris. Ils font référence à son départ des concertations avec le ministre sur la réforme... après y avoir participé de mai à octobre ! Mais ils ne remettent pas du tout en cause le choix scandaleux fait par la direction du SNES de signer les 15 points de convergence sur la réforme des lycées. Or la moindre des choses aurait été de poser en préalable à toute discussion la satisfaction de ce qui avait fait le cœur de la mobilisation depuis 2007, c'est-à-dire l'arrêt des suppressions et la restitution des postes. De plus, il était inacceptable de signer avec le ministre un texte fixant les grands axes de la réforme qu'il voulait mettre en place. En effet, non seulement le rôle du syndicat n'est pas de co-élaborer les réformes, mais de défendre les intérêts matériels et moraux des personnels ; mais en outre c'était donner à Darcos la caution du syndicat majoritaire pour mettre en œuvre une réforme qui, vu ce qu'est le gouvernement Sarkozy, ne pouvait être que régressive. Le ministre ne s'est d'ailleurs pas privé de le rappeler à chaque occasion, expliquant avoir l'assentiment des syndicats pour son projet.

En outre, même avoir quitté la table des concertations, et alors que X. Darcos « garde le pied dans la porte » et cherche 100 lycées pour expérimenter sa

réforme, le SNES fait savoir qu'aucune discussion ne pourra s'engager sans que soient repris certains éléments comme le maintien du baccalauréat comme premier grade universitaire, le maintien de la voie technologique, l'abandon du « lycée modulaire », l'abandon de la limitation uniforme et unilatérale de l'horaire élève et l'affirmation du maintien de la définition hebdomadaire des services des personnels. Tout en affirmant sa responsabilité d'imposer un « véritable » cadre de discussions, les préalables essentiels ne sont donc toujours pas posés et on peut même s'interroger sur l'interprétation de ceux qui sont mis en avant. En effet, en se prononçant contre un « lycée modulaire », le SNES accepterait-il un lycée partiellement modulaire dans la continuité de la logique d'un « non au tout modulaire » laissant la place à un « partiellement modulaire » ? Si tel est le cas, cette acceptation reviendrait à accepter le cheval de Troie du gouvernement pour supprimer le baccalauréat comme examen national, anonyme et terminal. Pourquoi le maintien effectif du caractère national de ce diplôme n'apparaît-il pas dans les impératifs ? Ces différents éléments poussent à la suspicion vis-à-vis de la politique des dirigeants actuels, car celle-ci prend tous les traits d'une politique capitulaire qui chercherait à dissimuler sa vraie nature. C'est d'ailleurs certainement par la prise de conscience de l'étendue du mécontentement parmi les syndiqués et plus largement parmi les enseignants devant cette orientation, que la direction a décidé de quitter les négociations avant les élections professionnelles. Aujourd'hui, le fait que le SNES pose des préalables toujours insuffisants pour négocier plutôt que de refuser catégoriquement le projet expérimental de Darcos accrédite cette thèse. De plus, le ministre a adressé une lettre aux Recteurs dans laquelle il préconise d'associer les élus lycéens à la réflexion sur des « figures imposées inspirées des points de convergence » en vue d'appuyer son projet. Loin de faire reculer Darcos sur sa ré-

forme, ces points de convergence restent au contraire des points d'appui pour la poursuite de son projet. La direction du SNES doit donc au plus vite retirer la signature du syndicat, exiger enfin le retrait pur et simple de la réforme des lycées et combattre contre son application insidieuse via les prétendues expérimentations.

### **La direction du SNES soutient la casse des concours sous couvert de « masterisation »**

Alors que, en termes de revendications, il faudrait être clairs, la direction du SNES cultive l'ambiguïté. Le rapport lui-même reconnaît que la confusion des mots d'ordre en juin 2008, entre autres causes, a rendu illisible la finalité des actions. Mais il n'en tire aucune conséquence. Ainsi, sous prétexte d'une élévation du niveau de recrutement et de reconnaissance, la direction du SNES ne désapprouve pas la masterisation, dont la logique est de remettre en cause le recrutement des enseignants par concours. Le gouvernement veut passer à un système où les étudiants ayant obtenu leur master professionnalisant pour devenir enseignant devraient ensuite postuler pour être recrutés directement par les proviseurs dans les lycées. Dans l'immédiat, il prétend dénaturer les concours, les vider de leur contenu disciplinaire et y imposer comme central un entretien prétendument pédagogique, permettant essentiellement, en réalité, de faire passer un test idéologique aux candidats. C'est précisément pour cela que les étudiants et les enseignants du supérieur en exigent aujourd'hui le retrait par une grève illimitée. Le SNES doit reprendre leur revendication et mobiliser les enseignants du second degré sur cet objectif, car c'est en créant le front le plus large qu'il sera possible d'infliger une défaite au gouvernement.

### **La direction du SNES refuse toujours de se battre pour la titularisation de tous les précaires**

Quand le syndicat majoritaire portera-t-il la revendication de la titularisation de tous les précaires et l'interdiction du recours à l'emploi précaire ? Si ces revendications étaient satisfaites, un précédent serait créé et l'État pourrait craindre de s'attaquer à la revendication qui va de pair : l'impossibilité d'embaucher sous des contrats précaires, sous peine d'être forcé à terme de les titulariser avec un statut décent. L'argument généralement opposé à la titularisation de tous les précaires est qu'une telle mesure irait à l'encontre de la logique de recrutement par concours. Or c'est au contraire le fait de tolérer que des personnels sans statut fassent le même travail que les titulaires qui porte atteinte aux concours et aux statuts : car, du point de vue de l'État, pourquoi recruter des fonctionnaires sur concours si des précaires peuvent faire le même travail ? D'ailleurs, le gouvernement mène une campagne de recrutement parmi les étudiants et multiplie donc les contrats précaires alors que le nombre de postes aux concours a fortement diminué.

### **Des mots d'ordre seulement catégoriels au lieu d'une plate-forme pour forger l'unité avec les autres salariés**

Il faut faire le lien entre les mots d'ordre et la logique d'ensemble de la politique gouvernementale, afin d'éviter la dispersion dans des luttes ayant pourtant la même racine. Les réformes contre lesquelles se battent et s'épuisent les enseignants depuis au moins quatre ans procèdent toutes de la même logique de restructuration destinée à pallier les suppressions massives de postes. En cantonnant de façon corporative la mobilisation à chaque réforme suc-

cessive (sous Ferry, Fillon, de Robien, Darcos), le SNES n'a pas empêché le gouvernement de représenter par la fenêtre des projets que les enseignants avaient tant bien que mal réussi à mettre à la porte. Ainsi le retrait des décrets de Robien à l'été 2007 a été justifié par Sarkozy fraîchement élu comme préalable à un autre projet qui ferait « mieux » en terme de suppressions de postes. Et en effet, les suppressions de postes, mais aussi les modifications statutaires qu'impliquent les réformes Darcos et Péresse, sont d'une plus grande ampleur. Pour contrer durablement les projets du gouvernement, il ne faut pas isoler les luttes des enseignants de celles des autres fonctionnaires, ni de celles des travailleurs du privé. L'abrogation de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), le combat contre les budgets de pénurie et la défense des services publics devraient donc être au cœur de chaque plate-forme de revendications. Ces revendications « centrales », en plus des revendications salariales, concernent l'ensemble des salariés et permettraient d'unifier les forces nécessaires pour faire reculer le gouvernement. Cette lisibilité suppose aussi de ne pas abandonner les mots d'ordre dès lors qu'une première mobilisation n'a pas permis d'obtenir gain de cause ! En cela, il est inacceptable que le rapport mentionne le problème des pensions de retraite sans parler de la revendication de la retraite à taux plein pour 37,5 annuités de cotisation ! De même, le SNES fait son cheval de bataille de la transformation des heures supplémentaires en heures pour la création de postes. Cette transformation n'est certes pas négligeable mais la justification donnée, tenant dans l'idée que le combat se mènera dans la durée, ressemble plutôt à un engagement qui partirait du principe qu'on ne peut que limiter la casse !

### **L'appareil cède au chantage à la casse des commissions paritaires**

On peut d'ailleurs en voir une illustration dans l'énergie déployée par la direction pour la défense du paritarisme. Le ministère vient de lui porter un nouveau coup très inquiétant au paritarisme, en informant certains professeurs de leur affectation sans passer par les commissions paritaires où les syndicats pouvaient rectifier les erreurs administratives et s'opposer à d'éventuelles affectations arbitraires. De plus, pour l'anecdote, les coups de fils ont été passés par l'intermédiaire d'une plateforme téléphonique privée... Le rapport d'activité voudrait nous faire croire que le SNES a sauvé les commissions paritaires grâce à son initiative de faire une pétition qui a recueilli 18 000 signatures. Mais, bien évidemment, un gouvernement qui ne recule pas devant des dizaines de milliers de grévistes et de manifestants n'a nullement été effrayé par quelques milliers de signatures ! En réalité, en menaçant régulièrement les commissions paritaires, le pouvoir use avant tout d'un moyen de pression, auquel il sait l'appareil du SNES particulièrement sensible, pour obtenir sa collaboration sur des réformes clés. Les commissions paritaires restent donc bien sûr au menu du gouvernement Sarkozy, qui a déjà commencé son repas, et la signature de la FSU sur les accords pour la rénovation du dialogue social n'a pas non plus empêché cette « agression » gouvernementale... Cette stratégie est assurément consciente pour les membres du gouvernement ; les dirigeants du syndicat le comprennent, comme en témoigne cet extrait : « *Dans un contexte difficile, face à un gouvernement qui tend à transformer le poids des organisations syndicales, à les réduire à des négociations sur son terrain...* ». Pourquoi les dirigeants continuent-ils à jouer ce jeu ? C'est qu'ils pensent leur stratégie principalement non pour défendre les intérêts des salariés, mais pour défendre l'appareil du syndicat, c'est-à-dire les commissaires paritaires, les représentants en CAP et CTP et les centaines de déchargés, qui assurent presque automatiquement au SNES le

maintien de son hégémonie sur la profession.

C'est pourquoi il faut que les syndiqués s'organisent pour construire une alternative à cette gestion et sauver leur syndicat ! Le sens du syndicalisme est en jeu et il est intolérable de mettre celui-ci en danger pour quelques miettes que pourrait lâcher le gouvernement concernant la réforme des lycées ou encore la « masterisation », instrument de casse des statuts et de la formation des enseignants. Alors que le gouvernement Sarkozy est en baisse de crédibilité du fait de l'échec du modèle économique dont il est le serviteur, il ne faut pas rater l'occasion de reprendre la main et ne plus, par exemple, s'en tenir au calendrier des négociations imposé par le gouvernement. Il est inadmissible que les syndicats aient accepté d'attendre la déclaration de Sarkozy du jeudi 5 février pour se prononcer sur les suites du 29 janvier...

### **La direction accepte le cadre mortifère du prétendu « dialogue social »**

Pour continuer sur le chemin du « partenariat social », l'accord du 9 avril sur la représentativité syndicale et le dialogue social, approuvé par la CGT, la CFDT, le MEDEF et la CGPME est qualifié dans ce rapport de texte allant dans le bon sens. Or, non seulement ce texte est scandaleux car il est une position commune avec le patronat sur la représentativité des syndicats, comme si les patrons et les ouvriers pouvaient avoir intérêt aux mêmes règles ; mais en outre il rendra beaucoup plus difficile l'implantation concrète des syndicats combatifs dans les entreprises<sup>1</sup>. Les rédacteurs se bornent à dénoncer, comme les chefs de la CGT et de la CFDT, l'ajout qu'a opéré le gouvernement sans concertation lors du passage du texte à la loi : l'augmentation du temps de travail et de la flexibilité, dont le

<sup>1</sup> Cf. la déclaration du CILCA, <http://courantintersyndical.free.fr/post.php?ID=332>

principe était cependant contenu dans l'accord. Aucune analyse n'apparaît sur ce point, qui montre clairement que le gouvernement ne fait que se servir des syndicats pour cautionner sa politique.

Quant à l'accord sur le « dialogue social et la représentativité » dans la Fonction Publique, il a été signé par la FSU, avec l'aval des représentants de la direction du SNES, au moment même où le gouvernement frappait à coups redoublés contre les acquis, passant notamment le nombre d'annuités pour percevoir une retraite complète à 41 annuités et imposant le service minimum aux collègues du primaire. Au même moment, le Sarkozy qualifiait dans *Le Monde* le prétendu « dialogue social » de « clé du succès des réformes », car c'est grâce à « un partenariat étroit avec les représentants des salariés que les réformes dont notre pays a besoin peuvent être expliquées et menées à bien ». Le rapport ne revient évidemment pas sur le véritable coup de force<sup>1</sup> alors commis par Aschieri au compte d'U&A (tendance majoritaire de la FSU et du SNES) pour arracher au CDFN de la FSU le droit de signer : menaçant de démissionner, il fit changer de position la majorité des élus de la tendance École Émancipée qui, lors du deuxième vote, ont en majorité voté pour signer cet accord<sup>2</sup>...

Certes, le SNES *via* la FSU, pas plus que les autres syndicats, n'a accepté de signer l'accord salarial de janvier-février 2007. Mais le gouvernement n'a pas revu sa politique concernant le montant des augmentations de salaire, et le SNES comme la FSU n'ont pris aucune initiative pour mobiliser les personnels, comme si parler autour d'une table pouvait permettre d'obtenir quoi que ce soit.

<sup>1</sup> Cf. le communiqué commun d'Émancipation, Ensemble et PSL, trois tendances oppositionnelles de la FSU sur le sujet, <http://www.emancipation.fr/emancipa/spip.php?article419>.

<sup>2</sup> Cf. la déclaration du CILCA, <http://courantintersyndical.free.fr/post.php?ID=332>

Les rédacteurs acceptent donc pleinement un syndicalisme essentiellement institutionnel, donc impuissant, qui se discrédite vis-à-vis de sa base et se prive alors peu à peu de sa capacité de mobilisation.

De même, le recul de la CFDT, qui a été ces dernières années à la pointe de soutien aux réformes réactionnaires du gouvernement et du patronat, aux élections prud'homales, est mentionné sans être analysé. Ce recul de la CFDT, preuve du désaveu par la base d'une politique qui consiste à accompagner les réformes du gouvernement, n'engage pourtant pas le SNES à s'orienter davantage vers le syndicalisme de lutte ! La politique de la direction du SNES est manifestement déterminée principalement par le souci de la préservation de l'appareil du syndicat. Cependant même cette orientation est enfermée dans un insoluble contradiction, car sans lutter pour les revendications des personnels et donc préserver une capacité de mobilisation, la bureaucratie se prive par sa propre politique des moyens pour maintenir quelque prérogative que ce soit dans le cadre des commissions paritaires et autres instances officielles.

### **Syndicalisme de collaboration de classe ou syndicalisme de lutte : il faut choisir**

Le syndicalisme ne peut restreindre ses luttes au cadre institutionnel sans perdre son sens et donc sans s'affaiblir. Il existe un indice alarmant : le rapport financier mentionne encore une fois une baisse de la syndicalisation. La politique de l'autruche est encore en sursis car l'équilibre financier est malgré tout maintenu du fait du vieillissement et donc de l'augmentation de la cotisation de nombreux syndiqués. Pourtant la direction ne semble en tirer aucune conséquence.

De même, le rapport mentionne l'investissement international du SNES. Il revendique à juste titre la critique les politi-

ques de la Banque Mondiale, de l'OCDE ou encore de l'OMC en matière d'Éducation. En revanche, il reste étrangement silencieux en ce qui concerne le bilan de ses engagements en lien avec la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ou avec la Confédération Syndicale Internationale (CSI). Ces liens ont pourtant été à l'origine de débats très forts lors du dernier congrès du SNES, étant donné le manque d'indépendance structurelle et idéologique de ces confédérations vis-à-vis des institutions bourgeoises. Notamment, la CES s'était prononcée pour la notion de SSIG (Service Social d'Intérêt Général) qui, en se substituant à la notion de service public, sert d'instrument pour privatiser tout ce qui est rentable dans les services publics, comme on peut le voir avec les filiales de la SNCF, d'EDF, de GDF, de La Poste, etc. Cela s'accompagne d'une soumission du secteur public aux normes privées (concurrence, augmentation de la productivité, compression de la masse salariale etc.).

Sur le terrain national, la direction du SNES reconnaît formellement que la construction concrète du rapport de force est nécessaire à la satisfaction des revendications. Ainsi le rapport mentionne-t-il indirectement les moyens à mettre en œuvre par le biais des critiques adressées aux confédérations sur leur manque d'investissement ou sur la dissociation des luttes entre les secteurs privés et publics, avec leurs conséquences sur la réussite de l'action. Si on lit entre les lignes, une des tâches pour vaincre est donc la construction concrète de l'unité public-privé et le front uni des organisations se réclamant de la défense des salariés est nécessaire. C'est d'ailleurs cette recette qui a en partie fait le succès de la grève du 29 janvier 2009. Le rapport mentionne le travail du SNES à la constitution de ce front unitaire. Mais il prétend ne pas avoir toujours subordonné ses mots d'ordre et son calendrier à cette unité, ce qui est notoirement faux, car la direction du SNES privilégie toujours l'unité avec les syndicats les plus à droite, UNSA et CFDT, à celle

avec les syndicats plus combatifs, comme Sud, sous prétexte que les premiers font un peu plus de voix aux élections professionnelles que les seconds. Dans le même temps, le rapport dénonce au passage l'attitude de l'UNSA et de la CFDT qui se sont prononcées pour la suspension de l'action le 27 mai 2008 sans concertation avec le SNES et la FSU. Hélas, pour le SNES, être plus offensif que la CFDT et l'UNSA ne veut pas dire être offensif de manière conséquente. Et c'est surtout une façon de s'exonérer à bon compte de sa responsabilité écrasante dans les difficultés et surtout dans l'isolement du puissant mouvement des enseignants et lycéens de la région parisienne au printemps 2008.

Concernant l'extension des luttes au-delà de l'Éducation, la nécessité d'engager un mouvement social d'ampleur pour le système de santé et la préservation des principes de la Sécurité sociale est très explicite dans le rapport. Il ne reste donc plus qu'à concrétiser cet engagement. Mais on ne voit pas bien ce que la direction du SNES fait pour aller dans ce sens.

La lutte syndicale implique la construction d'un rapport de force. Pour y parvenir, toutes les forces susceptibles de subir les conséquences d'une réforme doivent être informées et se retrouver dans les revendications. Or, si le SNES participe aux campagnes pour la défense du service public d'Éducation, s'adressant aux personnels mais aussi aux parents d'élèves en les informant par exemple de l'indigence du « plan banlieues » ou encore du projet inacceptable de faire valider certaines épreuves de langues vivantes par des organismes privés, il en fait le trop souvent sa principale méthode d'action, au lieu de l'utiliser comme un point d'appui pour une mobilisation de masse des personnels eux-mêmes, seule à même de créer un rapport de forces. Cela s'est exprimé de façon évidente, lorsque en décembre 2008, la direction du

SNES a refusé de lancer un appel aux enseignants à rejoindre le mouvement lycéen et à le renforcer par la grève.

Le rapport donne également comme objectif de convaincre les collègues de la nécessité de l'action collective. Il rend aussi compte de l'échec des « jeudis de l'Éducation » (actions hebdomadaires locales proposées par le SNES) mais ne parle que très partiellement de la nécessité de faire grève. Les jours de grève sont pourtant des occasions privilégiées de tisser les liens nécessaires au développement d'un mouvement par l'organisation d'assemblées générales qui permettent notamment aux différents établissements ou secteurs de se coordonner et de mettre en place des actions concrètes. Malgré tout, les journées d'action non intégrées dans un plan de bataille ambitieux et les manifestations funèbres ne suffiront certainement pas à faire reculer ce gouvernement. C'est pourtant la stratégie mise en œuvre depuis des années par la direction du SNES qui, sur ce point essentiel, ne se distingue en rien des autres directions syndicales. Si la direction du SNES avait une politique plus combative, il ne fait aucun doute que les militants de lutte et de terrain sauront donner des relais concrets à ces appels ! Il pourrait défendre une plateforme de revendication claire, fixer la perspective de la grève générale dans toute l'Éducation, organiser des stages de formation « lutte et mobilisation », des meetings pour les populariser, de vastes réunions avec les lycéens et les parents d'élèves, etc.

### **La direction du SNES refuse de rompre avec le gouvernement et de combattre le capitalisme**

Enfin, le rapport ne mentionne pas l'absence de relais politique fort, relais qui, par une capacité à s'opposer à la politique gouvernementale, à lutter contre le capitalisme et à proposer un modèle de société compatible

avec la satisfaction des revendications des salariés, constituerait un point d'appui essentiel pour les mobilisations, car il permettrait de rompre avec une stratégie vaine consistant à demander des changements à un pouvoir qui ne les fera pas. Généralement, la direction rejette une telle orientation sous prétexte de neutralité politique. Il est vrai qu'elle n'affiche plus ouvertement ses liens avec le PCF et le PS. Mais la forme institutionnelle de l'action syndicale qui domine actuellement au SNES implique un respect des institutions actuelles et une prétention à s'appuyer sur les partis politiques institutionnels. Mais il n'est pas plus neutre politiquement de respecter les institutions et d'y limiter ses perspectives que de les contester et de s'inscrire dans la logique du combat pour en finir avec le capitalisme : cela correspond seulement à des intérêts de classe différents, ceux du patronat et de son État d'un côté, ceux des travailleurs et de la jeunesse de l'autre.

### **Voter « NON » au rapport d'activité et se battre pour unifier toutes les véritables oppositions à la direction**

Au vu des différents éléments exposés précédemment, la politique de la direction du SNES ne peut être cautionnée, le vote « contre » le rapport d'activité pour la période de février 2007 à décembre 2008 s'impose pour sanctionner cette politique. Mais il faut surtout agir dès maintenant pour rassembler tous les courants et les sous-courants qui combattent réellement la politique de la direction, car c'est la condition pour pouvoir espérer mener ce combat avec quelque succès. Et il faut bien sûr continuer à construire le SNES, à permettre aux personnels de se saisir de l'outil syndical malgré la politique de la direction et, dès que possible, contre elle.

□ **Nicolas Faure**

---

# Hôpital public en danger ! La loi Bachelot n'est ni amendable, ni négociable : c'est le retrait qu'il faut imposer !

***Pour y parvenir, après le succès de la grève nationale du 5 mars, il n'y a pas d'autre solution que la grève générale des travailleurs hospitaliers et la jonction avec la mobilisation des autres secteurs***

*Avec la loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » (HPST) dit Bachelot, c'est tout l'édifice de notre système de santé, les hôpitaux publics et la Sécurité sociale, qui sont menacés. Cette loi de régionalisation vise à achever le processus de privatisation de la santé et de la Sécurité sociale ouvert depuis les ordonnances de 1967.*

## **L'aboutissement de politiques menées depuis des années par la droite et la gauche**

Depuis des années, la politique des gouvernements contre la santé publique est marquée par une complicité entre la droite et la gauche : même si la grande partie des contre-réformes a été portée par la droite, force est de constater que l'union de la gauche mitterrandiste a accompagné ce mouvement de façon « social-libérale » (arrêt des élections à la Sécu par le gouvernement Rocard, forfait hospitalier, consultations et lits privés dans l'hôpital public, etc.). Constatons aussi que la gauche plurielle n'a pas supprimé la contre-réforme Juppé et a ajouté la transformation du Code de la mutualité solidaire en Code assurantiel. Le retour de la droite au pouvoir en 2002 a accentué ces agressions qui, avec la loi Bachelot, pourraient devenir fatales au système de santé et de sécurité relativement solidaires qu'avait imposé la lutte de classe.

La gauche au pouvoir a été aidée en cela par la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) qui est devenue le principal soutien des contre-réformes en matière de santé et de sécurité sociale. Participant à la cogestion de l'Assurance maladie, elle se positionne avec ses partenaires de l'UNOCAM (Union nationale des organismes complémentaires de l'assurance maladie) et de l'hospitalisation privée, dans le mar-

ché du dépeçage de la Sécurité sociale et de l'hospitalisation publique.

Quant à l'industrie pharmaceutique, elle a conservé et amplifié sa prégnance et son lobbying sur les décisions prises par les pouvoirs publics.

Le gouvernement Sarkozy vise à achever ce processus de privatisation par les trois décisions majeures de 2008-2009 en matière sanitaire et sociale : le PLFSS 2009 (projet de loi de financement de la Sécurité sociale), reprenant les protocoles de 2008 ; la réorganisation de la Fédération nationale de la Mutualité du 12 décembre ; et la loi Bachelot.

Avant même le vote de cette loi, les projets de centralisation, de regroupements forcés et donc de fermetures sont en cours. En particulier, la réforme de la « tarification à l'acte » a mis artificiellement les hôpitaux publics en déficit, en favorisant les cliniques privées. C'est ainsi que 20 000 suppressions d'emplois (chiffre donné par la Fédération hospitalière de France) sont exigées aujourd'hui par Sarkozy/Bachelot dans les « plans de retour à l'équilibre » imposés à ces hôpitaux. Cela se traduit par des dysfonctionnements, par l'augmentation des inégalités sociales en matière de santé, par 65% d'augmentation des dépassements d'honoraires sur 7 ans... Cela s'ajoute aux conséquences des politiques menées depuis des années : renoncement aux soins de 14% des assurés sociaux pour cause financière, la désertification médicale dans les secteurs géographiques non rentables, le remplacement du principe de solidarité par le principe de la sélection par le risque et la charité pour les plus faibles, la privatisation des profits et la socialisation des pertes, entraînant des profits records pour les multinationales de l'assurance, de la pharmacie et du système de santé privé...

## **La loi Bachelot : une nouvelle loi pour faire des « économies » et briser les principes de l'hôpital public**

Cette loi a deux objectifs principaux : diminuer par tous les moyens les dépenses des hôpitaux publics et offrir à des capitalistes la possibilité de s'enrichir sur tout ce qui pourrait rapporter de l'argent dans le secteur de la santé publique, au détriment des hôpitaux publics et des patients.

L'hôpital serait désormais géré comme une entreprise pour générer du profit et non selon les besoins sociaux. Les acquis allant dans le sens d'une certaine « démocratie sanitaire », comme le principe de l'égalité dans l'accès aux soins hospitaliers, seront totalement liquidés. Attaque en règle contre l'ensemble des hôpitaux publics du pays, cette loi menace le libre accès aux soins hospitaliers d'une bonne partie de la population et offre aux intérêts privés tout ce que ceux-ci pourront trouver rentable. Il n'y aurait plus 1035 hôpitaux publics, mais 300 « territoires de santé » pour résorber le milliard de déficit des hôpitaux au niveau national.

Selon la direction de l'AP-HP, la mise en place de 13 groupes hospitaliers servirait à réaliser 300 millions d'économies, dont 100 millions dès 2009, ce qui aurait pour conséquence la suppression de 2 à 3000 emplois. Les hôpitaux de l'AP-HP ont subi des plans d'économies depuis 2003 avec les conséquences désastreuses que cela a eu sur l'emploi et la prise en charge des patients du fait des fermetures de lits par manque de personnels. Sur la seule année 2008, 2000 postes de soignants et 600 postes d'administratifs et personnels techniques ont été supprimés.

C'est donc au nom de la rationalisation et de la recherche de la « rentabilité » qu'une bonne part des hôpitaux serait promise à la fermeture

totale ou partielle. Cela menace bien évidemment nombre d'hôpitaux de proximité, mais même ceux des grandes agglomérations, y compris en région parisienne.

Pour accélérer les suppressions d'emplois et les fermetures attendues, la loi impose la suppression de toutes les structures de décision ou de concertation existantes (conseils d'administration, comités de concertation, comités régionaux d'organisation sanitaire) où siégeaient représentants du personnel, élus locaux et représentants des usagers. Les directeurs d'établissement se voient conférer tous les pouvoirs : budget, recrutements sous tous les statuts possibles, nominations dans les services, fermetures de ceux-ci, suppressions de postes, licenciements. La seule autorité qui leur sera supérieure sera celle du directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS), ce super-préfet qui pourra décider de tout sur sa région en matière de santé et d'assurance-maladie.

La loi prévoit aussi la généralisation de regroupements privés-publics et la possibilité offerte au directeur de l'Agence régionale de santé d'offrir au privé tout ou partie des activités de soins assurées jusqu'ici par les hôpitaux publics. Cela se ferait dans le cadre d'un transfert de « mission de service public », comme cela se pratique pour la distribution de l'eau ou les transports publics. C'est-à-dire que cette « délégation de service public » se ferait avec des équipements publics, payés par les assurés sociaux. Ce serait la généralisation de ce qui se faisait déjà partiellement dans les associations public-privé, moins le partage avec l'hôpital.

## Il n'y a pas de fatalité

Il y a dans les hôpitaux publics près d'un million de salariés dépendant de la fonction publique hospitalière, des dizaines de milliers d'autres en contrats plus ou moins précaires. C'est une force potentielle considérable. Depuis le mois d'octobre 2008, les syndicats de l'Assistance publique demandent dans l'unité le retrait de la loi « Hôpital, patients, santé, territoires ». Des grèves massives, mais isolées, ont déjà eu lieu.

Mais ce combat n'a pas eu le soutien des confédérations puisque, dans une déclaration commune du 12 décembre 2008, les fédérations CFDT, CFTC, CGC, CGT, UNSA et la Mutua-

lité Française « font des propositions dans le cadre du débat parlementaire » et proposent en fait d'amender le projet de loi Bachelot ! Elles vont jusqu'à dire que « les regroupements doivent être encouragés sur tout le territoire » et qu'ils « répondent à l'intérêt des usagers » : c'est très exactement la politique de la direction de l'AP-HP et du gouvernement de Sarkozy/Fillon. En ce qui concerne la Sécurité sociale, la déclaration commune dit : « Ces orientations doivent trouver des moyens de se mettre en œuvre de manière cohérente tant au niveau national que sur le territoire. » Par contre, elle est d'un silence complice en ne disant pas un mot sur les Agences régionales de santé (ARS) que la loi entend mettre en place sous l'autorité des préfets de région. Or les ARS ont précisément pour objet de décliner « les politiques de santé selon les spécificités de chaque territoire », position que la CGT, par exemple, avait combattu... en 1995, s'opposant alors au plan Jupé en disant que c'était une attaque contre la Sécu ! Ce virage à 180° montre bien que les compromissions conduisent tout droit à la trahison des intérêts des usagers et de la classe ouvrière.

## La résistance s'organise par delà les directions syndicales qui l'entravent

Sarkozy a décidé de passer en force et d'utiliser une procédure d'urgence permettant de raccourcir les délais d'adoption et donc de limiter au maximum les possibilités de réactions interprofessionnelles. C'est pourquoi il y a urgence.

La loi Bachelot, soutenue par les principales directions syndicales fédérales, rencontre pourtant bien des résistances, notamment de la part de l'USAP-CGT (Union syndicale de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris) qui déclare : « La CE de l'USAP-CGT réunie le 03 février 2009 demande que la confédération CGT retire sa signature du texte commun d'aménagement de la loi Bachelot signé le 27 janvier 2009 avec les syndicats CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA et la Mutualité française. » La quasi-totalité des syndicats des hôpitaux de l'Assistance publique de Paris et sa région ont appelé à une grève et à une manifestation le 12 février pour demander le retrait de loi Bachelot. Partout se font entendre les protesta-

tions du personnel hospitalier, que ce soit dans les CHU, les hôpitaux généraux ou les hôpitaux psychiatriques. Des centaines de médecins des hôpitaux publics, dont une part notable de professeurs, ont rejoint cet appel pour demander le retrait, dans cette loi. Dans une lettre ouverte à Madame Bachelot, les 39 présidents de CCM (Comité Consultatif Médical) des 38 hôpitaux et de la pharmacie centrale de l'AP-HP dénoncent « l'étrangement financier pur et simple » auquel aboutit « la politique déployée dans leurs établissements » et « regrettent la place faite aux économies à très court terme et à tout prix ». Ces 39 médecins sont formels : « La qualité des soins va en pâtir, de même que l'accès aux soins pour tous. » Enfin et surtout, le succès de la grève et des manifestations du 5 mars, à l'appel de tous les syndicats, a prouvé la volonté de résistance et de combat des travailleurs hospitaliers.

La direction du NPA a raison d'appeler tous les comités du parti à aider à la mobilisation des personnels hospitaliers, car les travailleurs, les retraités, les chômeurs, la jeunesse ont tout leur rôle à jouer pour participer à la nécessaire riposte dans l'unité pour le retrait de la loi Bachelot. Et elle a raison d'affirmer, contrairement aux principales directions syndicales, que cette loi n'est ni amendable, ni négociable et que, pour gagner, il ne suffira pas d'une journée de grève, mais qu'il faut combattre pour la convergence des luttes et la généralisation de la grève. Mais il faut aller jusqu'au bout de cette orientation. Il est crucial de combattre explicitement et frontalement la politique des directions syndicales, qui refusent d'exiger le retrait pur et simple et convoquent des journées d'action sans perspective. Et il faut appeler les travailleurs hospitaliers à s'auto-organiser, à se réunir en Assemblées générales et à mettre en place des comités d'action et de grève qui leur permettront de contrôler leur mobilisation, d'imposer la grève générale des hôpitaux : les conditions de ce combat sont réunies au lendemain de la grève nationale le 5 mars, soutenue par la majorité des travailleurs selon les sondages eux-mêmes. Ce combat peut jouer un rôle décisif non seulement pour gagner par le retrait de la loi Bachelot, mais pour entraîner tous les autres travailleurs dans la grève interprofessionnelle.

□ Jean Veymont

# Automobile : d'une crise de la production... à une riposte sociale ?

Les ventes chutent, les constructeurs recourent massivement au chômage partiel, les sous-traitants licencient, et M. Sarkozy, hier adversaire résolu de l'interventionnisme, se précipite au secours de Renault et PSA à grands coups de milliards : y aurait-il quelque chose de pourri au royaume de l'automobile ?

La restriction du crédit à la consommation (et ce malgré les 360 milliards d'aides de l'État aux banques) et la prudence croissante des consommateurs face à la récession annoncée expliquent le recul mondial des ventes : -8% d'immatriculations entre 2007 et 2008 en Europe, -19% aux États-Unis. Le recul est moins spectaculaire en France (-0,7%), car les ventes ont tenu bon jusqu'en novembre avant de s'effondrer, mais le mois de janvier a déjà été catastrophique (-25% par rapport à janvier 2008). Et les perspectives ne sont guère plus reluisantes, tous les constructeurs annonçant des scénarios pessimistes pour l'année 2009.

## L'État bourgeois vole au secours des riches patrons de l'automobile à coups de milliards

Un peu partout, l'industrie automobile fait appel à l'État pour qu'il lui fournisse les liquidités nécessaires à sa survie. Aux États-Unis, les *big three* (General Motors, Ford, Chrysler) réclament 34 milliards de dollars au Congrès, tandis qu'en France, à la suite des états généraux du secteur, un plan de 7,8 milliards d'euros a été annoncé. En détail, cela donne : 3 milliards pour chacun des 2 constructeurs français (et 500 millions pour leurs organismes de crédit respectifs... qui ont déjà bénéficié du plan bancaire il y a quelques mois !), 500 millions pour Renault Trucks (filiale du groupe Volvo), 300 millions pour les équipementiers. Tout cela sous forme de prêt à taux cassés : 6% contre 12% sur le marché bancaire.

Quelles contreparties sont en échange exigées des patrons ? Passons sur les phrases creuses qui n'engagent à rien (réduire la part de rémunéra-

tion des dirigeants, modérer la distributions de dividendes aux actionnaires) et concentrons-nous sur les prétendues « obligations » imposées aux capitalistes. Tout d'abord, comme le signale une note des autorités françaises transmise à la Commission Européenne, révélée par *Le Canard Enchaîné* du 11 mars, elles ne constituent pas « une clause opposable au sens contractuel » : en clair, elles n'engagent à rien et si les patrons de PSA ou de Renault ne les respectent pas, ils ne risquent rien. Mais surtout, les fracassantes « obligations » sont de la poudre aux yeux :

- Pas de fermeture d'usines en France. Aux travailleurs des filiales étrangères de payer les pots cassés ! En outre, cela n'empêcherait nullement le patronat de licencier en masse, tout en maintenant les sites.

- « Tout faire pour éviter les licenciements » pour les cinq années à venir : cela n'oblige nullement les patrons à ne pas licencier, mais à dire, à chaque fois qu'ils licencient, qu'il n'ont pas avoir d'autres moyens.

- Aucun plan social en 2009. Cela n'exclut donc pas les autres façons de se débarrasser des salariés : renvoi des intérimaires, plan de départs « volontaires », chômage partiel imposé, etc. En outre, cette mesure ne s'applique pas aux plans de restructurations déjà lancés en 2008, qui se poursuivent comme si de rien n'était. Enfin, après 2009, les patrons auront de nouveau les mains totalement libres !

- Augmentation de l'indemnisation du chômage partiel... aux frais de l'État !

Bref, au vu de l'ampleur de la crise, les patrons s'en tirent à bon compte. De l'autre côté, on demande aux travailleurs de s'adapter aux aberrations de l'économie capitaliste. Ainsi les salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-bois, se sont-ils vu imposer trois jours de chômage partiel en décembre... puis deux samedis d'heures supplémentaires obligatoires en février !

D'une manière générale, le chômage partiel (75% du salaire brut) se généralise après des années de cadences infernales et les contrats

d'intérimaires et de prestataires ne sont pas renouvelés. Taillables et corvéables à merci en temps d'expansion, les salariés sont priés de disparaître en temps de crise.

D'ailleurs, les entreprises ont-elles réellement besoin de cet argent, que les travailleurs payent en tant que contribuables (ce qui devrait encore s'accroître avec la suppression annoncée de la taxe professionnelle) ? Le *bénéfice net* de Renault en 2008, certes en forte baisse par rapport à l'année précédente, s'élève encore à 599 millions d'euros. Son PDG, Carlos Ghosn, a renoncé à tout bonus et dividende pour l'année 2008, se contentant de son seul salaire fixe : 1,2 million d'euros (brut). Pas mal pour une entreprise au bord de la faillite !

PSA déclare finir l'année dans le rouge (343 millions de perte) au prix d'un tour de passe-passe comptable, puisqu'elle a mis de côté 405 millions pour compenser la dépréciation de ses actifs et 512 millions pour financer son dernier plan de restructuration. D'ailleurs, ce déficit fictif n'empêche pas l'entreprise de verser des dividendes à ses actionnaires pour l'année 2008, tout en annonçant 11 000 suppressions de postes au niveau mondial : il faut bien que quelqu'un paye la facture !

## Les travailleurs cherchent la voie de la résistance malgré l'inertie collaboratrice des directions syndicales et le manque d'initiatives des organisations d'extrême gauche

Face à ces attaques, la colère monte chez les ouvriers du secteur. Débrayage spontanés à l'usine Renault Flins le 12 février après l'annonce du montant de la prime annuelle d'intéressement (195 euros contre près de 2000 l'année précédente) ; mobilisation depuis octobre des salariés de la fonderie SBFM, placée en redressement judiciaire, qui exigent que leur entreprise soit reprise par Renault, son ancien propriétaire ; débrayage de 500 employés et presta-



taires le 15 février au technocentre Renault de Guyancourt (Yvelines), suite au renvoi de 1800 prestataires, grève spontanée de deux jours à Renault-Flins, menée par de jeunes ouvriers pour une prime de 2000 euros et 300 euros d'augmentation de salaire, grève du zèle à l'usine Fulmen d'Auxerre, dont la fermeture a été annoncé par la multinationale Exide Technologies, blocage de l'usine Continental de Clairoix (Oise) menacée de fermeture... Ces protestations, bien qu'épisodiques, montrent une réelle détermination d'une fraction des travailleurs face à l'avenir qui leur est réservé. La tâche des militants syndicaux de lutte et des révolutionnaires est de transformer ces luttes partielles et dispersées en une puissante lutte nationale.

Mais que font les directions syndicales ? De façon générale, elles appellent à des « journées d'action » sans lendemain, soigneusement espacées les unes des autres. Mais, dans l'automobile, elles font encore moins que cela, en refusant toute préparation d'initiative nationale, se contenant d'inviter timidement les salariés à aller manifester lors des journées interprofessionnelles. C'est qu'elles soutiennent en fait, pour l'essentiel, le plan de Sarkozy au service des capitalistes de l'automobile.

Quant aux organisations d'« extrême gauche », elles ne prennent guère d'initiatives pour aider les travailleurs à surmonter l'obstacle des directions syndicales. Dans le secteur automobile, la responsabilité principale revient à Lutte Ouvrière qui, grâce à sa précieuse décision de s'implanter prioritairement dans les entreprises, compte de nombreux militants chez Renault comme chez PSA, distribue une « feuille de boîte » dans presque toutes les usines des deux groupes, disposent de nombreux délégués à tous les niveaux et dirigent un certain nombre de syndicats. Or, si elle dénonce très justement la situation actuelle, LO reste très vague sur les réponses à y apporter : « *Il faudra secouer le cocotier* », « *il faudra donner [à la direction de l'entreprise] une réponse à la hauteur* », « *d'autres mobilisations seront nécessaires* », peut-on lire dans son hebdomadaire. Mais comment organiser cette riposte, selon quel plan d'action, en combattant quels obstacles et comment...

mystère ! En particulier, LO ne mène pas le combat nécessaire contre les directions syndicales, dans la mesure même où elle refuse de leur opposer une orientation alternative de combat.

Le NPA, quoique moins implanté dans la branche automobile, a la possibilité, du fait de la popularité de son porte-parole et de son positionnement actif dans les mouvements sociaux en cours, de jouer un rôle important dans ce combat. Or, pour le moment, s'il saisit indéniablement le mécontentement des travailleurs, il ne fait guère de propositions concrètes aux salariés de l'automobile, il n'a pas de plan d'action clair et ses tracts pour le secteur restent très épisodiques. Il ne défend ni une orientation politique alternative au capitalisme, pour l'expropriation sans indemnités ni rachat de Renault et de PSA, ni une ligne claire pour l'intervention immédiate, qui permettrait aux travailleurs de l'automobile de s'engager dans la lutte pour la satisfaction de leurs revendications, la grève et la jonction avec les autres travailleurs en lutte.

### **Quelle orientation le NPA devrait-il développer pour être le plus utile à la lutte des travailleurs de l'automobile ?**

Comme Tendance CLAIRE, nous proposons au NPA une politique alternative pour aider les travailleurs à affronter avec succès l'offensive patronale dans le contexte de la crise. Selon nous, le NPA doit appeler les travailleurs à s'auto-organiser ici et maintenant, sans attendre les directions syndicales, mais en réunissant les conditions politiques du combat pour les déborder et pour leur imposer une lutte unie et déterminée :

- **Répartitions des heures de travail entre tous les travailleurs sans diminution de salaire !** Le chômage technique, en plus d'être une aberration du capitalisme qui punit les travailleurs pour avoir trop créé de richesses, est en grande partie financé par l'État, donc les travailleurs eux-mêmes.

- **Pas un seul licenciement !** Intérimaires, prestataires, CDD, CDI... un seul travail, un seul statut !

- **300 euros mensuels**

**d'augmentation pour tous !**

Ces exigences légitimes, jamais le patronat, ni l'État qui le sert, ne nous les accorderont de bon gré. D'où la nécessité d'organiser une réponse massive du monde du travail, sur le modèle antillais : grève jusqu'à satisfaction des revendications !

Le NPA doit appeler les organisations politiques (LO, POI, PCF, PG...) et syndicales (CGT, FO, Sud...) qui se revendiquent de la défense des travailleurs à constituer un front unique ouvrier pour développer la mobilisation de salariés de l'automobile (constructeurs et sous-traitants).

**Mais au-delà, il faut ouvrir une perspective politique, se prononcer clairement pour l'expropriation sans indemnités ni rachat des propriétaires et actionnaires de Renault et de PSA et de leurs sous-traitants, sous gestion ouvrière.** En effet, si les grosses entreprises peuvent relativement mieux supporter les premières secousses de la crise grâce à l'aide de l'État bourgeois, les sous-traitants sont plus fragiles et donc plus rapidement susceptibles de faire faillite ou de se retrouver au bord de la faillite. Or ils dépendent exclusivement des commandes de quelques constructeurs automobiles, parfois d'un seul : pour être sauvés, il faudrait donc que ces sous-traitants soient repris par les constructeurs avec le maintien de tous les emplois. Mais tant que ces entreprises resteront dans les mains des capitalistes, elles ne reprendront éventuellement les sous-traitants qu'à condition d'imposer de drastiques plans de licenciements. Pour résoudre le problème, il faut que les travailleurs prennent en mains la direction de ces grandes entreprises. Ces patrons se sont enrichis dans des proportions faramineuses ces dernières années et ils viennent de toucher des milliards d'argent public : il est juste que l'ensemble de la société puisse bénéficier de ces richesses et que les travailleurs puissent donc décider eux-mêmes ce qu'il faut produire, comment et à quelles conditions. Cela montre que, en dernière analyse, les travailleurs ne pourront résoudre la crise qu'à condition de prendre le pouvoir à leurs exploiters.

□ **Kolya Fizmatov**

## **Les anticapitalistes et révolutionnaires sont en capacité de prendre des initiatives concrètes pour aider les travailleurs à déborder les directions syndicales. C'est ce que prouve la récente lutte des travailleurs de la métallurgie à Cordoba (Argentine)**

En Argentine comme dans le reste du monde, l'industrie automobile est l'une des plus touchées par la crise. Le patronat a multiplié le recours aux mises à pied — le plus souvent un prélude aux licenciements — et aux licenciements eux-mêmes. Or, malgré le discours de la presse bourgeoise et de la bureaucratie syndicale sur l'inévitabilité de ces mesures dans ce contexte de crise, les ouvriers ne sont pas restés sans réagir. Dans deux des principaux centres industriels du pays, Cordoba et la région Rosario-San Nicolas-Villa Constitucion, des luttes importantes ont eu lieu. À Cordoba, les ouvriers de trois grandes usines, IVECO, Volkswagen et Gestamp, parmi lesquels on compte beaucoup de jeunes, se sont mobilisés contre les licenciements, le chômage technique et même contre le non-renouvellement de contrat touchant les salariés en CDD. Ce dernier point est particulièrement important à noter, car le non-renouvellement des CDD n'apparaît généralement pas comme un licenciement et passe donc souvent comme une lettre à la poste. De même en France, s'il y a parfois des protestations contre le renvoi des intérimaires, il n'arrive jamais qu'une lutte soit organisée pour empêcher leur renvoi. Les initiatives prises par les ouvriers de Cordoba sont d'une grande importance pour toute la classe ouvrière, car elles s'attaquent au sentiment de fatalité face au rouleau compresseur du capitalisme en crise et montrent à toute la classe ouvrière la voie de la lutte<sup>1</sup>.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2008, 1500 ouvriers ont manifesté dans les rues du centre de Cordoba. La mobilisation a eu lieu grâce à l'initiative de délégués

combatifs<sup>2</sup>, parmi lesquels des militants du PTS (Parti des Travailleurs Socialistes, qui compte plus de 1000 militants) et des travailleurs du rang qui ont appelé à des Assemblées Générales et ont réussi à imposer une première manifestation à leur syndicat, le SMATA, qui venait pourtant d'accepter quelques jours auparavant les licenciements. Ce débordement partiel a contraint la direction du syndicat à aller plus loin qu'elle ne l'aurait voulu : elle a dû reprendre les négociations en demandant au patronat de reculer partiellement. C'est la preuve qu'une fraction significative de travailleurs tend à échapper au contrôle de la bureaucratie, principalement des ouvriers jeunes, en particulier les premiers frappés par ces mesures. Et cela montre qu'un parti révolutionnaire ne doit pas renoncer au combat sous prétexte qu'il est relativement petit et la bureaucratie syndicale très puissante. Tout au contraire, il doit avoir l'audace de prendre des initiatives, au lieu de se lamenter sur les difficultés. Car il est impossible d'apprécier la disposition des ouvriers au combat sans leur faire des propositions d'action.

Cependant, ces initiatives ne sauraient avoir pour seul but de faire pression sur la bureaucratie. Tout au contraire, elles doivent à chaque pas essayer d'ouvrir une voie indépendante. Car, si la bureaucratie peut être contrainte sous la pression de faire un pas à gauche, elle ne change pas de nature : à Cordoba, par exemple, sa politique a continué d'être un obstacle au combat des ouvriers. En effet, au lieu de s'appuyer sur cette mobilisation pour développer la lutte, de réunir une AG de tout le syndicat et de chercher la convergence avec les travailleurs d'autres secteurs touchés par les licenciements, comme ceux de la construction et de l'industrie de la viande et ceux luttant pour de meil-

leurs salaires, comme à La Poste ou dans les transports interurbains, la direction du syndicat a imposé des négociations entreprise par entreprise et a traité séparément le cas des ouvriers en CDI et de ceux en CDD. La bureaucratie syndicale reste donc un obstacle à la lutte de classe. Le résultat provisoire est une victoire partielle : dans l'usine Gestamp, le patronat a transformé les 215 licenciements de travailleurs en CDD en chômage technique jusqu'au 31 mars 2009, avec un salaire de 1050 pesos ; de même chez Volkswagen pour 365 travailleurs en CDD. En revanche, les travailleurs d'IVECO mis au chômage technique, isolés, n'ont pas obtenu davantage que 500 pesos, une misère, alors qu'ils revendiquaient 75% de leur salaire normal.

Le 14 janvier, le patronat et la direction du syndicat se mettaient d'accord (nouvelle preuve de leur étroite collaboration) pour le licenciement des 300 ouvriers mis au chômage technique jusqu'au 31 mars chez Iveco. De nouveau, c'est à l'initiative de délégués combatifs qu'une assemblée générale a été tenue, réunissant 400 ouvriers, qui sont ensuite allés manifester dans les rues de Cordoba. Pour renforcer le combat, le PTS et *Pan y Rosas*, une organisation de femmes liée au PTS, se sont efforcés de faire participer à la lutte les femmes et les compagnes des ouvriers d'Iveco. En effet, l'expérience de précédents conflits, comme celui de l'usine textile Mafissa ou de l'usine de pneumatique Fate, avaient montré que les habitudes créées par la société bourgeoise tendent à opposer dans une certaine mesure les ouvriers participant à la lutte et leurs femmes ou compagnes, qui voient souvent cela comme des moments volés au couple et craignent souvent davantage le danger qu'implique la lutte. Une vingtaine d'entre elles se sont réunies, ont discuté de la lutte et ont participé à la manifestation sous une banderole indiquant : « *Si une femme avance, aucun homme ne recule. Non aux licenciements.* » L'une d'elles expli-

<sup>1</sup> L'ensemble des informations sur ces grèves sont tirées de *La Verdad Obrera*, hebdomadaire du PTS (Parti des Travailleurs Socialistes, section argentine de la FTQI, Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale, dont une partie des militants de la Tendance CLAIRE du NPA sont sympathisants).

<sup>2</sup> En Argentine, dans les usines où il y a des syndicats, il est de tradition que les ouvriers élisent des délégués qui forment la direction large du syndicat d'usine.

que : « *Nous luttons pour ce qui nous revient, pour le travail, pour la famille, pour nos projets (...). Les entreprises ont assez d'argent pour garder tous leurs employés, aussi bien les CDD que les CDI ; nous savons qu'ils font et ont fait beaucoup de profits, que le gouvernement les a exonérées d'impôts pour 10 ans. Et ils ne peuvent pas nous garantir le travail, même pour un an ? C'est pour cela que nous exigeons le maintien de tous les emplois.* » (*La Verdad Obrera*, hebdomadaire du PTS, 05/02/09).

Depuis, les travailleurs poursuivent leur lutte avec ténacité. Ils ont organisé une nouvelle AG devant l'usine et ont voté les suites de la lutte. Tout d'abord, ils ont organisé une conférence de presse pour faire connaître leur combat, qui leur a valu de faire la une de la presse provinciale. Puis, ils ont organisé un rassemblement devant le siège du syndicat pour exiger de sa direction la réunion d'une AG de tout le syndicat et l'adoption d'un plan de lutte unissant tous les travailleurs, en CDD comme en CDI. En effet, si l'auto-organisation est nécessaire, il est aussi indispensable d'adresser des exigences à la direction du syndicat, en laquelle les travailleurs continuent d'avoir une certaine confiance. Cette initiative audacieuse a précisément permis que des dizaines de milliers d'ouvriers de la province de Cordoba voient à la télévision la direction du SMATA refuser ces deux demandes élémentaires : cela a donc contribué à démasquer son rôle, ce qui

est une condition pour unifier les rangs ouvriers. En effet, la bureaucratie syndicale s'efforce de briser la lutte en semant la panique parmi les ouvriers en CDI, en leur expliquant en substance que refuser le licenciement des travailleurs en CDD pourrait menacer leurs propres emplois. Tout au contraire, l'acceptation des premiers licenciements affaiblirait les travailleurs pour résister aux suivants qui, vu l'ampleur de la crise, ne manqueront pas d'arriver. D'où l'importance de mettre en avant des mots d'ordre et de faire un travail à la base en vue de sceller l'unité de ces deux catégories d'ouvriers.

La résistance étant moindre ou nulle dans les autres entreprises, en particulier les plus petites, on compte à ce jour près de 1000 licenciements et 7500 ouvriers mis au chômage technique avant licenciement dans l'industrie métallurgique de la province de Cordoba. Le gouverneur péroniste<sup>(1)</sup> de la province, Schiaretti, justifie les mesures de chômage technique par la crise et prétend que les licenciements sont marginaux. Son « opposant » Juez, issu lui-même du péronisme, qui a fondé son propre parti avec les débris du radicalisme (droite) proteste contre les licenciements : il demande une loi pour déclarer « l'état d'urgence social » pour six mois. Mais l'un des principaux députés de son bloc, Varas, secrétaire général de la UOM, syndicat des ouvriers de la métallurgie hors automobile, affilié à la CGT, n'a pris aucune initia-

tive comme dirigeant syndical, laissant les ouvriers abandonnés à eux-mêmes. Bref, Schiaretti comme son opposant Juez et la bureaucratie syndicale défendent chacun à sa façon les intérêts du patronat.

Pour vaincre l'offensive patronale soutenue par l'État, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propres forces, leur auto-organisation et la lutte pour se réapproprier leurs syndicats ou en créer quand il n'y en a pas. C'est à cela que doivent contribuer de toutes leurs forces les partis anticapitalistes et révolutionnaires. En ce sens, les leçons de la lutte en cours des ouvriers métallurgistes de la province de Cordoba peuvent servir aux militants anticapitalistes et révolutionnaires et aux ouvriers du monde entier.

□ **Antoni Mivani**

(1) Péroniste : qui se réclame de l'héritage politique de Peron, général de l'armée argentine, qui a constitué au lendemain de la guerre un puissant parti nationaliste bourgeois, le Parti Justicialiste, en s'appuyant sur la classe ouvrière et en la contrôlant *via* les syndicats intégrés à l'État (Peron a instauré un régime bonapartiste caractéristique des pays semi-coloniaux). C'est donc le parti dans lequel la majorité de la classe ouvrière se reconnaît traditionnellement. L'actuelle présidente, Cristina Kirchner, comme son prédécesseur et également mari, Nestor Kirchner, appartiennent d'ailleurs à l'une des ailes de ce parti.

**Lecteurs, contactez la Tendance CLAIRE du NPA !**

*Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr)*

**Consultez régulièrement notre site : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>**

*Abonnez-vous à notre Bulletin Au CLAIR de la lutte, demandez à recevoir par courriel notre supplément électronique bimensuel !*

## La bourgeoisie désarmée face à l'approfondissement de la crise économique mondiale

*Dans un premier temps, nous examinerons le contexte (économique et idéologique) dans lequel la crise financière et économique a éclaté. Puis, nous ferons le point sur la situa-*

*tion économique mondiale. Nous examinerons ensuite les réponses des États capitalistes, en étudiant en particulier les mesures prises par Sarkozy. Enfin, nous verrons que la*

*« gauche » bourgeoise ou réformiste n'a que les vieilles lunes keynésiennes (mystificatrices et inefficaces) à proposer aux travailleurs.*

### **Les conditions diversifiées de l'accumulation du capital dans le monde**

Suite à la Grande Dépression des années 1930 (avec la dévalorisation du capital que celle-ci a entraînée avec la cascade de faillites<sup>1</sup>) et surtout suite à la Seconde Guerre mondiale (avec la destruction du capital que celle-ci a entraînée), la destruction massive de la valeur du capital constant a permis la relance de l'accumulation du début des années 1940 jusqu'au début des années 1970. La hausse de la composition organique du capital (rapport entre la valeur du capital investi dans les moyens de production et la valeur du capital investi dans l'achat des forces de travail, seules créatrices de valeur), engendrée par la dynamique même du capitalisme, a fait baisser le taux de profit et a plongé les vieux pays impérialistes dans une crise de suraccumulation, dont ils ne sont pas réellement sortis depuis. Alors que le PIB mondial par tête a cru en moyenne de 2,9% par an entre 1950 et 1973, il a cru de seulement d'1,6% entre 1974 et 2003, et même d'1,1% si l'on exclut la Chine. Depuis les années 1970, les capitalistes sont parvenus à accroître considérablement le taux d'exploitation, redressant partiellement leur taux de profit, mais cela ne leur a pas permis de relancer durablement et solidement le rythme de l'accumulation. Il aurait fallu pour cela une destruction de valeur engendrée par une grande vague de faillites ou une guerre mondiale. Ni l'une ni

l'autre ne se sont produites. Au contraire, l'intervention économique de l'État a limité le nombre de faillites, empêchant les mécanismes (douloureux) de la crise d'opérer pleinement pour restaurer les conditions de profitabilité et donc d'accumulation<sup>2</sup>. Les différents gouvernements ont cherché en outre à améliorer artificiellement et temporairement la profitabilité des entreprises en stimulant l'endettement et par là même les bulles financières. Les récents plans « anti-crise » des différents États s'inscrivent dans cette logique et ne permettront pas une reprise durable de l'accumulation, faute de s'attaquer à la racine du mal, ce qui exigerait une destruction massive de capital.

Les pays « avancés » (Amérique du Nord, Océanie, Europe de l'Ouest, Japon) sont ainsi empêtrés dans une crise de suraccumulation depuis les années 1970 et rien n'indique la moindre sortie de crise, malgré les discours ronflants sur la « nouvelle économie » (à la fin des années 1990) ou sur « l'économie de la connaissance » (aujourd'hui). En revanche, le

rythme de l'accumulation s'est accéléré depuis les années 1990 dans le reste du monde (cf. graphique 1), en particulier dans les pays ex-staliniens — Chine, Russie, Europe de l'est<sup>3</sup> —, en Inde et dans les pays émergents asiatiques (mais pas en Afrique ou en Amérique latine). Alors que, depuis les années 1950, le rythme de l'accumulation avait été semblable dans les vieux pays impérialistes et le reste du monde, on observe un découplage depuis le début des années 1990, qui profite à l'Asie. Les économies des vieux pays impérialistes ne pèsent plus que 46% de l'économie mondiale contre 55% en 1992. Sur la même période, le poids de l'économie asiatique (hors Japon) est passé de 25 à 37% de l'économie mondiale (la Chine à elle seule de 9 à 17%) : cf. graphique 2.

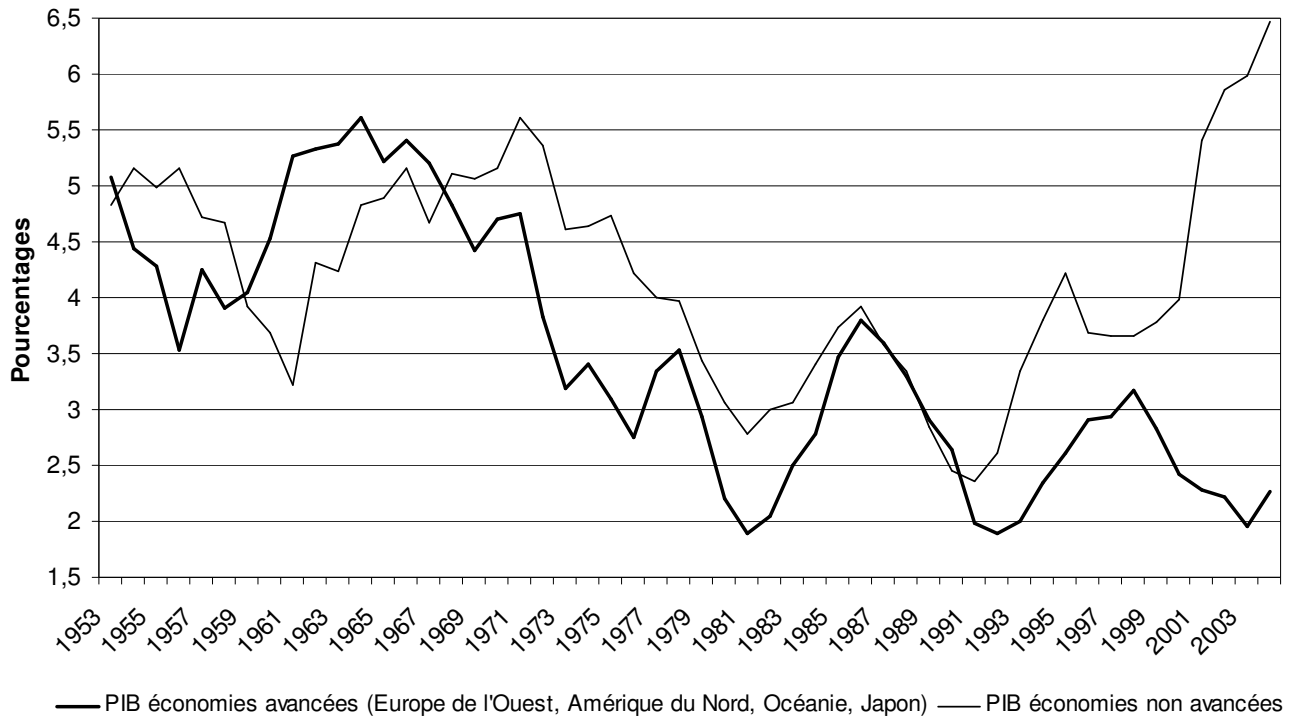
La crise dont l'épicentre se situe aux États-Unis va bien sûr affecter l'ensemble de la planète. Cependant, elle va probablement accroître le différentiel de croissance entre les vieux pays impérialistes et les pays émergents les plus solides (comme la Chine). Il est toutefois d'autant plus hasardeux de se lancer dans des prévisions que l'importance de la crise entraînera probablement une montée de la lutte de classes et un risque accru de conflits militaires de grande ampleur.

<sup>2</sup> Les économistes de l'OCDE remettent en cause les plans massifs d'aides aux entreprises en difficulté (notamment dans le secteur automobile). Ils préconisent de ne pas soutenir artificiellement des entreprises au bord de la faillite et d'utiliser le budget de l'État pour investir dans la recherche et la formation. Les États impérialistes rejettent ces recommandations et veulent à tout prix éviter un nombre trop grand de faillites, empêchant les mécanismes de la crise d'opérer et de restaurer des conditions durables de profitabilité — *via* une baisse sensible de la composition organique du capital).

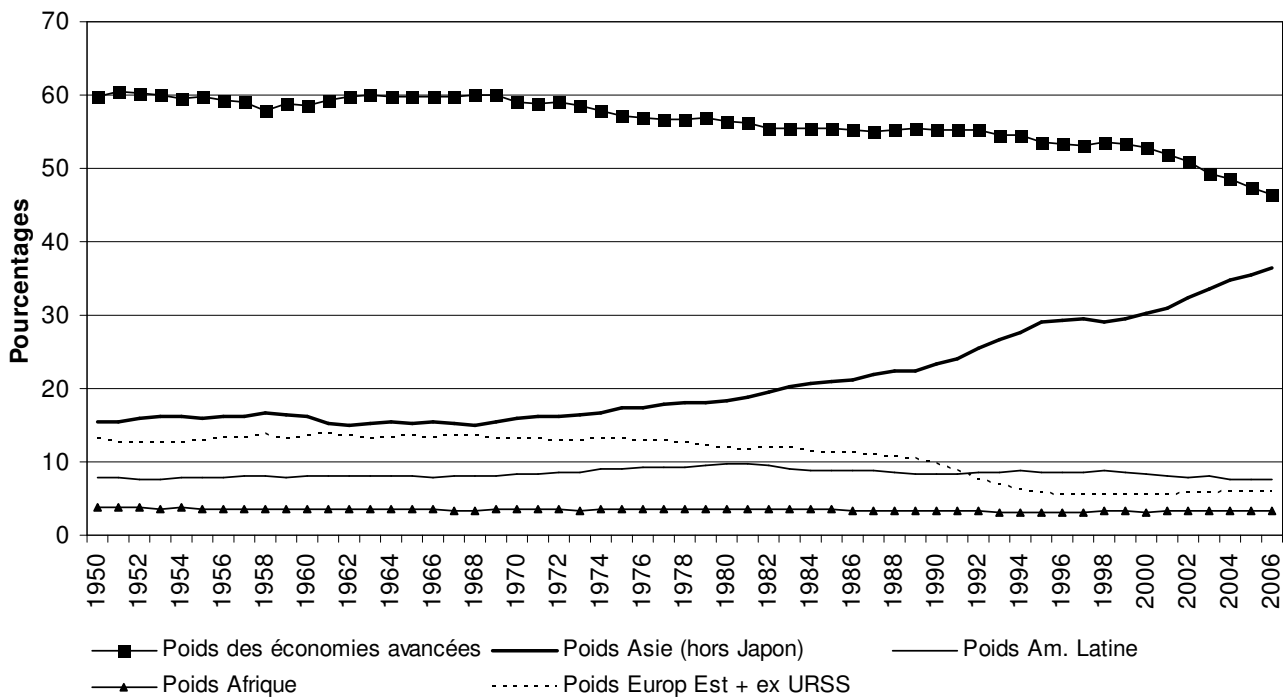
<sup>3</sup> L'activité s'est cependant effondrée au début des années 1990 en ex-URSS et dans une moindre mesure en Europe de l'Est. Avec l'effondrement de l'URSS, un terrain vierge et propice à l'accumulation du capital est apparu : les moyens de production ont été achetés pour une bouchée de pain, la main-d'œuvre était bien formée et peu chère, etc.

<sup>1</sup> L'élimination d'une grande quantité de capitalistes permet (de façon à première vue paradoxale) le sauvetage du système capitaliste. En effet, elle permet aux capitalistes survivants de racheter à bas prix les moyens de production (capital constant dévalorisé), ce qui permet le redressement du taux général de profit.

**Graphique 1 : Taux de croissance du PIB en moyennes mobiles<sup>1</sup>**



**Graphique 2 : Poids des différentes zones dans le PIB mondial**



<sup>1</sup> Pour lisser les variations, on prend comme taux de croissance de l'année (n) la moyenne des taux de croissance entre l'année (n-2) et l'année (n+2). Nous utilisons pour les graphiques 1 et 2 les chiffres de Maddison : [http://www.gdcd.net/maddison/Historical\\_Statistics/horizontal-file\\_09-2008.xls](http://www.gdcd.net/maddison/Historical_Statistics/horizontal-file_09-2008.xls)

## ***Derrière l'idéologie néolibérale se cache le capitalisme monopoliste d'État***

Face à l'accélération de la baisse du taux de profit dans les années 1970, les capitalistes ont engagé une épreuve de force contre le prolétariat pour remettre en cause l'ensemble des acquis sociaux. Il s'agissait – et il s'agit toujours – de restructurer en profondeur le rapport de classe, de mettre à bas tout ce qui limitait l'exploitation (statuts, salaire socialisé, etc.), afin de fluidifier la reproduction du capital. Cette restructuration, permise par les trahisons des bureaucraties syndicales et des partis réformistes, a eu des conséquences désastreuses, débouchant sur une crise profonde du mouvement ouvrier et de la conscience de classe. En outre, la libéralisation des mouvements de capitaux entre pays a accentué la mise en concurrence des travailleurs, affaiblissant leurs capacités de résistance.

Le rôle de l'État n'a pas diminué : il s'est au contraire accru au service de la classe capitaliste. La pression fiscale n'a pas baissé globalement : elle a baissé pour les capitalistes et a augmenté pour les travailleurs. Parallèlement, la dépense de l'État s'est réorientée vers l'aide économique aux capitalistes (aides directes aux entreprises, hausse de la dépense d'armements dans les années 1980) et vers la mise en place de dispositifs sécuritaires omnipotents. Aux États-Unis mê-

mes, l'État est constamment venu au secours des capitalistes en difficulté : renflouement de Chrysler en 1979-1980, sauvetage des Caisses d'épargne dans les années 1980, du fond d'investissement LTCM en 1998, etc.

La « guerre contre le terrorisme » est la guerre contre toute forme d'opposition ou de résistance à la reproduction du capital à l'échelle mondiale. Avec la guerre en Irak de 1991, il s'agissait de soumettre une puissance régionale, disposant d'une capacité de nuisance militaire et surtout de réserves pétrolières importantes. Il était inacceptable, pour la « communauté internationale » capitaliste, qu'une puissance régionale jouisse d'une autonomie relative dans l'utilisation de la rente pétrolière et la mette au service d'un développement industriel capitaliste autocentré. Bien sûr, la « communauté internationale » ne forme pas un bloc uniforme, mais est traversée par des contradictions inter-impérialistes ; elle est par contre unie quant aux moyens de répression à développer dans l'ensemble des pays contre les travailleurs. La « guerre contre le terrorisme » vise tout ce qui fait obstacle à l'accumulation du capital impérialiste, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Le « néo-libéralisme » est donc une idéologie mystificatrice, dans

son sens ordinaire selon lequel l'État se désengagerait de l'économie afin de mieux faire fonctionner la concurrence libre et non faussée génératrice de bien-être pour tous. Les capitalistes ont au contraire besoin d'un État fort, pleinement engagé à leur service dans la vie économique et qui impose la mise en concurrence généralisée des travailleurs. Tout ceci s'accompagne d'un discours vantant la « responsabilité », « l'autonomie », « la culture du résultat » et « l'évaluation des performances », visant à mettre les travailleurs sous pression et à casser les solidarités collectives.

Dès 1917, dans *L'État et la révolution*, Lénine avait vu les prémises du « processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'État »<sup>(1)</sup>. Loin d'un retour à un capitalisme concurrentiel flanqué d'un État gendarme, le capitalisme monopoliste d'État s'enracine et se modernise, l'État jouant plus que jamais son rôle dans la subordination de toutes les sphères de l'existence à la logique du profit.

<sup>(1)</sup> L'expression « capitalisme monopoliste d'État » a été ensuite popularisée par les économistes (réformistes et révisionnistes) du PCF (en premier lieu Paul Boccaro).

## ***Une crise mondiale d'une ampleur inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui frappe avant tout les grandes puissances impérialistes***

Le 3<sup>e</sup> trimestre 2008 a vu l'ensemble des économies des pays développés basculer dans la récession, avec une baisse de l'activité par rapport au trimestre précédent : États-Unis (-0,1%), Japon (-0,5%), Royaume Uni (-0,5%), zone euro (-0,2%). Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le PIB de l'ensemble des pays du G8 se contractera fortement en 2009. Le FMI a revu une nouvelle fois fin janvier ses prévisions de croissance à la baisse pour 2009 : il annonce une croissance mondiale de seulement 0,5% (il pré-

voyait encore 2,2% de croissance en novembre), avec une baisse de l'activité de 2% dans les économies « avancées ». Et Strauss-Kahn, directeur du FMI, annonce désormais une « croissance » mondiale négative en 2009.

### **États-Unis**

Les États-Unis devraient connaître (au moins) quatre trimestres consécutifs de baisse du PIB entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2008 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2009. Après une légère baisse au

3<sup>e</sup> trimestre 2008, l'activité s'est effondrée au 4<sup>e</sup> trimestre : -6,2% en rythme annuel. Contrairement à la France, la consommation des ménages devrait nettement baisser, avec la forte montée du chômage et la baisse des marchés immobiliers et boursiers. Les importations chuteraient (plus vite que les exportations), réduisant le déficit commercial gigantesque des États-Unis. Le rythme des destructions d'emplois s'accélère : 2 millions d'emplois ont été détruits ces trois derniers mois (décembre, janvier et février) ; le taux de chômage est passé

de 4,5% en juin 2007 à 8,1% en février 2009 (son plus haut niveau depuis 1983). Le FMI annonce désormais une contraction de l'économie de 1,6% en 2009 et certains économistes tablent sur une baisse de 2 à 3%.

Pour tenter de limiter l'ampleur de la crise, Obama a fait voter un plan de 787 milliards de dollars, dont environ 35% sous forme de baisses d'impôts et 65% sous forme de dépenses publiques. Pour limiter la colère populaire, Obama a été obligé d'annoncer le plafonnement (à 500 000 dollars par an tout de même!) des rémunérations des dirigeants d'entreprises.

De façon parallèle, le gouvernement US s'appête à lancer un deuxième plan de sauvetage des banques, « le plan Geithner » (du nom du nouveau secrétaire d'État au Trésor), après le plan Paulson de l'automne dernier. Il s'agit de créer un fonds pour racheter les actifs pourris des banques (en mobilisant jusqu'à 1 000

milliards de dollars), un fonds pour fournir du capital aux banques, un fonds pour encourager les banques à prêter aux entreprises et aux ménages (en mobilisant jusqu'à 1 000 milliards par les banques) et enfin un fonds de 75 milliards pour aider les ménages à rembourser leurs crédits (et éviter les saisies). La conséquence de ces différents plans est que le déficit budgétaire de l'État devrait avoisiner les 12% en 2009!

## Royaume-Uni

Si le gouvernement britannique table officiellement sur une baisse du PIB d'1% en 2009, l'économie du Royaume-Uni pourrait se contracter de 2,9% l'an prochain selon le Center for Economics and Business Research (2,8% selon le FMI), avec un recul de 15% de l'investissement des entreprises. La Banque centrale britannique évoque même la possibilité d'une

baisse du PIB de 3 à 6% entre mi-2008 et mi-2009. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2008, le PIB a déjà reculé d'1,5% par rapport au trimestre précédent! Le poids des secteurs financier et immobilier plombe l'ensemble de l'économie anglaise, d'où l'ampleur de la récession. Royal Bank of Scotland a annoncé pour 2008 une perte énorme de 28 milliards de £ (la plus grosse perte de l'histoire du Royaume-Uni)! Les prix immobiliers avaient triplé entre 1997 et 2007. Comme les salaires n'ont évidemment pas grimpé au même rythme, les remboursements des prêts immobiliers représentaient 46% du revenu des ménages en 1996 et 137% en 2007! Le rapport entre le prix des maisons et les revenus est passé de 2,1 en 1995 à 2,5 en 2000 et 5,4 en 2007! La dépréciation de la livre stimule certes les exportations, mais menace désormais la solvabilité du pays.

## Le retour de la planche à billets : solution miracle ?

La Réserve Fédérale US et la Banque Centrale du Royaume Uni ont indiqué qu'elles pourraient prochainement acheter des obligations (titres d'endettement) émis par les États, afin de maintenir les taux d'intérêts longs à un bas niveau. Cela permettrait aux États de créer autant de monnaie qu'ils le veulent (on parle de « monétisation du déficit »), alors que la baisse des taux d'intérêt à court terme n'implique pas automatiquement une augmentation de la création monétaire. En effet, aujourd'hui, malgré des taux d'intérêt quasi nuls fixés par les banques centrales, les banques restreignent le crédit, augmentent les taux d'intérêt auxquelles elles prêtent afin de restaurer leur rentabilité. Afin de lutter contre la déflation, les États n'auraient pas d'autre choix que de créer directement eux-mêmes de la monnaie.

Le Traité de Maastricht a interdit aux banques centrales de l'UE d'acheter les obligations de leur État et, depuis la monnaie unique, a interdit à la Banque Centrale Européenne d'acheter la dette des États. Autrement dit, les États ne sont plus sûrs de pouvoir financer leur dette et ils doivent vendre leurs obligations sur le marché.

La planche à billets n'est en aucun cas la solution miracle. Il ne suffit pas de créer de la monnaie pour que le pays s'enrichisse! Dans les années 1970, de nombreux États ont eu recours à la planche à billets. Cela a certes permis aux capitalistes industriels d'augmenter leur niveau de prix et donc de contribuer à restaurer leur taux de profit. Mais cela a surtout créé une spirale inflationniste déstabilisatrice (en alimentant la lutte de classe des travailleurs), sans que cela permette d'apporter une véritable réponse à la baisse du taux de profit. D'où, à partir du début des années 1980, les politiques désinflationnistes couplées à de violentes attaques contre les acquis des travailleurs.

## Zone euro

Après une baisse de 0,2% du PIB aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres 2008, l'activité de la zone euro a enregistré un recul historique au 4<sup>e</sup> trimestre (-1,5%). La Commission européenne prévoyait en janvier une baisse du PIB d'1,9% pour la zone euro en 2009. Cette prévision semble d'ores et déjà trop optimiste et la Banque centrale européenne parle désormais d'une chute du PIB comprise entre 2,2% et 3,2%.

L'Espagne est particulièrement touchée par les effets de la crise immobilière. Le chômage, déjà passé de 7,9% à l'été 2007 à 13,9% fin 2008, pourrait monter jusqu'à 20% en 2010.

L'Irlande devrait voir son activité se contracter d'environ 4% en 2009 et le Premier ministre a indiqué que l'économie irlandaise pourrait se contracter de 10% entre 2008 et 2010; le gouvernement a annoncé des coupes budgétaires (notamment la baisse des salaires des fonctionnaires) pour limiter la croissance du déficit public (alimenté par les aides aux banques). À l'appel de l'ICTU, principal regroupement de syndicats irlandais, une énorme manifestation de 120 000 personnes<sup>1</sup> (selon la police) a eu lieu à Dublin samedi 14 février.

<sup>1</sup> Rapporté au nombre d'habitants, cela équivaut à une manifestation d'1,5 millions de personnes à Paris! — Cf. ci-après l'article d'Antoni Mivani sur les

L'Allemagne, qui pensait être relativement épargnée, va être très durement touchée par la crise: le FMI prévoit pour 2009 une baisse du PIB de 2,5% (la Banque centrale évoque une baisse d'au moins 5%), une baisse de l'investissement de 5,2% et une baisse des exportations de 6,1%. Au 4<sup>e</sup> trimestre 2008, le PIB a chuté de 2,1%, du jamais vu depuis la réunification bourgeoise de l'Allemagne.

premières ripostes des travailleurs à la crise.

## Japon

L'activité au Japon s'est effondrée de 3,3% au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 (la plus mauvaise performance depuis 1974) après avoir chuté d'1% au 3<sup>e</sup> trimestre. La production industrielle s'est effondrée de 8,1% en novembre (un record), puis de 9,6% en décembre (un nouveau record), en raison notamment de la chute des exportations d'automobiles et de composants électroniques (due à l'appréciation du yen). Entre décembre 2007 et décembre 2008, la production industrielle a chuté de 20%! Les exportations ont ainsi connu une chute record de 35% au mois de décembre. La balance commerciale, structurellement excédentaire depuis des années, est déficitaire depuis octobre 2008. Le FMI prévoit une baisse du PIB de 2,6% en 2009. Pour empêcher la multiplication des faillites, le gouvernement a décidé d'injecter 8,5 milliards d'euros pour acheter des actions d'entreprises en difficulté.

## Chine

La Chine est également touchée par la crise. Alors qu'elle a besoin d'une croissance d'environ 8% pour absorber le surplus de main-d'œuvre (et espérer contenir la colère ouvrière), certains économistes estiment que la croissance pourrait tourner autour de 5-6% en 2009 (le FMI prévoit 6,7% après 9% en 2008 et 13% en 2007). D'ores et déjà, la croissance du PIB n'a été que de 6,8% (en rythme annuel) au 4<sup>e</sup> trimestre 2008. Les causes du ralentissement sont de deux ordres : l'impact négatif de la crise dans les pays impérialistes sur les exportations chinoises (cause externe) et la crise du secteur immobilier (cause interne).

Les exportations chinoises sont passées de 438 milliards de \$ en 2003 à 1200 milliards de \$ en 2007. Les importations sont passées de 412 milliards de \$ en 2003 à 950 milliards de \$ en 2007. D'où un excédent commercial record de 250 milliards en 2007. Si le poids des exportations par rapport au PIB a crû ces dernières années (passant de 23% en 2000 à 40% en 2008), il ne représente que 22% du PIB si on le corrige du contenu en importations des exportations (part des produits importés dans la fabrication des produits chinois exportés). 40% des exportations chinoises allaient vers les États-Unis et l'UE.

Avec la crise, elles vont fortement reculer : en janvier, le recul a été de -17,5% par rapport à janvier 2008, et de -25,7% en février par rapport à février 2008, contribuant fortement au ralentissement économique.

En outre, la Chine a connu une expansion très forte du crédit en 2006 et 2007, qui a entraîné une forte hausse du prix de l'immobilier et de la valeur des titres sur le marché boursier (+250% entre début 2006 et fin 2007). Les forts excédents commerciaux ont de plus engendré une hausse de la masse monétaire<sup>1</sup> qui alimente l'inflation financière. L'État chinois a continuellement augmenté les taux d'intérêt depuis 2005, laissé le yuan s'apprécier, pour limiter l'inflation financière. Cela a fini par entraîner une baisse des prix de l'immobilier et un ralentissement dans le secteur de la construction.

Selon les experts de Natixis<sup>2</sup>, la décélération de la croissance fin 2008 vient principalement du ralentissement économique mondial. Mais les sources domestiques de la croissance restent très fortes. Le gouvernement chinois l'a bien compris et encourage ce recentrage sur le marché interne. Déjà, un réajustement a commencé à s'opérer, puisque les dépenses de consommation interne sont responsables d'environ 2/3 de la croissance du PIB en 2008 alors qu'elles contribuaient à moins de 50% de cette croissance en 2007. Pour tenter de limiter le ralentissement économique, le gouvernement chinois a annoncé un vaste plan de relance budgétaire<sup>3</sup> (586 milliards de dollars d'ici 2010) dédié à de grands projets d'infrastructures (constructions d'autoroutes, de lignes de chemins de

<sup>1</sup> Cela découle du fait que, pour acheter les devises qui rentrent au pays, la Banque centrale chinoise doit créer de la monnaie en contrepartie. Pour limiter la création monétaire, les Banques centrales mènent une politique de « stérilisation » (le plus souvent partielle) en émettant des obligations libellées en devises locales : cela permet de faire revenir une partie de la monnaie créée dans les « coffres » de la Banque centrale.

<sup>2</sup> Eco Hebdo Recherche économique du 13 février 2009, [http://www.natixis.com/jcms/lead\\_147407/eco-hebdo-13-02-09](http://www.natixis.com/jcms/lead_147407/eco-hebdo-13-02-09)

<sup>3</sup> La capacité de la Chine à accroître les dépenses publiques est très forte puisque, avant le ralentissement économique, le déficit public était très réduit (1% du PIB) et la dette publique très faible (15% du PIB).

fer, etc.) et à l'augmentation des aides sociales. Il s'agit de développer le marché intérieur chinois pour contrebalancer le ralentissement des exportations et se rapprocher au maximum des 8% de croissance. Parallèlement, les investissements directs étrangers continuent à croître en Chine. En outre, la solidité de la monnaie chinoise (garantie par les immenses réserves de change accumulées par la Chine) met ce pays à l'abri des turbulences qui affectent certains pays émergents suite à la dépréciation brutale de leurs monnaies.

## Asie

Selon le FMI, la croissance indienne entre mars 2009 et mars 2010 serait de 5,1% (après 7,1% entre mars 2008 et mars 2009 et 9,3% entre mars 2007 et mars 2008).

En Asie du Sud-Est, l'activité devrait être pénalisée par la baisse des exportations vers les pays impérialistes. En novembre, les exportations de la Corée du Sud ont chuté de 19% par rapport à la même période l'année précédente. Alors que le FMI prévoyait il y a deux mois une croissance de 2% en Corée du Sud, il prévoit désormais une baisse de la production de 4% (après une croissance de 2,5% en 2008 contre 5% en 2007). Les autorités ne prévoient plus qu'une croissance de 2% pour 2009, le plus faible taux depuis la crise asiatique de 1997-1998. À Singapour, après une baisse du PIB de 4,2% (qui s'explique par un plongeon des exportations de biens manufacturiers) au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 (en rythme annuel), l'activité devrait fortement décroître en 2009 (de 2 à 5%). Le Vietnam espère tirer son épingle du jeu et maintenir une croissance de 6,5% en 2009 après les 6,2% de 2008.

## Russie et Europe de l'Est

La Russie, dont l'activité a crû de 6% en 2008 et de 8% en 2007, devrait avoir une croissance à peu près nulle en 2009 (voire négative selon le FMI), en raison notamment de la chute des cours du pétrole. Alors que le rouble a perdu 17% de sa valeur face à un panier de devises de référence mélangeant l'euro et le dollar, la Banque centrale russe a dû puiser dans ses réserves de change pour éviter une dépréciation plus rapide du rouble et



donc une fuite trop importante des investisseurs étrangers.

L'Europe de l'Est va subir très fortement les conséquences de la crise. Le boom du crédit de ces dernières années a été entretenu par les filiales locales des banques de l'Union européenne. Beaucoup de prêts ont été faits en monnaie étrangère (afin de bénéficier de taux bas). Par exemple, en Hongrie, 60% des crédits aux ménages et 48% des crédits aux entreprises ont été libellés en devises étrangères. Avec la dépréciation des monnaies locales (suite aux rapatriements de capitaux vers les métropoles impérialistes), la valeur des dettes explose et plonge l'économie de ces pays dans la crise. La plupart de ces pays ont des déficits commerciaux énormes (représentant 6,8% du PIB en Hongrie, 14%

du PIB en Roumanie, 21,4% du PIB en Bulgarie, 22,8% du PIB en Lettonie...). Ces déficits se creusent d'autant plus que la plupart de ces pays sont spécialisés dans l'exportation de biens manufacturés et d'automobiles, dont la consommation s'effondre en Europe de l'Ouest. Certains doivent même se tourner vers le FMI pour éviter la banqueroute : ainsi le FMI a-t-il accordé une aide de 15,7 milliards de dollars à la Hongrie et de 16,4 milliards de dollars à l'Ukraine. Le PIB de la plupart des pays d'Europe de l'Est devrait plonger en 2009 : -5 à -10% dans les pays Baltes, -5% en Ukraine, -3% en Hongrie, etc.

## Amérique latine

Les pays d'Amérique latine subiront aussi un net ralentissement économique. Au Brésil, après une croissance du PIB de 5,8%, l'activité devrait fortement ralentir en 2009. Le secteur agro-alimentaire, particulièrement dynamique ces dernières années, devrait stagner du fait d'un handicap supplémentaire : les graves inondations qui ont affecté le sud du pays. Au Mexique, la Banque centrale a annoncé une baisse du PIB comprise entre 0,8% et 1,8% en 2009 (après une croissance ralentie d'1,5% en 2008), alors que le FMI prévoit une baisse de 0,3% du PIB.

□ Gaston Lefranc

## La France s'enfonce dans la crise

Le 19 décembre, l'INSEE prévoyait une diminution du PIB de 0,8% pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2008, de 0,4% pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 et une diminution de 0,1% pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2009. Le 12 février, l'INSEE a annoncé une baisse du PIB d'1,2% pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2008, la plus forte baisse depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 1974. Les prévisions de décembre rendaient déjà impossibles et farfelues les prévisions de croissance du gouvernement pour 2009 (0,2 à 0,5% de croissance). Le 12 février, la ministre de l'économie Christine Lagarde a dû reconnaître que la baisse minimale du PIB en 2009 serait d'1%. En fait, la Commission européenne prévoyait en janvier une baisse du PIB d'1,8% en 2009 et

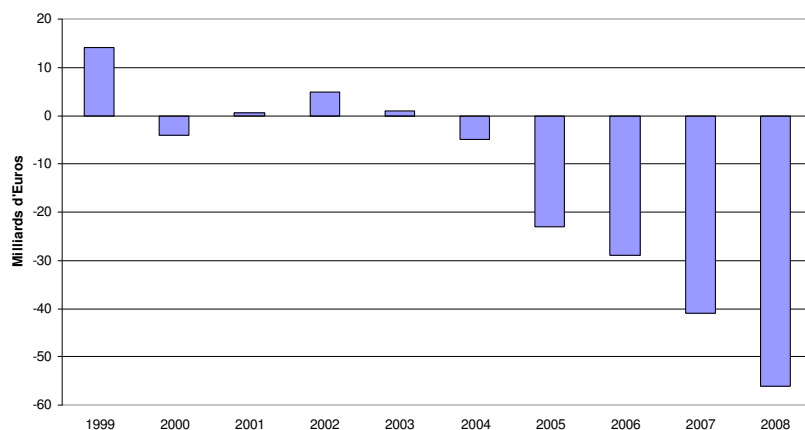
le FMI une baisse d'1,9%... en attendant la prochaine révision à la baisse ?

Aujourd'hui, le doute n'est plus permis : la France est enfoncée dans une récession profonde pour la première fois depuis 1992-1993 (le PIB avait alors reculé de 0,5% au 4<sup>e</sup> trimestre 1992 et de 0,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 1993). La baisse accentuée du PIB au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 s'explique principalement par un fort mouvement de déstockage (notamment dans l'automobile), par une forte baisse des exportations (-3,7%) et par une forte baisse de l'investissement (-1,6%), qui devrait se prolonger au 1<sup>er</sup> semestre 2009. L'augmentation du taux d'investissement (investissement en pourcentage de la valeur ajoutée)

depuis 2003 joue négativement sur le taux de profit et aiguise la suraccumulation structurelle de capital, d'où le repli prononcé de l'investissement. En revanche, la consommation des ménages résiste bien (+0,5%), en tout cas bien mieux que l'investissement — et cette tendance devrait se prolonger au 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

Proche de 40 milliards d'euros en 2007, le déficit commercial a atteint 55,7 milliards en 2008 (malgré la baisse du prix du pétrole depuis quelques mois). Entre la fin 2008 et la mi-2009, les exportations devraient davantage reculer que les importations, accentuant le déficit commercial, malgré la récente dépréciation de l'euro.

### Solde du commerce extérieur français



Les destructions nettes d'emplois salariés marchands non agricoles sont estimées (par l'INSEE en décembre) à 147 000 pour le 2<sup>e</sup> semestre 2008 et à 214 000 pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2009. La hausse du chômage (qui touche particulièrement les hommes, car ils sont plus nombreux dans l'industrie, première touchée, et les jeunes) serait limitée par le facteur démographique; mais le taux de chômage officiel devrait tout de même grimper à au moins 8% mi-2009

(contre 7,3% au 3<sup>e</sup> trimestre 2008). Ces prévisions apparaissent aujourd'hui comme trop optimistes: la Commission européenne prévoit désormais un taux de chômage de 9,8% fin 2009 et de 10,6% fin 2010. En novembre, l'ANPE enregistrait 64 000 demandeurs d'emplois de plus, record qui fut à nouveau battu en janvier 2009 avec 90 000 demandeurs d'emplois supplémentaires. Les annonces de plans sociaux se succèdent depuis septembre 2008: 4 000

chez Renault, 3 500 chez PSA, 1 400 chez Arcelor Mittal, 1 215 chez Faurecia, 946 à la Camif, 927 chez Sanofi Aventis, 800 chez Conforama, 740 chez MBO, 700 chez Pfizer, 672 à la Redoute, 600 chez Adecco, 580 chez Hewlett-Packard, 400 aux Trois Suis- ses, etc. En outre, l'annualisation introduite par les lois PS-PCF dites « lois Aubry » permet une gestion « flexible » du temps de travail, ce qui limite pour le moment les licenciements.

## ***L'État au secours des capitalistes : des cadeaux pour les patrons (payés par les travailleurs) mais aucune solution en vue pour sortir du marasme économique***

### **La réalité du plan de « relance » de « 26 milliards »**

Le plan français est un sous-ensemble d'un plan « européen » de 200 milliards qui fait appel pour 170 milliards aux budgets nationaux et pour 30 milliards aux budgets de l'UE (fonds social européen, fonds de cohésion, fonds d'ajustement à la mondialisation) et de la Banque européenne d'investissement. Voici les différentes mesures prévues par le plan français de relance de l'économie réelle :

- Remboursement de l'État par anticipation de 11,5 milliards de dettes (crédit impôt recherche, TVA, impôt sur les sociétés) : cela ne constitue pas des versements supplémentaires, mais permet aux entreprises de faire une économie sur leurs frais de trésorerie (d'environ 500 millions seulement : 11 milliards multipliés par taux d'intérêt de 5%).

- « Investissements publics » (lignes TGV, Plan Campus, défense, etc.) : 10,5 milliards (4 milliards pour l'État, 4 milliards pour les entreprises publiques, 2,5 milliards pour les collectives locales); l'État postule donc pour les autres et il est peu probable qu'on atteigne ce chiffre. Sur les 8 milliards pour l'État et les entreprises publiques, l'OFCE estime que 5 milliards seulement seraient dépensés en 2009.

- Prime à la casse de 1000 euros : 220 millions.

- Fonds de relance de la filière automobile : 300 millions (notamment triplement du crédit impôt recherche).

- Prime de 200 euros pour les 3,8 millions de ménages bénéficiaires potentiels du RSA (prime de solidarité

active versée en avril 2009) : 760 millions.

- Accompagnement à la recherche d'emploi (actions de formation, contrats de professionnalisation, contrats de transition professionnelle, etc.) : 500 millions.

- Exonération de cotisations sociales (à hauteur de l'intégralité des cotisations applicables au SMIC) pour les embauches dans les TPE en 2009 (moins de 10 salariés) : 700 millions.

- Doublement du prêt à taux zéro (pour achat d'un logement neuf en 2009) : 600 millions.

- Plan de 100 000 logements supplémentaires en deux ans : 600 millions.

Ainsi, le plan de relance français est-il plutôt de l'ordre 10 milliards de dépenses supplémentaires et non de 26 milliards comme le gouvernement l'annonce. L'essentiel du plan consiste en cadeaux au patronat pour l'inciter à investir et à limiter les suppressions d'emplois, et en achats par l'État de marchandises aux capitalistes à des prix suffisamment hauts pour garantir leurs profits (notamment du matériel militaire). Les aides aux ménages sont marginales (prime à la casse, prime aux ménages modestes, prêts à taux zéro — 1,5 milliard en tout), et obéissent à une logique communicationnelle: donner le sentiment que le gouvernement pense au petit peuple et ne fait pas des cadeaux aux seuls capitalistes.

Le 18 février, à l'occasion des « concertations » avec les directions syndicales, Sarkozy a annoncé quelques miettes pour les « consommateurs » en guise de réponse à la mobilisation du 29 janvier: 2,5 milliards sous forme de baisse d'impôts sur le

revenu, de primes pour les foyers modestes, d'une meilleure prise en charge du chômage partiel par l'État et de fonds supplémentaires pour la formation. Avec en outre des mesures pour associer encore plus étroitement les directions syndicales (invitées à siéger dans des organismes divers) à la gestion de la crise. Sarkozy ne se cache d'ailleurs pas de vouloir associer les bureaucrates syndicaux à sa politique de soutien au patronat: « *Les syndicalistes ne sont pas là simplement pour défendre des acquis sociaux. Je souhaite les responsabiliser. Ils ont parfaitement le droit et la compétence pour donner leur avis sur des principes d'investissement* » (*Les Échos*, 21-22 novembre 2008).

### **Les autres dispositifs de Sarkozy pour aider le patronat**

Comme tous les gouvernements impérialistes, Sarkozy n'a pas lésiné sur les moyens pour venir au secours du secteur bancaire: mise en place d'une Société de prise de participation de l'État (pouvant injecter jusqu'à 40 milliards pour augmenter les fonds propres des banques) et d'une société de financement de l'économie française (garantissant pour un montant de 320 milliards les crédits des banques, au cas où les banques emprunteuses feraient défaut).

En outre, Sarkozy a créé un fonds stratégique d'investissement (doté de 20 milliards) pour aider les entreprises industrielles (automobiles, aéronautique, etc.) et a mis sur pied un plan PME (22 milliards). L'ensemble des confédérations syn-

dicales ont accepté la proposition de Sarkozy de siéger au comité d'orientation de ce fonds.

De plus, il a annoncé jeudi 5 février 2009 un nouveau cadeau pour les patrons : la suppression de la taxe professionnelle à partir de 2010, soit un cadeau d'environ 8 milliards d'euros (qui sera sans doute compensé par une hausse des impôts payés par les travailleurs) pour les patrons. (Sarkozy avait déjà annoncé la suppression de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements de 2009. Ici, il étend la suppression à l'ensemble des investissements — non encore complètement amortis.)

Enfin, Sarkozy a annoncé le 9 février un nouveau plan de soutien à l'automobile : 6,5 milliards d'euros de prêts bonifiés (prêts à taux réduits :

c'est l'État qui paie la différence...) à Renault et PSA, en contrepartie du maintien des sites des constructeurs automobiles en France. (Les constructeurs automobiles avaient déjà reçu 1 milliard d'aides au travers de leurs filiales bancaires ; en outre, cette industrie bénéficie de la prime à la casse, dont le coût est estimé à 200 millions d'euros.)

Même si les discours officiels s'efforcent de masquer la réalité, toutes ces mesures de « sauvetage » ou de « relance » visent à augmenter le taux d'exploitation des travailleurs : il s'agit de les racketter toujours plus pour limiter la baisse des profits, qui sont le moteur de l'économie capitaliste. D'ailleurs, les profits des entreprises du CAC 40 en 2008 (65 milliards) sont en nette baisse par rapport à

2007 (100 milliards, record absolu), mais ils ne sont pas catastrophiques non plus puisqu'ils sont par exemple supérieurs à ceux de 2003. Sur les 40 sociétés du CAC 40, seules 3 font des pertes et 16 ont même amélioré leurs résultats par rapport à 2007.

En pressurant toujours plus les travailleurs, en accroissant l'endettement public et en mettant en place les conditions pour la naissance d'une nouvelle bulle financière (taux d'intérêt zéro), les plans gouvernementaux ne permettront pas une sortie durable du marasme économique. Au mieux, ils permettront une reprise artificielle des taux de profit... en préparant les conditions d'une crise encore plus grave.

## ***Quand l'ensemble de la « gauche » fait croire qu'il suffit de donner du pouvoir d'achat aux salariés pour résoudre la crise !***

Les causes de la crise ne résident pas dans la « sous-consommation » des salariés dont les salaires trop bas ne permettraient pas l'écoulement de la production<sup>1</sup>. Le problème des capitalistes est un problème de rentabilité : ils ne produisent pas assez de plus-value par rapport à la masse de capital qu'ils doivent avancer. En augmentant les salaires, on ne fait qu'aggraver la crise puisque cela entraîne une baisse de la plus-value ! Car le moteur du système capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins des masses, mais la vigueur du taux de profit.

### **Le plan de relance du PS = le Plan Sarkozy + le soutien à la consommation = n'importe quoi !**

Le parti socialiste ne remet pas en cause le Plan Sarkozy de « relance ». Il propose juste de le compléter par des mesures visant à accroître la consommation des salariés : chèque de 500 euros aux plus pauvres (béné-

ficiaries des minima sociaux ou de la prime pour l'emploi), baisse d'1 point de la TVA ou encore revalorisation de 3% du SMIC (30 euros en plus...).

Les mesures de relance de la consommation ont pourtant prouvé leur inefficacité : les chèques envoyés par Bush début 2008 aux ménages états-uniens ont provoqué un pic de croissance à court terme qui s'est immédiatement dissipé ; la baisse de la TVA décidée par Brown au Royaume-Uni est un échec total. Bien avant, la relance Chirac de 1976 ou Mitterrand de 1981 ont été des échecs complets.

### **Les bureaucrates syndicaux demandent des augmentations de salaires... non pour satisfaire les besoins des travailleurs, mais pour mieux faire repartir l'économie capitaliste**

La position des dirigeants syndicaux est claire : comme le PS, ils sont pour les mesures de sauvetage des banques et des entreprises. Ils demandent simplement qu'on stimule la consommation, *via* des augmentations de salaires (« raisonnables », puisqu'il faut qu'elles ne mettent pas les entreprises en difficulté), en expliquant que la consommation est le

premier moteur de l'économie. S'il faut exiger des hausses de salaires, ce n'est pas selon eux parce que cela correspond aux besoins des travailleurs, mais parce que cela est bon pour l'économie, c'est-à-dire en fait pour les profits ! Comme il est hors de question pour eux de remettre en cause le capitalisme, ils nous font croire que les intérêts des travailleurs coïncident avec les intérêts du système capitaliste ! Pure foutaise bien entendu, et les patrons ont bien compris que leurs intérêts étaient contradictoires avec ceux des salariés : s'ils baissent les salaires des travailleurs, ce n'est pas parce qu'ils sont « méchants », mais parce que cela augmente leurs profits.

### **Diaporama sur la crise du NPA : les vieilles recettes keynésiennes remises au goût du jour**

Quant au NPA, son diaporama (cf. <http://www.npa2009.org/sites/default/files/NPA%20diaporama%20crise.ppt>) sur la crise présente de façon pédagogique les mécanismes de la crise financière, mais il ne permet pas de comprendre son origine réelle. Le diaporama prête le flanc aux théories erronées et populistes de la sous-consommation, ce qui était déjà malheureusement le cas dans les *Principes fondateurs* adoptés par le congrès

<sup>1</sup> Cf. nos articles dans *Le CRI des travailleurs*, sur <http://groupecri.free.fr>, « Éléments pour comprendre les causes, les mécanismes et les conséquences de la crise économique mondiale » (n° 34, nov.-déc. 2008) et « Ampleur, causes et conséquences du ralentissement économique dans les pays impérialistes » (n° 32, printemps 2008).

et surtout dans la *Résolution sur la situation politique et sociale*.

Sur la diapositive 45, « À problèmes globaux, solutions globales », il est proposé de « brider et subordonner la finance » (par la « régulation », la « détritisation », etc.) et de « restaurer la demande et protéger l'emploi ». On nous dit que « l'Europe » (c'est-à-dire l'Union européenne ?) serait un « premier pas et périmètre d'action pertinent ». Il faudrait faire en sorte que les « salariés, les consommateurs, les usagers aient un droit de regard et de contrôle reconnu »...

Même si l'on nous dit qu'il faut « en finir avec le système capitaliste », la perspective politique concrète avancée est donc en fait une réforme (illusoire) du capitalisme, mixant politiques keynésiennes de relance de la demande et contrôle des salariés, dans le cadre des institutions nationales et européennes existantes. On ne met pas en avant la perspective du gou-

vernement des travailleurs, seul capable d'exproprier les capitalistes et de transformer les rapports de production et de distribution.

Si le NPA parle certes de socialisme, de pouvoir des travailleurs, d'en finir avec la propriété capitaliste dans ses *Principes fondateurs*, nous ne pouvons que constater que ce n'est pas ce qui est mis en avant. À l'opposé d'une démarche transitoire qui relierait la satisfaction des besoins des travailleurs avec la nécessité du gouvernement des travailleurs, le NPA juxtapose un programme minimum keynésien concret pour le court terme et un programme maximum socialiste abstrait pour le long terme.

L'exigence d'une analyse marxiste de l'économie capitaliste est liée au combat révolutionnaire : il y a un rapport étroit (quoique non automatique) entre l'analyse théorique et les prises de position politiques. En partageant avec les réformistes la même analyse erronée des causes de la crise

en terme de « sous-consommation » ou de « faiblesse de la demande », la direction du NPA tend à s'adapter à l'idéologie des bureaucraties syndicales et des partis de la gauche institutionnelle, ce qui contribue à expliquer son refus de les combattre politiquement de façon frontale et systématique.

Pour préparer et faire la révolution, les travailleurs ont besoin de la théorie et des concepts marxistes qui leur permettront de comprendre le monde dans lequel ils vivent. Au sein du mouvement ouvrier, le réformisme s'est toujours appuyé sur une entreprise de révision du marxisme, sous la pression de la bourgeoisie. Une tâche cruciale des marxistes révolutionnaires est de répondre sur le plan théorique aux révisionnistes en même temps qu'ils combattent politiquement le réformisme.

□ G. L.

## ❖ LUTTES DE CLASSE INTERNATIONALES

### Face à la crise du capitalisme, premières ripostes des travailleurs et de la jeunesse dans le monde

*Le développement de la crise économique mondiale va inévitablement provoquer des catastrophes et de grands affrontements de classes. Comme militants anticapitalistes, nous devons nous y préparer pour être capables d'aider au mieux les travailleurs à développer leur lutte de classe pour ne pas payer la crise. Cela suppose d'examiner avec attention non seulement les premières réponses données par le prolétariat aux vagues de licenciements, aux fermetures d'usine, à la faillite des banques, mais aussi les premières*

*crises politiques provoquées par le début de récession. Comment les masses, avec la conscience qu'elles ont forgée dans la période précédente, réagissent-elles aux premiers coups dus à la crise ? Quels points d'appui et quels obstacles rencontrent-elles dans leurs combats ? Quel rôle jouent les directions des différents partis et syndicats ? Nous avons pu suivre d'assez près, en France, les grèves générales antillaises, qui sont sans doute les réponses les plus puissantes à la crise pour le moment. Moins connues sont les grèves avec oc-*

*cupation d'usines, pourtant exemplaires pour tous les travailleurs qui cherchent à résister de façon efficace. D'autre part, la crise économique a d'ores et déjà provoqué plusieurs crises politiques importantes, faisant vaciller les sommets de l'État, dans plusieurs pays dont l'importance secondaire parmi les puissances capitalistes ne saurait masquer qu'ils sont seulement les maillons les plus faibles de la chaîne — et permettent donc de prévoir ce qui pourrait arriver dans les États les plus puissants, avec des conséquences centuplées...*

### ***Le retour des grèves avec occupation d'usine***

Face aux fermetures d'usine et aux licenciements, et alors même que la crise ne fait que commencer, on voit réapparaître dans les pays les plus divers la méthode de l'occupation d'usine. Certes, c'est pour le moment à une échelle molé-

culaire. Mais il ne faut pas oublier que, à une échelle historique, la classe ouvrière commence tout juste à se recomposer, après trente ans de défaites, de régression des organisations et de recul de la conscience de classe. En ce sens, ces premières

occupations d'usine indiquent une tendance à laquelle les révolutionnaires doivent être particulièrement attentifs. Car cette méthode a une signification profonde. Dans le *Programme de transition* fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky souli-

gne : « *Les grèves avec occupation des usines, une des plus récentes manifestations de cette initiative [des masses], sortent des limites du régime capitaliste "normal". Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose dans la pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitalisme ou les ouvriers.* » C'est la raison pour laquelle il faut étudier et faire connaître le plus largement possible les occupations d'usine réalisées par les travailleurs dans des pays aussi divers que les États-Unis, l'Allemagne, l'Ukraine, l'Irlande, l'Espagne et l'Argentine.

### **États-Unis : l'exemple des travailleurs de Republic Windows and Doors**

L'initiative des travailleurs de *Republic Window and Doors*, une usine de 250 travailleurs à Chicago, l'un des grands centres industriels de la première puissance capitaliste du monde, a eu un retentissement dans tous les pays<sup>1</sup>. Non seulement le patronat avait décidé de fermer l'usine (probablement pour reprendre la production dans une autre usine de l'Iowa, acquise par le groupe, où il n'y a pas de syndicat), mais en outre il prétendait ne même pas payer aux travailleurs les indemnités légales. En effet, la principale banque finançant l'entreprise, la Bank of America, qui venait de recevoir 25 milliards du gouvernement fédéral, ne voulait pas avancer l'argent. Le mensonge des chefs de gouvernement bourgeois qui prétendent renflouer les grands groupes capitalistes pour sauver les emplois éclatait au grand jour : l'argent sert à boucher les trous et à préserver les profits des banques, non à alimenter le crédit et à sauver les emplois. Ce déni de justice criant a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : pour obtenir simple-

<sup>1</sup> Les informations données ici sont tirées notamment de l'article de Lee Sustar, membre de l'ISO (International Socialist Organization), dans le *Socialist Worker* du 12 décembre 2008.

ment le paiement des indemnités prévues par la loi, les ouvriers n'ont pas vu d'autre solution que d'occuper l'usine.

Cette réaction spontanée et déterminée leur a permis d'arracher en cinq jours de lutte la satisfaction de leur revendication. Le conflit a été entouré localement d'une large solidarité. Il a fait la une de tous les médias et s'est ainsi propagé dans tout le pays, contribuant à donner des idées aux travailleurs d'autres entreprises eux aussi frappés par la crise. La combativité et la détermination dont les ouvriers de Chicago ont fait preuve, qui était devenue rare dans le mouvement ouvrier américain, s'explique principalement par trois raisons. Les salariés de Republic Windows and Doors, qui sont en majorité des Latinos, pour beaucoup des immigrés, ont appris à se battre à travers toutes les luttes pour le droit des travailleurs immigrés ces dernières années. Ces ouvriers avaient chassé un syndicat dominé par la mafia et s'étaient affiliés à United Electrical, Radio and Machine Workers of America (UE), union traditionnellement plus combative que le SIEU (Syndicat International des Employés des Services). Enfin, comme des millions d'autres travailleurs, ils ont été frappés par le contraste entre les milliards offerts au patronat et les centaines de milliers de licenciements.

La limite de leur lutte tient à ce qu'ils ne semblent pas avoir cherché à empêcher la fermeture de l'usine et donc la perte de leur emploi. Mais l'occupation a commencé après que le patron eut retiré des machines essentielles, la reprise de la production par les salariés paraissait difficile. Cependant, cette limite manifeste non le manque de combativité des ouvriers, mais les carences de la direction du syndicat local qui n'a pas élaboré à temps un plan de bataille pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise. Cela montre les limites stratégiques d'un syndicat, même combatif, tant qu'il n'est pas dirigé par des militants clairement révolutionnaires.

### **Allemagne : les ouvriers de HWU, un sous-traitant de**

### **l'automobile, occupent leur usine contre la fermeture**

Les ouvriers du sous-traitant automobile HWU (Hohenlockstedter Werkzeugbau und Umformtechnik), fabriquant des pièces pour des catalyseurs, des volants et des serrures de portes, situé à Hohenlockstedter, une petite ville de 6 800 habitants dans le Schleswig-Holstein, ont eu eux aussi recours à la grève avec occupation<sup>2</sup>. Le 29 octobre 2008, le nouveau patron depuis juin, Strodtkötter, un ancien employé de l'entreprise, a annoncé que, en raison de la crise, les commandes avaient chuté de 30%, que l'entreprise était en cessation de paiement, qu'il ne pouvait plus payer les salaires et que la fermeture définitive était proche. Les ouvriers ont réagi par une grève spontanée de 24h avec occupation de l'usine pour empêcher le départ des machines. Puis ils ont repris le travail suite à l'annonce du paiement des salaires par l'administrateur judiciaire. Mais, face à la menace de fermeture définitive, ils se sont mis de nouveau en grève et ont occupé l'usine le vendredi 5 décembre. La durée de la grève a menacé de paralyser la production chez certains constructeurs pour lesquels HWU travaille.

Dans cette lutte, il n'y a pas de doute que les ouvriers ont fait preuve d'une grande combativité. Mais ils se sont heurtés à l'obstacle constitué par la direction du puissant syndicat de la métallurgie, IG Metall, qui a refusé de soutenir cette grève en appelant les ouvriers de ses bastions de l'automobile à se joindre à cette lutte. Les bureaucrates estiment la fermeture inévitable et jugent la lutte jusqu'au-boutiste. Cela ne saurait nous surprendre : les années précédentes, les mêmes ont fait avaler les uns après les autres les plans de restructuration qui ont fait passer les effectifs de l'usine HWU de 700 à 100 salariés. Le prétexte : pour « sauver » l'entreprise, les

<sup>2</sup> Informations tirées d'un article publié sur le site du World Socialist Website <http://www.wsws.org/de/2008/dez2008/bese-d11.shtml> « Belegschaft besetzt Autozulieferer in Hohenlockstedt », par Lucas Adler, 11 décembre 2008.

suppressions d'emploi auraient été inévitables. En effet, pour eux, qui n'ont pas d'autre horizon que le capitalisme, il n'y a rien d'autre à faire que d'accepter que ce système brise les vies de millions d'ouvriers, car c'est la concurrence, c'est la crise, c'est comme ça. Mais les travailleurs, eux, ne peuvent pas accepter de perdre leur emploi et de se voir réduits à la misère. C'est pourquoi, malgré toutes les difficultés, ils ne veulent pas se résigner. C'est la tâche des militants anticapitalistes cohérents et conséquents, c'est-à-dire révolutionnaires, conscients que l'économie peut être rationnellement et démocratiquement organisée sur la base de la propriété collective et des conseils ouvriers, de les aider à mener le combat jusqu'à la victoire finale, c'est-à-dire jusqu'au gouvernement des travailleurs et au socialisme, tout en leur proposant des plans d'action et des méthodes de lutte qui permettent de donner toutes les chances pour des victoires partielles.

### **Les travailleurs de Kherson (Ukraine) : « Nous n'attendrons plus des miracles, nous allons prendre en mains l'usine »**

Kherson est la principale usine de fabrication de matériel agricole en Ukraine. Après la chute du régime stalinien, l'entreprise a été privatisée et maintes fois restructurée. Des travailleurs ont été licenciés, les arriérés de salaire se sont accumulés. Fin 2007, l'usine a été rachetée par Alexander Oleinik, l'un des dirigeants du Parti des Régions, le parti pro-russe de Viktor Yanukovich, un ancien membre de la bureaucratie stalinienne. La situation ne s'est guère améliorée. À partir de septembre 2008, les salaires n'ont plus été payés du tout ; à partir d'octobre, l'usine n'a plus fonctionné que trois jours par semaine et la direction a fait pression sur les employés pour imposer un « plan de départs volontaires », ce qu'ont accepté une partie des jeunes ouvriers qui ne voyaient aucun avenir dans cette entreprise. C'est l'annonce le 20 janvier du déplace-

ment dans une autre ville du bureau de la comptabilité et des paiements qui a finalement provoqué la riposte des ouvriers. Ils ont élu un comité d'usine, occupé le bureau de la direction le 2 février et fait connaître leurs revendications : paiement de tous les arriérés de salaire, nationalisation de l'usine, saisie du compte d'Oleinik, garantie par l'État que l'usine restera ouverte. Ils ont rejeté sans hésitation la proposition d'un envoyé du maire de la ville proposant de payer les arriérés de salaire en prélevant sur le budget social de la municipalité, qui sert à aider d'autres travailleurs et pauvres. Le 7 février, une manifestation de soutien à la lutte a été organisée, avec la venue de syndicalistes, de travailleurs et d'étudiants des villes environnantes. Sur les banderoles, on pouvait lire : « faites payer la crise aux oligarques ! », « donnez des salaires aux travailleurs et le contrôle de l'usine ! », « nous n'attendrons plus des miracles, nous allons prendre en mains l'usine » et « aujourd'hui Kherson, demain toute l'Ukraine »<sup>1</sup>.

La lutte des travailleurs de Kherson est remarquable, car elle exprime une conscience particulièrement avancée, alors même que le prolétariat d'Ukraine ne s'est guère mobilisé depuis la chute du stalinisme, sous lequel il avait été surexploité et opprimé. Ils soulignent à juste titre que la production ne peut pas être réellement réorganisée à l'échelle d'une seule usine : au fond, leur lutte pose bien la question de la classe sociale qui détient le pouvoir politique.

### **Espagne : les ouvriers d'ACC occupent l'usine contre la baisses de salaire et la flexibilité**

ACC Spain, filiale de la multinationale italienne ACC, qui fabrique des compresseurs, prétendait imposer à ses 567 employés une baisse de salaire de 300 euros et 64 jours de chômage technique entre mars et décembre 2009. Elle a produit un ERE, c'est-à-dire un « dos-

sier de régulation de l'emploi », justifiant ces mesures par des données économiques, qui doit être approuvé par l'administration du travail. Le 12 février, les ouvriers ont trouvé les portes de l'entreprise fermées à leur arrivée. Ils ont réussi à entrer tout de même et, depuis ce jour, l'usine est en grève illimitée avec occupation. Ils empêchent la sortie de la production. À l'heure où nous bouclons ce bulletin, le conflit est toujours en cours : si les ouvriers ont obtenu satisfaction sur une partie de leurs revendications salariales après plusieurs semaines de lutte, l'ERE, quant à lui, n'a toujours pas été même simplement revu<sup>2</sup>.

### **Irlande : occupation de l'usine Waterford Crystal de Killbary**

L'entreprise Waterford Wedgwood, qui produit des verres, de la porcelaine et des céramiques fines, emploie 8000 travailleurs dans le monde entier. Elle a son siège en Irlande et dix usines sous-traitantes au Royaume-Uni. Suite à de mauvais résultats, elle prévoit la suppression de 1900 emplois. 370 travailleurs ont déjà été licenciés au Royaume-Uni. Il est prévu de fermer l'usine irlandaise (à Killbary), employant 480 ouvriers, jusqu'à l'arrivée d'un hypothétique repreneur. Des manifestations ont été organisées contre la fermeture, qui ont déjà réuni jusqu'à 7000 personnes. Les ouvriers de Waterford Crystal de Killbary ont décidé d'occuper leur usine contre la fermeture. Des travailleurs et des délégués syndicaux ont commencé à faire une tournée au Royaume-Uni pour essayer d'organiser une lutte d'ensemble de l'entreprise, faire connaître leur lutte et l'occupation de l'usine. Le cas des ouvriers de Waterford Crystal n'est pas isolé : ceux d'Element Six (Shannon), une entreprise d'abrasifs et de produits chimiques pour les diamants et pierres précieuses, ont aussi décidé d'occuper l'usine suite à l'annonce par la direction d'un plan de licen-

<sup>1</sup> Source : <http://socialistworld.net/z/bin/kw.cgi/show?id=3497>

<sup>2</sup> Source : <http://cgtsabadell.blogspot.com/search/label/ACC%20Spain>

ciements de 150 travailleurs sur un total de 620.

### **Argentine : les ouvriers d'Indugraf occupent leur usine et exigent la nationalisation sous gestion ouvrière**

Le prolétariat argentin arrive face à la crise avec une expérience supérieure à celle de beaucoup d'autres pays. En effet, autour des années 2000, l'Argentine a été frappée par une crise économique d'une violence comparable à celle qui touche aujourd'hui le monde entier : des faillites nombreuses, des millions de licenciements, un chômage considérable. À cette époque, des centaines d'entreprises petites et moyennes, abandonnées par leur patron, ont été occupées par leurs ouvriers et la production y a été relancée, généralement sous forme de coopératives. Zanon, dont les travailleurs luttent depuis sept ans pour l'expropriation sous gestion ouvrière, est l'expérience politiquement la plus avancée de ce phénomène<sup>1</sup>. Avec la crise, ce type de situation est appelée à se reproduire.

C'est précisément le cas d'Indugraf, une imprimerie employant 80 salariés, située dans le quartier de Parque Patricios, à Buenos Aires. Le 24 novembre, les ouvriers ont trouvé leur usine fermée avec un petit écriteau : « *fermée provisoirement, les travailleurs seront informés par télégramme* »... de licenciement ! Le patron, qui a disparu du jour au lendemain, a laissé deux mois d'arriérés de salaires. Le 10 décembre, les 60 ouvriers (car la vingtaine d'employés administratifs ont eux aussi disparu !), réunis en Assemblée Générale, ont décidé d'occuper leur atelier graphique pour sauver leurs emplois. La justice a émis avec un rapidité peu habituelle un ordre d'expulsion des travailleurs occupant l'usine. La direction de la fédération syndicale des ouvriers du livre de Buenos Aires est venue pour

essayer de persuader les travailleurs de renoncer à l'occupation. Sans succès. Le Ministère du Travail, auquel les salariés s'étaient adressés en vue de trouver une solution pour garantir leurs emplois, s'est mis à son tour à attaquer l'occupation, sans pour autant proposer la moindre solution aux travailleurs. Comme toujours, en Argentine comme dans le reste du monde, la Sainte Alliance du patronat, de la bureaucratie syndicale et de l'État se dresse contre la lutte des prolétaires. Mais les ouvriers n'ont pas cédé à la pression. Le patron est alors réapparu et a fait la proposition de régler les arriérés de salaire d'octobre et de novembre par la vente de deux machines, sans pour autant garantir la réouverture de l'entreprise avec le maintien de tous les emplois. Il cherchait à briser la lutte en divisant les travailleurs fragilisés par les problèmes financiers, puisqu'ils n'ont pas touché de salaire depuis quatre mois<sup>2</sup>.

Une telle résistance n'aurait pas été possible sans l'appui des ouvriers d'autres usines occupées, à commencer par ceux de Zanon (qui luttent pour la nationalisation sous gestion ouvrière depuis 2001 et dont le combat est connu et admiré dans toute l'Argentine) et Brukman (une petite usine de textile occupée de Buenos Aires, dont les ouvrières ont mené un combat exemplaire au début des années 2000), de délégués syndicaux combattifs de nombreux secteurs (travailleurs d'autres imprimeries, métro de Buenos Aires, éducation, santé, etc.) et de certains partis politiques d'extrême gauche comme le PTS et le PO. Ce soutien a des aspects multiples : faire connaître l'occupation aux autres travailleurs, participer à l'organisation d'activités pour financer la grève (un grand concert, une journée culturelle), participer massivement à la manifestation vers le palais présidentiel, contribuer à la défense de l'occupation, apporter l'expérience politique accumulée face à des problèmes semblables... Les ouvriers d'Indugraf exigent désormais la nationalisation de

l'entreprise sous gestion ouvrière : ils ont rédigé un projet de loi en ce sens. D'un côté, ils examinent comment s'y prendre pour relancer la production, car il leur faut assurer leur survie. De l'autre, ils cherchent à lier leur lutte à celles des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière, car ils ont conscience que leur combat ne peut pas se maintenir sans le soutien de leur classe et qu'il ne peut être victorieux sans une victoire de l'ensemble des travailleurs. Lors d'une assemblée générale ouverte, les ouvriers d'autres entreprises graphiques (coopérative Chilavert, Donelley) ont offert leur aide technique pour relancer la production ; les représentants de Zanon ont proposé la mise en place d'une instance de coordination des diverses expériences ouvrières du pays ; Christian Castillo, dirigeant du PTS, a soutenu qu'il est nécessaire, au-delà de l'aide à cette lutte, de commencer à regrouper les secteurs de travailleurs combattifs en une rencontre nationale pour affronter la crise avec un programme indépendant.

*Même si ces quelques exemples indiquent simplement une tendance initiale, ils sont suffisants pour prouver que les sceptiques, qui doutent des capacités de la classe ouvrière d'aujourd'hui à lutter avec courage, détermination et radicalité, ont profondément tort. Ils confirment la brûlante actualité des mots d'ordre pour imposer aucun licenciement, la répartition des heures de travail entre tous sans baisse du salaire, par la grève, jusqu'à l'occupation des usines, avec l'exigence de l'expropriation sous gestion ouvrière. C'est l'ensemble de ces mots d'ordre que les révolutionnaires doivent aujourd'hui populariser d'une façon générale et aider les ouvriers à mettre en œuvre concrètement dans chaque cas particulier.*

<sup>1</sup> Cf. notre article dans *Le CRI des travailleurs* n° 34, nov.-déc. 2008, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=555>

<sup>2</sup> Informations tirées de la série d'articles sur cette lutte exemplaire publiée dans la LVO, hebdomadaire du PTS.

## **De premières crises politiques ébranlent les États européens les plus faibles**

*La crise économique mondiale touche fortement les pays d'Europe, mais de façon inégale, à la fois parce que la structure de leur économie et leur insertion sur le marché mondial sont différentes et parce que les rapports entre les classes forgés avant la crise sont variables. Comme la crise économique a éclaté sous la forme d'une crise financière, les pays où le secteur financier a un poids important ont été les premiers et les plus violemment touchés (Islande, Royaume-Uni), ainsi que les pays dans lesquels la croissance avait été tirée notamment par le secteur immobilier sur la base du crédit facile (Royaume-Uni, Irlande, Espagne, Lituanie, Lettonie, Estonie). Mais la tendance des banques des pays impérialistes d'Europe (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Autriche, Espagne, Suisse) à rapatrier leur capitaux pour faire face à leurs propres difficultés a plongé à leur tour les semi-colonies d'Europe centrale, très largement dépendantes du capital financier, dans une crise brutale (chute du cours de leur monnaie, hausse des taux d'intérêt, menace de cessation de paiement), nécessitant parfois l'intervention vigoureuse du FMI pour sauver les pays de la faillite (Hongrie, Ukraine, Lettonie...). Or, cette crise affecte en retour les banques impérialistes fortement engagées dans ces pays, constituant une bombe à retardement pour l'ensemble de la zone euro. Enfin, la crise met à nu les fragilités persistantes des économies de certains pays entrés tardivement et avec une certaine arriération économique dans l'UE, dont la Grèce est l'un des exemples les plus frappants.*

### **Révolte en Grèce : la**

### **jeunesse est le fer de lance de la lutte, mais le PASOK et le KKE, fidèles défenseurs de l'ordre bourgeois, empêchent la jonction avec le mouvement ouvrier**

#### **La révolte de la jeunesse**

Sur fond de crise économique, de précarité généralisée, de bas salaires et de corruption du gouvernement, l'assassinat par des policiers d'un jeune manifestant de 15 ans, Alexis Grigoropoulos, a mis le feu au poudre et plongé la Grèce dans une crise politique qui a duré plus d'un mois.

Pourtant, la Grèce, entrée en 1986 dans l'Union Européenne, était supposée être l'un des symboles du rattrapage du retard économique et de la croissance harmonieuse grâce à l'UE. Or, si la Grèce a bien connu une certaine croissance, elle n'a cependant guère modifié la structure de son économie : importatrice nette de biens industriels, dominée par le secteur des services (74% du PIB), largement dépendante du tourisme (15% du PIB), marquée par un puissant secteur d'État (40% du PIB). Sa balance commerciale est fortement déficitaire (de 36 milliards de dollars en 2008). Elle est le premier bénéficiaire des aides de l'UE, qui se montent à 3,3% de son PIB. Le PIB par tête n'atteint que 75% de la moyenne de l'UE et plus d'un 1 habitant sur 5 vit en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 5000 euros par an. La jeunesse est condamnée à un fort taux de chômage, à la précarité et à des salaires ne dépassant guère les 700 euros. Ce terreau avait déjà donné lieu en 2006 et 2007 à d'importantes mobilisations de lycéens et d'étudiants, ainsi qu'à des journées de grève interprofessionnelle largement suivies. Or, la croissance relativement forte des dernières années (près de 4% par an entre 2002 et 2007) a été stimulée par les dépenses d'infrastructures liées au JO d'Athènes et par le crédit facile

contribuant à un niveau élevé de consommation des ménages. C'est pourquoi la crise a vite touché le pays. La situation s'est brutalement aggravée : les exportations ont chuté de 13,2% par rapport à l'année passée et l'activité industrielle s'est contracté de 3,5%. Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie (droite), dirigé par Costas Karamanlis, dont la majorité repose sur un seul siège (151 députés sur 300), déjà affaibli par les luttes du printemps 2008 contre la réforme de la Sécurité Sociale et par divers scandales de corruption, a redoublé la violence de ses attaques, concentrées dans un budget d'austérité, avec de nouvelles privatisations, notamment celle de la compagnie aérienne nationale et des restrictions budgétaires. Le mécontentement social grandissait : grève de la faim des prisonniers contre leurs conditions de détention, occupation d'usine par des travailleurs pour en empêcher la fermeture (ALTEC), luttes paysannes... C'est pourquoi, avant la mort d'Alexis, le GSEE (Confédération Générale du Travail) et l'ADEDY (Fédération Nationale des Employés de l'État) avaient décidé d'appeler à une grève générale pour le 10 décembre contre le budget.

La réponse de la jeunesse à l'assassinat d'Alexis par la police a été particulièrement déterminée. Plusieurs milliers de jeunes influencés par diverses organisations d'extrême gauche (anarchistes, trotskystes, etc.) se sont rassemblés au centre d'Athènes, dressé des barricades et affronté les unités spéciales de la police. Pendant ce temps, l'organisation de jeunesse de Synapsimos (gauche de la gauche) organisait une manifestation en un autre point de la ville. Des événements semblables ont eu lieu à Thessalonique. Le lendemain, une manifestation à l'appel de l'ensemble de ces organisations a réuni 10 000 personnes à Athènes. Des cocktails Molotov ont été lancés sur des banques, des centres d'exposition de voitures, des ministères. Les manifestations, marquées



par de violents affrontements avec la police, ont ensuite gagné toute la Grèce. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues d'Athènes, notamment des jeunes (lycéens, étudiants et jeunes travailleurs précaires) tendant à adopter les méthodes des anarchistes sans pour autant avoir de lien organique avec eux. Dans les jours suivants, plus de 600 collèges et lycées et 150 départements d'universités ont été occupés. Cependant, dans l'ensemble, l'auto-organisation des jeunes est restée limitée. La crise politique a été d'autant plus forte que la vigueur de la riposte à l'assassinat d'Alexis n'a pas empêché la sympathie d'une grande majorité de la population. Même des associations de commerçants d'Athènes, victimes de dégâts matériels, ont déclaré que l'on ne pouvait pas comparer la mort d'un homme avec des pertes matérielles. La journée de grève générale interprofessionnelle du 10 décembre a été suivie à près de 90% par les travailleurs. Le gouvernement était donc extrêmement fragilisé. L'inquiétude ne touchait pas seulement les milieux d'affaires grecs, mais s'est propagée au sein de la bourgeoisie européenne : la chute du gouvernement Karamanlis sous la mobilisation des masses au tout début de la crise aurait constitué un dangereux précédent au moment où la crise économique s'approfondit, menaçant de déstabiliser l'ensemble des États. C'est d'ailleurs précisément à ce moment que Sarkozy a reculé devant le mouvement lycéen en suspendant la réforme Darcos des lycées, craignant la contagion du syndrome grec.

### **Le PASOK et le KKE sauvent le gouvernement**

Le PASOK, parti « socialiste », principal parti d'opposition, n'a pas appelé aux manifestations, en a condamné la violence et a proposé comme issue la tenue de nouvelles élections. S'il n'a pas osé faire lever, par l'intermédiaire de la confédération GSEE qu'il dirige, l'appel à une journée de grève générale interprofessionnelle, il a tout fait pour rendre cette journée inoffensive, allant

jusqu'à annuler la traditionnelle manifestation du siège du syndicat au Parlement, remplacée par un rassemblement devant le Parlement. Dans la tradition du stalinisme, le KKE, parti « communiste », s'est distingué par une virulence toute particulière contre les jeunes insurgés traités de délinquants (« gangsters », « bandes de narcotrafiquants et réseaux de prostitutions », « talibans », « provocateurs », « agents de la CIA »...), se lamentant de l'incapacité du gouvernement à rétablir l'ordre. Bref, en refusant de dresser l'ensemble des revendications des masses, d'appeler à reconduire la grève et d'exiger le départ du gouvernement, le PASOK, le KKE et les directions syndicales ont réussi à empêcher la jonction entre la jeunesse et les travailleurs. Ils ont ainsi permis au gouvernement discrédité de Karamanlis de survivre. De cette façon, ils ont été le facteur décisif pour que la bourgeoisie parvienne à refermer, provisoirement, une crise qui ne manquera pas de se rouvrir dans les mois qui viennent, d'autant plus que les économistes estiment qu'il pourrait y avoir 300 000 licenciements en 2009, soit environ 7% de la population active. L'extrême gauche aura-t-elle su tirer le bilan de cette première crise pour intervenir mieux et avec plus de poids lors de la prochaine explosion de colère ?

### **La politique de la « gauche de la gauche » et de l'extrême gauche**

Cette première crise politique a en effet constitué un test aigu pour les organisations se situant à la gauche du PASOK et du KKE.

La plus importante d'entre elles, Syriza (Coalition de la Gauche Radicale) est un parti hétérogène regroupant diverses organisations de la gauche de la gauche. Sa principale composante est Synapsismos, une organisation fondée en 1991 par la rupture définitive entre le KKE « de l'intérieur » (ce que l'on appellerait en France les « refondateurs ») et le KKE officiel, dit « de l'extérieur » (par référence à son obéissance stricte à Moscou jusqu'en 1991), resté stalinien orthodoxe. En 2004, Synapsismos a formé

une coalition électorale avec d'autres organisations (le parti écologiste-communiste AKOA, le KOE d'origine maoïste, le DEA, Kokkino, section sympathisante du « Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale », dont l'ex-LCR était la section française, et Xekinima, section grecque du CIO, dont la GR est la section française...). La coalition Syriza dispose d'un groupe au Parlement.

Dans un texte sur les événements adopté par son comité central le 14 décembre, l'OKDE-Spartakos, section officielle et critique du « Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale », fait une critique en règle de l'orientation capitularde de Syriza (cf. l'intéressant dossier publié dans *Inprecor* n° 545-546). Si Syriza a immédiatement réclamé la démission du gouvernement et participé aux premières manifestations, elle a ensuite fait machine arrière et s'est démarquée de la violence des jeunes révoltés. De même, après avoir demandé la dissolution des corps spéciaux de répression, Syriza est passée à la demande d'un « contrôle démocratique de la police par le parlement ». Le 12 décembre, Alekos Alavanos, ancien président du groupe parlementaire Syriza, n'a pas hésité à rencontrer la direction du « syndicat » des policiers et à affirmer qu'« il y a d'un côté les droits des jeunes à faire respecter », mais que « l'autre face de la monnaie, c'est le policier citoyen » ; et il précisé que « le policier respectable, c'est celui qui a reçu une bonne formation et qui accomplit ses fonctions au sein de la société. » (Note n° 8 au texte de l'OKDE-Spartakos, *Inprecor* n° 545-546.) De même, au lieu de participer à la manifestation appelée par les organisations d'extrême gauche, les syndicats combattifs et les syndicats enseignants le 10 décembre, jour de la grève générale interprofessionnelle, Syriza s'est traînée à la remorque de la bureaucratie syndicale. C'est clairement Synapsismos qui donne le ton au sein de Syriza. Les groupes d'extrême gauche qui y participent n'ont aucune influence sérieuse sur la ligne politique et se laissent même souvent entraîner par la direction du parti sur son propre terrain, comme le 10 décembre. Le test

constitué par la crise politique a confirmé que Syriza est une coalition qui sert de flanc-garde de gauche « radical » au régime. Les organisations se revendiquant du trotskysme membres de Syriza doivent rompre avec cette coalition et avec sa politique, sous peine de continuer à lui servir de caution soi-disant « révolutionnaire ».

Il existe en outre deux regroupements d'organisations d'extrême gauche : Mera (Front de la Gauche Radicale, auquel appartient l'EEK, Parti Révolutionnaire des Travailleurs, organisation de la CRCI en Grèce, liée au Parti Ouvrier argentin) et Enantia (la Gauche Unie Anticapitaliste, à laquelle appartient l'OKDE-Spartakos, le SEK, organisation sœur du SWP britannique, et deux organisations étudiantes, Aran et Aras, issues des luttes étudiantes des deux dernières décennies). Pour autant que nous puissions en juger, il semble qu'elles aient défendu dans l'ensemble une perspective de classe : elles ont soutenu la révolte de la jeunesse, participé aux barricades dès le 6 décembre, mis en avant le mot d'ordre de renvoi du gouvernement et convoqué avec les syndicats enseignants une puissante manifestation, qui a rassemblé 25 000 personnes le jour de la grève générale.

Enfin, les organisations anarchistes ou anarchisantes ont marqué la lutte de leur empreinte, une partie significative de la jeunesse révoltée reprenant ses méthodes. Ce phénomène n'est pas propre à la Grèce : on le voit se manifester à des degrés divers dans de nombreux pays d'Europe (France, Islande, etc.). On peut sans doute l'expliquer par deux facteurs. D'une part, la chute des régimes stalinien et la campagne idéologique de la bourgeoisie pour identifier communisme et totalitarisme tendent à renforcer les groupes anarchisants qui, tout en dénonçant violemment la dictature bureaucratique, défendent une orientation anticapitaliste. Une telle tendance se renforce inévitablement en temps de crise, comme l'a illustré à sa façon la crise économique, sociale et politique du début des années 2000 en Argentine, où le mouvement « autonome » a été particulièrement fort au début, avant de

reculer en raison de l'impasse stratégique constitué par son programme. D'autre part, la majorité des organisations se revendiquant du trotskysme ont trop souvent tendance à adopter une politique opportuniste qui les empêche de trouver la jonction avec les secteurs les plus radicalisés ; en outre, cette tendance d'une bonne partie d'entre elles porte préjudice par ricochet même aux organisations trotskystes plus principielles.

Face au développement de la crise, il est donc essentiel pour les communistes révolutionnaires d'élaborer une orientation stratégiquement solide, capable de donner une perspective politique à la radicalisation d'une fraction des masses et bientôt de couches encore plus larges.

### **L'Islande en faillite : un premier gouvernement européen tombe sous les coups de la crise et de la mobilisation des masses**

Si le gouvernement grec a finalement été sauvé par le PASOK et le KKE, celui d'Islande n'aura pas survécu aux premières mobilisations de masse provoquées par la crise. Pourtant, à première vue, ce n'est pas du tout le genre de pays où l'on attendrait une crise économique et sociale brutale. L'Islande est un pays de 320 000 habitants, dont l'économie est dominée par les services financiers, les industries liées à la pêche et la production d'aluminium. Elle a connu une croissance soutenue pendant l'âge d'or du « néolibéralisme », jusqu'à devenir le deuxième pays le plus riche du monde en PIB par habitant (40 000 euros !), avec un taux de chômage longtemps inférieur à 3%. Mais précisément, cette croissance reposait avant tout sur une bulle financière qui n'a cessé de grossir. Les banques islandaises ont financé leur développement grâce à des dépôts venant d'autres pays attirés par les hauts taux d'intérêt par rapport à ceux pratiqués dans le reste du monde (de l'ordre de 15% pour une inflation de 14%). Elles ont donc accumulé une dette énorme, d'un

montant comparable aux réserves de la banque centrale d'Islande. C'est pourquoi, lorsque les trois principales banques islandaises Glitnir, Landsbank et Kaupthing, n'ont plus pu se refinancer sur le marché interbancaire quasi-paralysé en raison de la crise financière, elles ont été acculées au dépôt de bilan, la banque centrale ne pouvant les couvrir. Elles ont finalement été par la suite nationalisées et le FMI a accordé un prêt exceptionnel de 2,1 milliards de dollars, afin d'éviter que ces faillites n'entraînent dans leur chute leurs homologues du Royaume-Uni, des Pays-Bas et d'autres pays européens qui y avaient fortement investi. Déjà cette première crise a conduit à des centaines de licenciements dans un pays qui comptait auparavant à peine plus de 2 100 chômeurs. Le prêt du FMI a été subordonné à des coupes dans les retraites et les budgets sociaux. Un tiers de la population a perdu son épargne. 70% des entreprises seraient en faillite. Selon le FMI, le PIB devrait chuter de 10% en 2009 et le chômage, qui a déjà atteint 4,5%, devrait au moins doubler. La chute brutale de la couronne islandaise, qui a perdu plus de 50% par rapport à l'euro, a renchéri le coût des biens importés, très importants en Islande.

En réponse, des rassemblements de 5 000 à 10 000 personnes ont eu lieu autour du Parlement à Reykjavik, la capitale du pays. Comme lors de la crise argentine en 2001, les manifestants portaient des ustensiles de cuisine, poêles et casseroles, dont ils se servaient comme tambours. L'un des mots d'ordre central était la dénonciation du « gouvernement incompetent ». Ces manifestations ont donné lieu aux premiers affrontements avec la police depuis les mobilisations contre l'adhésion à l'OTAN en... 1949. Des manifestants ont lancé des pierres sur la police qui a répliqué par des gaz lacrymogènes et une vague d'arrestations. Là encore, l'influence de groupes anarchistes a été visible. Dans un premier temps, le gouvernement a essayé de s'en tirer par l'annonce d'élections anticipées pour mai 2009, puis par la démission du ministre du commerce, Bjorgvin Sigurdsson, et le

limogeage d'un haut fonctionnaire responsable des questions financières. Mais les manifestations ont continué, exigeant la démission immédiate du gouvernement. Le Premier ministre du gouvernement de coalition entre le Parti de l'Indépendance (droite) et l'Alliance Social-Démocrate, Haarde, a été acculé à la démission. Une nouvelle alliance, formée par les sociaux-démocrates et les Verts, minoritaires au Parlement, a pris le relais. Les premiers sondages en vue des élections d'avril prochain expriment de façon déformée une importante modification de l'état d'esprit des masses : les Verts sont en tête des intentions de vote, avec 32%, soit le double de leur score aux dernières élections, devant le parti de l'Indépendance avec 21% et l'Alliance Social-Démocrate avec 19%, soit une perte de 22 points au total pour le bloc gouvernemental.

Le cas de l'Islande montre clairement que, étant donné l'ampleur de la crise économique mondiale, aucun gouvernement, même dans les pays les plus riches, traditionnellement plus stables, n'est à l'abri des secousses de la crise et de la mobilisation des masses. De ce point de vue, la chute du gouvernement islandais par la mobilisation continue et déterminée des masses est une victoire importante, quand bien même leur colère s'est tournée à ce stade exclusivement contre les deux partis d'un gouvernement considéré comme « incompétent » et non contre l'État lui-même — ce qui a permis à la bourgeoisie de refermer la crise sans trop de difficultés. En faisant tomber le gouvernement, les travailleurs deviennent plus conscients de leurs propres forces. Au delà de l'Islande, c'est un précédent qui peut contribuer à influencer le mouvement des masses en Europe, même si le fait qu'il s'agisse d'un petit pays et le boycott quasi-complet de ces événements par les médias du gouvernement et du capital contribuent à en réduire l'impact. Enfin, en tout état de cause, le cas islandais confirme l'importance cruciale de la mise en avant d'une alternative politique révolutionnaire pour aider les masses à dépasser l'horizon de la lutte contre un gouvernement particulier

et ouvrir la voie à la lutte contre l'État bourgeois et le capitalisme lui-même.

### **Lettonie : un deuxième gouvernement européen tombe sous le coup de la crise**

On aurait tort de penser que l'Islande soit un cas isolé. La profonde internationalisation du capital financier fait que la crise économique, partie des États-Unis, cœur du capitalisme mondial, se propage inéluctablement à l'ensemble des autres pays. C'est maintenant au tour de la Lettonie d'être touchée : son PIB s'est contracté de 10,5% en rythme annuel en janvier et il est prévu une dépression de 15% pour l'année 2009. Cette chute brutale est tout d'abord un rude coup porté au mythe d'un capitalisme assurant le développement économique harmonieux que l'on avait vendu aux travailleurs de ces pays en particulier, après l'effondrement des régimes staliniens. Or la croissance forte connue par la Lettonie reposait sur la recolonisation de l'économie par le capital financier impérialiste et l'imposition de règles correspondant à ses intérêts. Les banques avaient été privatisées et achetées par des banques d'Europe de l'Ouest, le marché financier dérégulé et d'énormes dettes contractées pour financer l'économie. La croissance s'appuyait en large partie sur les exportations, frappées de plein fouet par la crise économique dans les pays impérialistes. Aujourd'hui, c'est précisément ce modèle de développement qui fait de la Lettonie l'un des maillons les plus faibles du capitalisme dans l'Est de l'Europe. Les retraits de capitaux en raison de la crise, la surévaluation du lat (la monnaie lettone) et l'importance de la dette privée rendent le pays particulièrement fragile. Le FMI a dû accorder en urgence un prêt de 9,5 milliards au pays pour lui permettre d'assurer ses remboursements, notamment auprès des banques scandinaves, très engagées dans la région. Mais il a exigé des mesures drastiques en retour : réduction de 40% du budget de l'État, baisse de 25% du salaire des fonctionnaires, fermetures

d'hôpitaux et d'écoles, etc. Dans le privé, le chômage croît en flèche et le patronat impose des baisses de salaires en réponse à la chute des exportations. Cela ne pouvait que provoquer une riposte des exploités. À l'appel des partis politiques, syndicats et organisations paysannes, des manifestations de masse ont eu lieu contre le gouvernement à partir de la mi-janvier. Elles ont été durement réprimées par la police. Cependant, l'aggravation de la crise et le maintien d'un puissant mécontentement ont acculé le Premier ministre, Ivars Godmanis, à remettre sa démission.

Or cette chute d'un deuxième gouvernement d'Europe en l'espace d'un mois sous les effets de la crise et de la mobilisation des masses est aussi celle d'un premier gouvernement dans l'UE. Quoique presque ignoré par les médias bourgeois, cet événement peut avoir davantage d'influence sur la situation dans les autres pays de l'UE, à commencer par son impact dans les autres pays baltes, dans les pays scandinaves et dans les maillons faibles du capitalisme en Europe, à savoir les pays d'Europe centrale et de l'Est (Ukraine, Hongrie, Pologne, Roumanie, etc.). C'est une vague de chutes de gouvernements qui menace ces pays. Or une telle instabilité aurait évidemment des répercussions sur les principaux impérialismes de l'UE, non seulement pour des raisons politiques, mais aussi en raison de l'importance de leurs engagements dans ces pays. Leur proposition d'augmenter fortement leur contribution au FMI pour que celui-ci dispose d'un fonds d'intervention de 500 milliards d'euros est la manifestation la plus claire de leur crainte d'une contagion. Cela est d'autant plus vrai qu'il existe d'autres maillons faibles, plus proches encore du cœur de l'UE impérialiste.

### **Irlande : aggravation de la crise, mobilisation de masses et gouvernement fragilisé**

**Le Tigre celtique : un vrai tigre de papier**

L'Irlande était aussi présentée comme l'un des exemples les plus éclatants du miracle du capitalisme « néolibéral » : le pays avait en effet connu plusieurs années de croissances forte, reposant principalement sur le secteur de l'informatique et des nouvelles technologies, ainsi que sur le boom du marché immobilier. C'est la raison pour laquelle l'économie irlandaise est aujourd'hui l'une des premières et des plus affectées par la crise, frappée de plein fouet par le tarissement du crédit. Selon les estimations, le PIB a déjà reculé de 3% en 2008 et l'on s'attend à un effondrement de 6% en 2009. Les principales banques du pays sont au bord de la faillite. Le gouvernement leur est venu massivement en aide, nationalisant de fait l'Anglo Irish Bank et recapitalisant la Bank of Ireland, sans connaître l'ampleur exacte des pertes. Si celles-ci dépassent les 10 à 20 milliards d'euros, ce qui ne peut être exclu, l'État se trouverait dans l'incapacité de les couvrir. La violence de la crise entraîne une brutale hausse du chômage, qui a déjà doublé cette année pour s'élever à plus de 8% de la population active, avec 327 000 demandeurs d'emplois. On attend 150 000 chômeurs de plus en 2009 et 80 000 supplémentaires en 2010. La crise met aussi à mal le budget de l'État. C'est pourquoi le gouvernement prétend imposer une contribution supplémentaire de 7% sur les retraites des fonctionnaires. Il pense pouvoir ainsi opposer les salariés du public à ceux du privé. Cependant, le gouvernement de coalition composé du Fianna Fail, des Verts et des Démocrates progressistes, est d'ores et déjà extrêmement impopulaire, recueillant seulement 16% d'approbation dans les sondages.

La direction de l'ICTU (Irish Congress of Trade Unions), la centrale syndicale unique d'Irlande, pratique depuis plusieurs années une politique de collaboration de classes complète dans le cadre d'un pacte social avec le gouvernement. Elle ne souhaite pas y renoncer, comme le montre son plan en dix points sur la crise, « *There is a better, Fairer way* » (il y a une voie

meilleure, plus juste), qui parle de « partager » les sacrifices rendus selon elle nécessaires par la crise. C'est d'ailleurs les bureaucrates eux-mêmes qui, lors d'une réunion de concertation, face aux exigences du gouvernement, ont fait la contre-proposition de cette contribution supplémentaire de 7%.

### **La pression des masses contraint les dirigeants syndicaux à appeler à une manifestation centrale à Dublin**

Mais la pression de la base face aux coups du patronat s'est montrée si importante que la direction de l'ICTU a été contrainte d'appeler à une manifestation centrale à Dublin le samedi 21 février : il s'agissait d'éviter un débordement en dehors du cadre qu'elle a fixé. La manifestation a été un véritable raz-de-marée, regroupant 120 000 travailleurs, dont beaucoup du public, mais aussi un nombre significatif du privé. Les slogans que l'on pouvait lire sur les pancartes étaient souvent combatifs : « *Que l'on impose des réductions de revenus aux multinationales arnaqueuses ! Ce n'est pas un impôt sur les retraites, mais une réduction de notre salaire ! Que les riches payent la crise ! Pour une grève de 24h ! Les manifestations ne suffisent pas : la grève, maintenant !* » Les travailleurs de Waterford Crystal de Killbary, qui occupent leur usine contre la fermeture (cf. ci-dessus) ont été accueillis triomphalement et ont pris la tête de la manifestation. Les ouvriers de la construction, secteur fortement touché par la crise, étaient aussi nombreux, tout comme les chauffeurs de bus, les enseignants et autres catégories de fonctionnaires. Le CPSU, syndicat du secteur public, a appelé à une grève de 24h le jeudi 26 février. Le syndicat des chauffeurs de bus a appelé à une grève de 24h pour le samedi 28 février contre la menace de 290 licenciements et de retrait de la circulation de 100 bus. Le syndicat des enseignants organise des votes sur les mesures de lutte à effectuer. Dans le même temps, la base commence à s'organiser, notamment parmi les

enseignants de Dublin. La mobilisation est ainsi en train de se développer : non seulement les travailleurs ont pu éprouver leur force dans la manifestation massive, mais le gouvernement ne veut rien céder. C'est pourquoi l'ICTU envisage d'appeler le 30 mars à une journée nationale de grève interprofessionnelle. Comme chacun peut le voir, ici comme en France, ce calendrier vise à hacher la mobilisation, au lieu de la développer. Mais les masses s'étant mises en mouvement, il n'est pas certain que la bureaucratie ne soit pas contrainte d'aller plus loin qu'elle ne le voudrait, pour garder le contrôle des luttes.

Or l'enjeu pour la bourgeoisie des différents pays de l'UE est encore plus considérable qu'en Islande ou en Lettonie. La chute du gouvernement irlandais aurait un impact immédiat sur le reste des pays de l'UE, à commencer par le Royaume-Uni. Le gouvernement affaibli est maintenu à bout de bras par la bureaucratie syndicale, dont le rôle clé dans la défense du capitalisme se manifeste partout avec évidence, quoique sous différentes formes.

*Dans tous les pays, en s'appuyant sur les luttes immédiates qui vont s'amplifier en réponse à la crise, les révolutionnaires doivent aider les travailleurs à développer, à organiser et à unifier leurs luttes, à déborder les directions des syndicats et les réformistes, en proposant un plan d'action immédiat, pour la grève générale, comme en Guadeloupe et en Martinique. Au-delà, il faut ouvrir une perspective politique claire, c'est-à-dire révolutionnaire, en popularisant l'objectif d'un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs, qui seul pourra satisfaire les revendications de classe ouvrière, en commençant par exproprier les grandes banques et les grandes entreprises et en réorganisant la production sur la base de la satisfaction des besoins humains.*

□ A. M.

## **SUR LE FILM *LOUISE-MICHEL* DE GUSTAVE KERVEM ET BENOÎT DELÉPINE**

Deux de nos lecteurs ont vu le film *Louise-Michel*. Malgré son titre, ce film burlesque n'est pas consacré à la militante de la Commune ralliée à l'anarchisme, mais à des ouvrières qui, licenciées du jour au lendemain par leur patron, décident de

l'exécuter. Le trait d'union n'est justifié de façon explicite que par une citation vengeresse de Louise Michel qui clôt le film.

Pour inaugurer la rubrique « Tribunes libres » d'Au CLAIR de la lutte, et pour lancer un appel à des tribunes vraiment libres

des lecteurs, membres ou non du NPA et de la Tendence CLAIRE, le comité de rédaction a décidé de publier deux points de vue différents sur ce film, qui n'engagent que leur auteur respectif.

### ***De la rage à la révolution : réflexions autour du film Louise-Michel... et de certains postulats du NPA***

Une hypothèse est au fondement du NPA. Elle mérite discussion. C'est celle selon laquelle la référence explicite au communisme et à la révolution, voire l'affirmation simple de la radicalité, seraient aujourd'hui des obstacles au développement d'un grand parti anti-capitaliste.

Discuter cette hypothèse mène à des questions importantes : comment faire pour développer le NPA ? Et d'abord, quel NPA ? Révolutionnaire ou réformiste institutionnel ? Comment ne pas rebuter les militants, notamment les « primomilitants » ? Comment au contraire les gagner ?

Le but ici n'est pas de proposer directement des réponses à ces questions. Il est seulement de faire le rapprochement, au titre de contribution à la réflexion, avec le film *Louise-Michel* récemment sorti. Et de se demander à partir de là si certains postulats du NPA sont bien en phase avec l'état d'esprit des ouvriers.

#### **Un film de révolte pure**

Dans une région miséreuse du Nord de la France, des ouvrières blousées par leur patron décident de payer un tueur à gage pour « le buter ». Une ouvrière analphabète, interprétée par Yolande Moreau (reprise de son personnage des Deschiens) et un tueur minable se mettent en chasse. Le film est une comédie

grinçante dans la veine de Groland et de Bernie de Dupontel. Ce n'est pas du grand cinéma. Des spectateurs peuvent ne pas accrocher. Mais malgré mille raisons qui justifieraient d'être réservé, on peut, en fait, adorer. Une raison essentielle l'emporte sur toutes les faiblesses : c'est un film de révolte pure, violent, vengeur et au final incroyablement jouissif.

Du point de vue de la question de la construction d'un parti révolutionnaire, on peut retenir trois points marquants.

#### **L'état d'esprit des humiliés**

Le premier est le parti-pris du film de se situer hors du terrain syndical/politique conventionnel. Le postulat de base est l'absence totale d'organisations envers lesquelles les ouvrières en lutte pourraient se tourner ; c'est ce qui fonde l'extériorité du film à l'égard des questions concrètes de la lutte de classe. Au début du film, dix ouvrières blousées se réunissent dans un troquet. Elles sont au chômage, le patron de leur usine textile s'étant fait la malle en vidant les machines des ateliers. Elles sont donc dans la merde, n'ont pas de projet, et ont en tout 20 000 euros d'indemnités. Pas de blabla, pas d'illusions. Elles veulent juste faire la peau du patron. Dans un sens elles sont parfaitement pragmatiques, elles visent le seul

objectif réaliste de leur point de vue, qui est celui du désespoir<sup>1</sup>.

Mais il y a une leçon à tirer pour les révolutionnaires. Si de façon générale les revendications transitoires sont le meilleur moyen de gagner les consciences à la perspective de la révolution, le film montre que la soif de vengeance peut parfois aussi être un moteur puissant de mobilisation. Les ouvrières du film n'ont en effet plus d'espoir d'amélioration de leur situation. Un parti politique qui voudrait les mobiliser devrait donc prendre en compte cette réalité. De fait, la méthode transitoire trouve son fondement dans la compréhension de la nécessité de partir du niveau de conscience réel et non idéal des travailleurs. Sur cette base, l'enjeu pour le parti est de donner une perspective politique à la colère brute. Mais pour cela le parti devrait être en phase avec l'état d'esprit des ouvrières. Or actuellement un tel parti n'existe pas. Le NPA pourrait l'être ; mais il doit pour cela assumer une

<sup>1</sup> De fait, quoi qu'on pense de son caractère vain, cet objectif sera atteint, tandis que dans le contexte du film celui d'obtenir justice était voué à l'échec. Précisons, évidemment, qu'en tant que communistes révolutionnaires nous ne défendons pas l'objectif de l'assassinat individuel sans issue, mais celui d'une prise de pouvoir politique et économique par le moyen de l'action collective. Mais là n'est pas le propos du film.

orientation radicale. À cet égard les condamnations publiques de l'absence de repentance de Jean-Marc Rouillon – après lui avoir initialement souhaité la bienvenue – et des sabotages attribués aux anarcho-autonomes de Tarnac ont davantage contribué à donner une image institutionnelle lisse du NPA qu'un parti de révolte. Le combat politique contre de telles méthodes ne peut être crédible aux yeux des révoltés que s'il se justifie par l'exigence d'une lutte radicale et collective des travailleurs, incluant l'autodéfense et la violence révolutionnaire de masse.

Le portrait du prolétariat mis au chômage, limite *lumpen*, est sans doute caricatural dans le film ; pour autant, on aurait tort de prendre ce prétexte pour ignorer l'explosivité du propos (comme l'ont fait la plupart des critiques de la presse bourgeoise).

### Les emblèmes de la rage

Quoique sur le ton de la farce, le film comporte de nombreuses scènes violentes de meurtres. Par ailleurs, on voit un personnage déjanté, joué par Benoît Poelvoorde, reconstituer les crashes des avions sur les deux tours du WTC. Il est significatif et dramatique qu'à aucun moment les symboles de radicalité contre le système ne soient ceux de l'extrême gauche, totalement absente du film. Cela renvoie au triste constat que le prestige des bolcheviks, de la faucille et du marteau, c'est oublié depuis belle lurette. L'unique moment du film, en fait, où est fait référence au communisme est la scène d'ouverture : une cérémonie funéraire sur fond d'*Internationale*. Tout un symbole, hélas. Car il est malheureusement vrai qu'aujourd'hui le mouvement ouvrier subit une crise profonde et que les organisations d'extrême gauche ne sont pas à la hauteur des tâches qu'implique sa nécessaire reconstruction et manquent dès lors de crédibilité. C'est bien ainsi qu'on peut interpréter le choix des réalisateurs de *Louise-*

*Michel* de chercher ailleurs les symboles de radicalité.

### Les ressorts de la révolte

Un troisième point marquant du film réside dans la réflexion sur certains ressorts de la révolte. Il ne s'agit pas seulement de soif de vengeance des ouvrières envers leur patron. Il s'agit aussi d'autres sentiments exprimés à travers le personnage principal, celui de Yolande Moreau. Ce personnage, celui d'une ouvrière analphabète, exagérément laide, plus que pauvre, limite handicapée mentale est profondément désespérant. Mais cette victime éternelle, condamnée à subir toute sa vie, se transforme un moment dans le film – le seul vrai moment de cinéma : lorsqu'elle est soudain prise de rage et que, courant à la poursuite d'une voiture conduite par un riche honni, son visage se met pour la première fois à exprimer une volonté. Yolande Moreau exprime dans cette scène quelque chose de plus fort, de plus sensible que bien des discours politiques. Une formule célèbre dit que rien de grand ne peut se faire sans passion ; on pourrait ajouter que rien de révolutionnaire ne peut se faire sans rage. C'est parce que cette dernière est présente dans *Louise-Michel* qu'on aime ce film.

### Une leçon : la radicalité n'est pas un obstacle au développement. Au contraire.

Une leçon possible du film concerne le développement du NPA : c'est le constat du décalage entre ce que peut être l'état d'esprit des révoltés et la perspective politique proposée.

Déjà sur le simple plan de la forme, lorsqu'elles parlent, les ouvrières de *Louise Michel* ne tournent pas autour du pot. Le NPA, en parlant par exemple de « transformation révolutionnaire » plutôt que simplement de « révolution » donne l'impression d'avoir peur des mots. C'est contre-productif. Et cela témoigne par ailleurs d'une timidité pour le moins para-

doxale quand le but est rien de moins que le renversement du capitalisme.

Pour gagner les plus révoltés, le NPA doit être en phase avec la radicalité potentiellement révolutionnaire des dégoûtés du système. Pas avec la mollesse des réformistes. Avec les premiers, on fera la révolution ; avec les seconds, un gouvernement de front populaire avec les politiciens comme Mélenchon, au service du capitalisme.

Au sein du NPA les références aux révolutionnaires historiques sont parfois rejetées, accusées de façon spécieuse d'être associées à des traditions militantes prétendument rebutantes pour les primo-militants. La vérité est plutôt qu'il est des reniements difficiles à assumer... et qu'il est plus commode de les masquer sous couvert de faux prétextes. Pourtant, la radicalité implacable d'un Trotsky est infiniment plus stimulante et plus proche de l'état d'esprit des orphelins d'un vrai parti révolutionnaire que les discours confus sur les prochaines élections. Ce qui est rebutant, ce sont les discours lénifiants, pas les discours léninistes !

Certains camarades disent vouloir faire du NPA un parti révolutionnaire mais ne pensent pas qu'une ligne comme celle de la Tendance CLAIRE soit la plus efficace. À cela on peut répondre qu'un film comme *Louise Michel* incite au contraire à penser qu'une ligne radicale assumée est un levier plutôt qu'un obstacle au développement. Cette ligne est justifiée par des raisons politiques ; on peut aussi avancer que c'est un pari sur l'avenir. Quand la colère des ouvrières humiliées de *Louise-Michel* débordera non plus au cinéma mais pour de vrai dans la rue, la radicalité du NPA sera sa légitimité.

« Maintenant que nous savons  
que les riches sont des larrons,  
si notre père, notre mère  
n'en peuvent purger la terre,  
nous quand nous aurons grandi,  
nous en ferons du hachis. »  
Louise Michel (la vraie)

□ Svetlana Masterkova

## Quels actes pour la lutte de classe ? Force et limites de la rage dans *Louise-Michel*

*Louise-Michel* est un film incroyablement loufoque, drôle et déjanté, truffé de scènes hilarantes et d'autres poignantes quoique sans pathos, sur la condition des exploités. Est-il pour autant subversif ? Sur le plan cinématographique, sans aucun doute ; mais politiquement, pas vraiment. Parce qu'il est cocasse et burlesque à l'extrême — et c'est ce qui en fait un bon film, une réussite —, ce n'est pas un appel à la rébellion, encore moins à la révolution, juste une forme de dérision tout autant qu'une dénonciation des maux du capitalisme. Pas étonnant dès lors qu'il soit passé sous les fourches caudines de la censure : le film n'est en aucun cas une invitation à tuer son patron ! Ce geste-là est poussé dans les retranchements de l'absurde, à l'image du film dans son ensemble et des personnages qui le composent. Et dès lors, c'est la résistance même, ouvrière, collective, qui disparaît au profit du comique de situation et de la caricature.

Les films dépeignant au vitriol l'exploitation subie par les travailleurs et les opprimés dans le système capitaliste sont rares. *Louise-Michel* est de ceux-là et il faut le saluer à ce titre. Le patronat y est cynique à souhait. Le paternalisme éhonté et la condescendance sociale sont brossés à coups de répliques ravageuses. Le petit patron de l'entreprise textile se prend pour un messie. Pour faire passer la pilule d'un plan social — « *c'est ça, les ressources humaines* » —, il offre... des blouses de travail neuves aux ouvrières qu'il emploie ; déçu qu'elles ne le remercient pas, il leur lance : « *Est-ce qu'on a déjà vu des enfants serrer la main du père Noël.* » Du jour au lendemain et sans prévenir, il vide l'usine des ses machines. Mais il n'est en fait qu'un maillon de la chaîne d'exploitation. Son entreprise est une filiale d'une plus grosse, qui dépend elle-même d'un fonds de pension. C'est toute la hiérarchie capitaliste qui est donc décrite, avec une parfaite férocité. Au sommet, un PDG sirote un verre au bord d'une piscine, insulte sa femme, ne

se souvient pas du prénom de sa fille, vire son « personnel » pour un oui ou pour un non, vend et achète des actions en faisant son footing sur un tapis d'appartement (« *buy/sale, buy/sale, buy/sale...* », en rythme !). L'arrogance, l'impudence, la domination de classe éclatent sur l'écran. Et donnent vraiment envie de faire exploser ce système.

*Louise-Michel* n'est pas un film à thèse. Il dénonce sans appuyer, en mêlant légèreté et excentricité, gags et réussites visuelles. Pas mal de thèmes y passent : la langue de bois des « politiques publiques » — qui parlent de « redynamiser le tissu social » alors qu'on voit au même moment à l'image une rue déserte dans une ville du Nord délabrée, détruite par trente années d'attaques sociales, de casse des acquis, de délocalisations, de fermetures d'usines et de mines. La débilité publicitaire (« *Mesdames, gagnez votre poids de parmesan* »...). Le contrôle social et policier, avec partout des caméras de surveillance. Les paradis fiscaux (de simples boîtes aux lettres, symboles du capitalisme désincarné). Les exploités de la misère (des passeurs blancs sans scrupules jetant des sans-papiers noirs au fond d'une cale de bateau). Les prisons sordides, dont les murs pourrissent. Et même l'impérialisme, avec en fond sonore une émission décrivant un Irak désintégré après l'intervention militaire des États-Unis et de leurs alliés.

*Louise-Michel* a aussi l'intérêt de montrer, quoique brièvement, des ouvrières à la chaîne, ce qui est plutôt rare sur des écrans de cinéma ! On apprend, comme en passant, qu'elles travaillent 45 heures par semaine. Louise, ouvrière alphabète, parle très peu et par bribes, mais elle a tout à coup une réplique forte, qui explose au visage, sur ce qu'est leur vie : « *Se mettre en rang pour aller au boulot (...), aller à pied pour économiser le car (...), t'appelles ça vivre ?* » Le film met aussi en scène la sociabilité et la solidarité ouvrières.

Les travailleuses sur le carreau décident spontanément de se retrouver pour faire face ensemble à leur situation, mais encore, par un vote à l'unanimité, de mettre l'argent de leurs indemnités en commun.

Pourtant, qu'il puisse y avoir une révolte politique, organisée, efficace face à la monstruosité capitaliste ne semble pas effleurer les réalisateurs, en tout cas pas les intéressés. Les syndicats ? Ils ne sont évoqués que par allusion, pour avoir « obtenu » 100 euros d'indemnité par an ; plus que caricaturés, ils sont balayés en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Un parti pour lutter ? Ça ne vient pas à l'idée. Une perspective révolutionnaire ? Elle n'est même pas effleurée, absolument pas envisagée. Si la toute première scène du film est extraordinaire d'humour macabre — une crémation qui se passe techniquement mal... —, elle est aussi révélatrice dans sa manière d'en finir avec l'histoire du mouvement ouvrier. Pour les réalisateurs, il est mort, comme celui qu'on est en train de brûler au son d'une *Internationale* crachotée dans un magnétophone désuet.

Si le film ne prétend en aucun cas faire de Louise, personnage de demeurée amorphe s'exprimant plus par borborygmes que dans un langage articulé, une incarnation, représentative, de la classe ouvrière, ce choix est néanmoins une façon de contourner ce qui pourrait être une véritable résistance collective, un véritable rejet des licenciements. Ici, les travailleuses mises au chômage veulent seulement se venger. Et dès lors il n'y a d'autre fin possible pour elles que la prison. Si donc il est souvent très drôle, ce film est aussi sans espoir.

Il est vrai qu'il y a dans *Louise-Michel* une rage absolue et même aveugle — à la fin, Louise tue tout le monde sur son passage dans la villa du PDG, y compris les employés. Mais cette rage est tournée en dérision et, en dernière instance, ridiculisée. Seul un personnage de débile (au moins) légère comme l'est Louise peut faire tenir le parti

pris du film, qui est en fait tout sauf « réaliste ». Certes, une lutte auto-organisée, une occupation d'usine, une expropriation sous contrôle ouvrier auraient été cinématographiquement moins drôles... Mais beaucoup plus efficaces pour reprendre en main son destin.

Un parti révolutionnaire doit être à la hauteur de la révolte des exploités et des opprimés, que *Louise-Michel* montre à sa façon. Ses militants doivent tout faire, là où ils sont, pour que les travailleurs puissent se réapproprier leurs syndicats, en faire de véritables outils de lutte et non de résignation. Un

tel parti se doit d'offrir une perspective réaliste et crédible qui rompe définitivement avec le capitalisme : la socialisation des moyens de production, la démocratie des conseils, le socialisme.

□ **Élisa Pavlova**

---

## Sommaire

- **Éditorial** : Face à la crise du capitalisme et à la remontée de la lutte de classe, il faut une orientation claire (p. 2)
- **Pour l'orientation du NPA** : proposition de résolution pour une préparation offensive des conditions politiques de la grève générale (p. 3)
- **Sur la réunion du CPN (direction du NPA) des 7-8 mars** (p. 5)
- **Que vaut la proposition du POI** pour une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements ? (p. 8)
- **Congrès de fondation du NPA** : bilan politique général du congrès (p. 11) et bilan de l'intervention des trois délégués signataires du projet de Tendances CLAIRES (p. 17)
- **Grève générale en Guadeloupe et en Martinique** (p. 22)
- **La grève des universités** montre la voie à tous les salariés ! (p. 26)
- **L'école primaire** face à la révision générale des politiques publiques (p. 32)
- **Congrès du SNES-FSU** : contre la politique de collaboration et de défaite de la direction, pour un syndicalisme de lutte de classe (p. 34)
- **Hôpitaux: la loi Bachelot** n'est ni amendable, ni négociable, retrait ! (p. 39)
- **Automobile** : d'une crise de la production... à une riposte sociale ? (p. 41)
- **Cordoba, Argentine** : leçons de la lutte des travailleurs de la métallurgie (p. 43)
- **Économie : La bourgeoisie désarmée** face à l'approfondissement de la crise mondiale (p. 44)
- **La France s'enfoncé dans la crise** (p. 49)
- **Premières ripostes des travailleurs et de la jeunesse dans le monde** face à la crise du capitalisme (p. 52)
- **Tribunes libres sur le film *Louise-Michel*** de Gustave Kervem et Benoît Delépine (p. 61).

### Qui sommes-nous ?

*La Tendances CLAIRES du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant).*

*Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale et par les textes du Projet de Tendances défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix.*

*Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès.*

*Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.*

La Tendances CLAIRES du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Joséphine Dangeant, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Véronique Rouvière, Wilbur Schäfer, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.